



Patrimoine  
canadien

62B      8122-3-1-97

VOL 1            UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -  
MANITOBA

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -  
MANITOBA

SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

## GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - FRANCOPHONE  
SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES  
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8122-3-1-97  
VOL 1

001997



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

# CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM  
À COMPTER DU

1997-04-29

TO  
JUSQU'AU

1997-06-21

**AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER**

**DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS**

**FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR**

**FILE NO. - DOSSIER N°**

**VOLUME**

8122-3-1-97

DIVISION SCOLAIRE  
FRANCO-MANTOBAINE N° 49



**TROISIÈME ÉBAUCHE**

**FINANCEMENT DE LA DSFM**

**- une analyse comparative -**

juin 1997

## ÉTUDE DU FINANCEMENT

### A) Mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM)

Le mandat de la DSFM trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte des droits et Libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé et le Renvoi manitobain, en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

Des principes importants découlent de ces documents constitutionnels et législatifs. En voici quelques-uns qui nous paraissent dominants.

1. Les franco-manitobains ont le droit de gérer leurs écoles dans lesquelles on retrouve des services et des programmes équivalents à ceux de la majorité.
2. L'article 23 de la Charte a une dimension réparatrice en ce sens qu'elle cherche à réparer les injustices du passé ainsi que les torts causés par l'assimilation.
3. L'école française a une obligation académique et linguistique, mais compte tenu du rôle de l'école dans la société, elle a une obligation culturelle et communautaire et elle sert de centre de vie communautaire.

L'école française est donc appelée à jouer un rôle qui dépasse largement ce qu'il est généralement convenu d'un système scolaire.

### B) Les revenus de la DSFM

La DSFM doit s'acquitter de ses responsabilités grâce aux octrois qu'elle reçoit de trois sources: les revenus provinciaux, municipaux et les octrois Programme des langues officielles à l'enseignement (PLOE).

1. **Les revenus provinciaux**  
La DSFM reçoit ses revenus d'une part des octrois provinciaux qui lui sont accordés sur la base de formules et de ratios. Ceux-ci proviennent d'une base de taxation générale des contribuables de la province.
2. **Les revenus municipaux**  
Elle reçoit d'autre part des revenus des prélevés locaux par le biais d'un prorata du prélevé spécial des cédantes d'où proviennent ses élèves.



La Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM) ne prélève pas ses propres impôts et peut difficilement se constituer une réserve. Elle est sujet à des taux variés de prélèvements spéciaux, et subit un revers quand les cédantes puisent dans leur surplus. La CSFM ne contrôle donc pas comme d'autres une partie importante de son niveau de revenus.

**3. Les octrois PLOE**

La DSFM reçoit des octrois fédéraux pour subvenir aux "coûts additionnels encourus pour offrir des services éducatifs dans la langue de la minorité". Elle reçoit ces octrois de la même façon que les écoles d'immersion et les programmes de "français de base".

Ces trois sources de revenus constituent les sources principales du financement de la DSFM. Elles lui sont accordées selon les mêmes formules que les écoles anglaises et d'immersion. Dans l'année budgétaire 1997-1998, suite à une présentation à la ministre de l'éducation, les octrois réguliers ont été légèrement augmentés à la DSFM pour lui aider à rencontrer en partie ses obligations additionnelles.

**C) L'entente spéciale Canada-Manitoba**

Le gouvernement fédéral, par le biais d'une entente avec la province du Manitoba a établi un octroi spécial de 15 millions réparti sur cinq ans, dans le but d'aider à la Division scolaire à se mettre sur pied. Ces sommes additionnelles ne constituent donc pas des budgets d'opération continus. Elles ont permis, en partie, d'adresser les besoins d'une nouvelle division constituée de 21 écoles. Les écoles lui ont été transférées avec leurs dettes mais non leurs surplus à l'exception de la division scolaire de la Rivière Seine qui a remis une partie de ses surplus.

**D) Les dépenses de la DSFM**

Les dépenses de la DSFM sont consolidées dans le rapport FRAME. Celles-ci peuvent être catégorisées de la façon suivante:

**1. Dépenses régulières**

Les dépenses régulières sont les dépenses qui sont occasionnées à la Division par les obligations qui découlent de la loi scolaire manitobaine en matière d'éducation. En ce sens elles sont les mêmes que celles qui incombent à toutes les divisions scolaires si nous faisons exception de l'article 21 et de la Charte.

Nous avons complété en mai et juin une analyse de nos dépenses de 1996-1997. Nous avons soustrait de nos dépenses réelles les dépenses qui découlent de l'article 21 et de la Charte. Ceci nous a permis d'établir nos dépenses régulières.

Nous avons comparé nos dépenses régulières avec a) la moyenne provinciale b) la moyenne de quatre divisions scolaires semblables à la nôtre en nombre d'élèves ou de mélange urbain/rural (malgré beaucoup de facteurs qui nous rendent différents). Nous avons trouvé que nos dépenses régulières sont pour la plupart dans la norme et semblables à celles des autres divisions scolaires.

Il y a des domaines où les dépenses régulières de la Division scolaire sont sous la norme. Le domaine des dépenses dans le secteur de la programmation technologique et vocationnelle en est un exemple important. Une équivalence à ce chapitre devra être étudiée comme pour plusieurs autres.

## **2. Dépenses additionnelles**

### **2.1 Dépenses PLOE**

Les dépenses des octrois PLOE se font pour combler les coûts additionnels pour "offrir de l'instruction et des services éducatifs en français" (voir document du Bureau de l'éducation française - BEF). Il est à noter que le rationnel servant à octroyer ces fonds aux divisions scolaires est le même pour le programme français et le programme d'immersion laissant comprendre que les besoins des deux groupes sont identiques à ce chapitre.

Les critères pour les dépenses en ce domaine sont aussi les mêmes pour les écoles françaises et d'immersion. Il paraît donc sur la base des critères énoncés que ces octrois sont destinés à rencontrer les coûts généraux additionnels de l'enseignement et des services en français et non pas pour rencontrer les besoins culturels et communautaires plus vastes qui découlent de la Charte et des jugements et qui sont spécifiques à la communauté de langue officielle minoritaire au Manitoba.

### **2.2 Dépenses découlant des obligations de la Charte**

Si on considère le mandat que lui confère la Charte, les jugements de la Cour Suprême et l'article 21 de la loi manitobaine, la DSFM a des obligations qui vont au-delà des obligations communes à toutes les divisions scolaires. Celles-ci lui imposent des dépenses pour lesquelles elle ne reçoit pas d'octrois provinciaux puisque les formules présentement en place n'ont pas été conçues pour y répondre.

Il est à noter que les fonds de l'Entente-spéciale ont permis à la Division de rencontrer en partie ses obligations additionnelles mais à mesure que les sommes de l'Entente s'épuisent, les obligations demeurent et les octrois provinciaux ne sont pas là pour compenser.

Le but de cette présentation est de démontrer que la DSFM est dans une position de sous-financement puisque les formules de financement de la province ne prévoient pas des octrois pour adresser les besoins additionnels de la DSFM, besoins non pas discrétionnaires mais obligatoires en vertu de la loi.

La prochaine section se veut une description des coûts additionnels de la DSFM au chapitre de son budget de fonctionnement. Ces coûts additionnels vont au-delà de ses coûts réguliers. Ce sont des coûts spécifiques à la nature même de la DSFM. La DSFM a une infrastructure unique qui occasionne des besoins particuliers.

#### **E) Domaines de sous-financement**

Le mandat et la structure de fonctionnement de la DSFM définis par la Constitution canadienne et la loi manitobaine créent des obligations qui lui sont particulières. La ministre de l'éducation a reconnu en partie cette réalité quand elle a consenti à des octrois additionnels à la DSFM en janvier 1997.

Nous avons identifié des domaines particuliers où il y a un manque de financement ou un sous-financement. Ces domaines sont reliés soit à des particularités structurelles de la DSFM, soit à des obligations légales spécifiques, soit à la nature même du mandat qu'on lui a confié. Quelques particularités sont les suivantes:

1. La DSFM a un mandat provincial et quoique limité à un territoire, elle a une obligation à tous les ayants droit.
2. Le territoire de la DSFM est vaste et son nombre d'écoles est restreint. Les distances sont donc importantes.
3. La structure politique de la DSFM est unique et elle exerce ses activités à trois paliers.
4. La DSFM doit maximiser le regroupement des ayants droit dans ses écoles, et donc contrer ce que des années d'absences d'écoles françaises ou de gestion d'école en français ont contribué à l'assimilation.
5. La DSFM doit s'occuper de ses petites communautés et non seulement fournir une école mais un outil de réparation communautaire.
6. La DSFM doit voir aux besoins de ses communautés isolées et des petites écoles qui s'y retrouvent.
7. La DSFM doit souvent créer ses propres infrastructures alors que celles-ci existent déjà pour les écoles anglaises.

Les domaines que nous avons identifiés sont les suivants:

##### **a) *Structure politique***

Les coûts d'opérations du cadre politique de la DSFM sont reliés à sa structure, au nombre d'élus et au fonctionnement prescrit par la loi.

La DSFM est de par la loi une structure à trois paliers. Chacun de ces paliers a besoin des fonds d'opération. Les onze commissaires ont des honoraires, des frais de déplacement, des comités auxquels siéger, des sessions de formation, des frais d'adhésion, des conférences. Les représentants régionaux participent aussi aux processus divisionnaires et ont besoin de fonds pour leurs bureaux, secrétariats, matériels, etc. Les comités scolaires ont également un rôle à jouer qui est à la base du processus de consultation. Un budget leur est aussi accordé. La loi prévoit un processus de consultation entre les trois niveaux de gestion ce qui nécessite un haut degré de concertation et de partage.

Les déplacements des élus aux réunions sur des distances importantes, les interurbains, les chambres d'hôtels, etc. s'ajoutent aux frais d'opération. Les coûts réguliers que l'on pourrait s'attendre d'une commission scolaire sont augmentés en conséquence.

**b) Petites écoles**

La loi scolaire mandate la DSFM de fournir une programmation scolaire de qualité dans ses petites communautés. La DSFM appuie présentement quatre très petites écoles soit Jours de Plaine, Aurèle-Lemoine, Saint-Georges et Saint-Léon. D'autres programmes pourraient être ouverts à l'avenir, dont celui de Saint-Claude par exemple.

**TROISIÈME ÉTAPE**  
La DSFM juge que toutes ces petites écoles répondent aux critères des jugements. Par conséquent, elle se doit de leur fournir un programme de qualité. Les petits nombres font que les coûts d'opérations de ces écoles sont plus importants que la moyenne. La loi oblige donc la DSFM à opérer des petites écoles et elle ne peut pas les fermer sans enfreindre la loi, et l'esprit des jugements.

Chacune de ces écoles a une direction, un secrétariat, du personnel professionnel et d'appui tel qu'exigé pour l'offre d'un programme qui est de qualité et attrayant pour les parents. En effet, nos écoles ne peuvent pas se permettre d'offrir moins que les écoles anglaises ou d'immersion parce que les parents peuvent opter pour l'école anglaise ou d'immersion de la communauté proche.

Les formules provinciales doivent donc refléter la réalité de la DSFM et des octrois additionnels pour l'appui aux petites écoles dans toutes les catégories budgétaires appropriées doivent être prévus.

c) **Phase d'accueil**

La loi scolaire manitobaine mandate spécifiquement la DSFM d'offrir un programme d'accueil aux élèves ayants droit afin de rehausser leurs compétences linguistiques. Il ne s'agit donc pas en ce cas d'un programme de langue seconde, mais un programme qui vise le développement intensif de la langue première chez les enfants dont les compétences dans la langue maternelle ne leur permet pas de rencontrer les exigences du programme français. Le facteur d'assimilation auquel fait référence Mahé n'est pas étranger à beaucoup de ces situations.

Le programme d'accueil tel qu'il existe présentement a ses critères d'entrée, des niveaux d'interventions et un échéancier pour la sortie du programme. Les enseignants et les auxiliaires qui y travaillent reçoivent une formation spécifique. Des sessions de partage sont organisées pour les parents afin de les impliquer dans le processus.

L'implantation et l'animation d'un tel programme exigent également des ressources matérielles et pédagogiques appropriées autant au niveau des enfants que des intervenants.

L'entrée d'ayants droit qui qualifient pour ce programme est à la hausse dans nos écoles. De plus en plus d'enfants arrivent à l'école avec une habileté linguistique qui ne leur permet pas de rencontrer les exigences du programme français, dans certains cas une absence de compétence linguistique totale. Une évaluation complète de notre programme d'accueil est en voie d'être terminée et les premières données nous démontrent la nécessité du programme, le succès du programme et le besoin d'y accorder plus de ressources. Cette étude a été conduite par le Centre de recherche du Collège universitaire de Saint-Boniface.

L'octroi de 660 \$ par élève en phase d'accueil qui nous sera accordé en septembre 1997 ne répondra pas aux besoins parce que les compétences que nous développons doivent préparer l'enfant à la maîtrise totale de sa langue première avec toutes les dimensions que cela comporte au niveau oral, écrit, diction, etc., en vue d'un cursus complet de la maternelle au secondaire 4. L'importance de ce programme est cruciale en vue d'assurer un maintien d'une qualité supérieure de français à tous les niveaux tel que prévu par le programme de français. Un manque d'appui à ce niveau oblige la Division à retrancher le service plutôt que de le maintenir selon les besoins.



d) **Recrutement et publicité**

L'assimilation a fait ses ravages au Manitoba. L'absence d'écoles françaises dans plusieurs milieux, la pauvreté du programme français dans d'autres situations, et parfois l'hostilité même à des programmes français ont fait que plusieurs enfants n'ont pas eu accès à une éducation française.

Les mariages mixtes contribuent également à cette situation car beaucoup d'enfants dans cette situation familiale n'ont pas l'occasion de développer suffisamment leurs compétences en français.

Peu importe les raisons qui expliquent les besoins particuliers de certains ayants droit, il est une réalité que la majorité de ces enfants ne sont pas dans des écoles françaises même parmi les familles qui se sont déclarées français langue première au recensement de '91.

La DSFM a donc une obligation de se faire connaître et d'offrir la possibilité d'une programmation à tous les ayants droit. Il est même nécessaire de débiter un processus de développement linguistique le plus tôt possible (prématernelle).

La DSFM doit donc faire connaître sa présence au Manitoba, faire comprendre la distinction entre école française et école d'immersion et apporter une programmation à ces familles. Afin d'arriver à cette fin, la DSFM doit considérer offrir de la francisation en bas âge, considérer les bénéfices d'une maternelle à plein temps et s'engager dans une campagne de publicité massive.

Ces coûts découlent d'une obligation de la DSFM de favoriser le regroupement maximal des francophones (Mahé) dans des établissements scolaires gérés par les parents francophones. Ces coûts sont nettement supplémentaires et doivent trouver leur mesure de financement au niveau provincial.

e) **Transport scolaire**

Vu la dispersion de la population francophone sur un territoire très étendu et compte tenu du petit nombre d'écoles accessibles aux parents, même au niveau urbain, le transport scolaire est un facteur essentiel à la réussite de nos programmes. La DSFM transporte présentement environ 70% de ses élèves.

La DSFM a une obligation de fournir le transport à tous les élèves sur son territoire au-delà de 1,5 kilomètres. Dans beaucoup de circonstances, cela implique des dépenses qui vont au-delà de l'octroi provincial, car sans cela le coût aux parents serait trop élevé et ils inscriraient leur enfant à l'école du quartier. Nous ne pensons pas qu'un parent doit subir des pertes pour appartenir à la DSFM. Ces coûts supplémentaires sont nettement additionnels et sont encourus pour permettre l'accès à l'école française.

En milieu urbain, des routes doivent être prévues pour le transport des élèves compte tenu des distances, en tenant compte du fait que le service d'autobus public ne répond pas aux besoins. Et là où des appuis financiers sont accordés, ceux-ci sont au-delà des octrois reçus de la province. Ceci permet d'assurer le recrutement de ces élèves et d'assurer que ces parents ne soient pas défavorisés pour avoir choisi la DSFM.

La DSFM est également responsable devant la loi pour offrir un programme à des élèves ayants droit non-résidents (en dehors des limites territoriales) qui ont un accès à l'école française dans une limite raisonnable. La DSFM a reconnu une juste cause dans de nombreuses situations et des coûts exceptionnels pour le transport sont encourus de cette façon. Ce sont des coûts liés à notre obligation d'offrir un programme, à la suite d'une évaluation telle que prévue par la loi et sont des coûts qui sont au-delà des dépenses régulières. Il y a nécessité de trouver une modalité de financement à ce niveau.

**f) Culturel et communautaire**

Le juge en chef Dickson dans la cause Mahé associe à l'obligation de la DSFM de fournir une programmation académique en français celle de la promotion de la culture. Il parle même des écoles comme des Centres de vie communautaire. Par conséquent, les propos du juge confient aux écoles un mandat qui va au-delà des intentions des octrois de PLOE car il ne s'agit plus seulement d'activités reliées à la pédagogie, mais bel et bien une programmation qui rejoint les besoins de développement communautaire.

La Division scolaire a des dépenses additionnelles en ce domaine qui vont au-delà des budgets réguliers. Les jugements de la Cour suprême ont explicité assez longuement le rôle des écoles au niveau culturel et communautaire. Ils font mention que celles-ci doivent servir de centre de vie communautaire. Cet aspect du mandat de nos écoles est encore en développement et les comités scolaires commencent une réflexion à ce sujet. Chaque communauté scolaire est consciente de ce mandat et cherche à définir son plan d'action en ce domaine. Les coûts liés à cette obligation sont additionnels.

Le jugement Mahé fait un lien très étroit entre langue, culture et communauté. Compte tenu de nos communautés qui ont été privées d'une école française, il est important que l'école soit établie dans la communauté. Le jugement récent de Summerside déclare clairement que le transport des élèves dans une autre communauté ne rencontre pas les obligations de la Charte et que l'article 21 était destiné à "remédier à l'érosion progressive des minorités parlant l'une ou l'autre langue officielle" (Mahé). Dans la mesure où l'article 23 a des dimensions réparatrices, la présence de l'école dans la communauté est cruciale. Nous avons obstinément fait le cas à Laurier à l'encontre de toute suggestion que nous devions nous rendre à Kelwood. Nous faisons la même argumentation quand nous parlons de Saint-Claude qui n'a pas de programme français dans le sens complet de Mahé.

Les obligations de la DSFM dépassent donc celui de simples services pédagogiques ciblés par le PLOÉ pour être placées au centre des projets de développement de nos communautés scolaires.

**g) Opérations**

Beaucoup de dépenses additionnelles relèvent de la nature même de la DSFM. Elles sont présentées dans une myriade de petites dépenses jusqu'à des dépenses plus importantes.

**TROISIÈME ÉBAUCHE**  
Autre exemple, toutes les dépenses relatives au déplacement des élus, du personnel divisionnaire sont au-delà des normes provinciales ordinaires. À l'autre bout de l'échelle, la mise sur pied d'un projet de télévision interactive aurait coûté trois fois plus cher à la DSFM qu'à une autre division pour le même service compte tenu des distances et des coûts d'opérations.

Quand les dépenses ne sont pas en argent, elles sont en temps. Les services rendus par nos employés divisionnaires sont quand même diminués par les temps de déplacement.

**F) Nouveaux programmes**

L'absence de financement pour l'établissement de nouvelles écoles ou de nouveaux programmes dans la DSFM demeure un problème. L'expérience vécue suite à la demande de deux communautés nous laisse perplexe vis-à-vis la loi et les processus relatifs à ces situations. La DSFM croit qu'elle a le mandat de décider quels programmes elle veut appuyer en s'inspirant de l'article 23 et de la loi manitobaine.

## Conclusion

La DSFM a des coûts additionnels, des coûts qui vont au-delà des dépenses régulières qu'on peut identifier pour un conseil scolaire.

Ces coûts additionnels découlent d'obligations constitutionnelles et légales.

Les formules provinciales ne tiennent pas compte de ces obligations additionnelles.

L'entente spéciale a été utilisée pour subvenir à certains de ces besoins. Cependant l'Entente est temporaire, elle s'écoule et les besoins demeurent.

La province doit donner suite à ces besoins en prévoyant les octrois nécessaires. Elle a ouvert la porte à ce niveau en janvier 1997. La présente analyse confirme l'obligation de la province de pourvoir d'une façon pro-active aux besoins de la DSFM.

Nous demandons au gouvernement manitobain d'adresser immédiatement les besoins de financement de la DSFM en vue de l'élaboration du budget de 1998-1999.

## **TROISIÈME ÉBAUCHE**

TROISIÈME ÉBAUCHE

1

Dépenses par élève de l'inscription totale  
Inscription - 4 259 élèves

**Analyse du financement divisionnaire**  
**Budget 1996-1997**

4 divisions semblables:  
Seine, Lord-Selkirk,  
Saint-Boniface, Transcona

FONCTION	DÉPENSES RÉELLES - \$	- moins COÛTS ADDITIONNELS - \$	= égale DÉPENSES RÉGULIÈRES - \$	DÉPENSES - \$		NOTES
				4 SEMBLABLES	PROVINCE	
I10 Administration scolaire	439	a) administration des petites écoles 11 b) secrétariat des petites écoles c) téléphone (coûts de base) des petites écoles d) déplacements 4 TOTAL 15	424	432	393	
I50 Enseignement régulier	3 432 reclassification 19 3 451	a) enseignants accueil 55 b) enseignants/matériel petites écoles 141 c) auxiliaire accueil 61 d) activités culturelles 21 e) accueil parents 1 f) accueil matériel 4 TOTAL 283	3 168	2 999	3 162	
TOTAL IXX	3 890	298	3 592	3 521	3 568	
210 Enfance en difficulté Administration	37	a) déplacements 3 TOTAL 3	34	29	32	
220 Élèves doués	5		5	1	8	
230 Clini	82	a) déplacements 4 TOTAL 4	78	89	111	Les temps de déplacement de nos employés sont proportionnels aux distances. Un supplément de personnel serait requis pour offrir un service équivalent compte tenu des exigences de temps.
240 Prog. alternatif	6 700		6 700	4 383	8 523	Les coûts dans cette fonction sont calculés par le nombre d'élèves inscrits dans cette programmation.



TROISIÈME ÉBAUCHE

2

FONCTION	DÉPENSES RÉELLES - \$	- moins COÛTS ADDITIONNELS - \$	= égale DÉPENSES RÉGULIÈRES - \$	DÉPENSES - \$		NOTES
				4 SEMBLABLES	PROVINCE	
250 Aux. classes ordinaires	184		184	201	215	
260 Orthopéda- gogue	250	a) déplacements <u>1</u> TOTAL 1	249	209	259	Nous sommes dans l'obligation de considérer la mise sur pied d'une programmation plus diversifiée en ce domaine. L'infrastructure n'est pas toujours en place pour aider à ce point de vue.
<b>TOTAL 2XX</b>	625	8	617	610	774	
300 Ens. technique	.5%		.5%	2.50%	2.2%	Le sous-financement de la DSFM à cette fonction est évidente. C'est un domaine presque inexistant à la DSFM au moment de sa formation. Des sommes additionnelles régulières sont requises en ce domaine.
400 Ed. communautaire préscolaire	5		5	22	43	Ce secteur est très peu développé à la DSFM. Compte tenu du mandat de la DSFM, des dépenses importantes seraient à prévoir au niveau du préscolaire et du recrutement afin d'assurer que l'offre des services soient faites d'une façon pro-active. Les aspects culturels et communautaires, d'autres dimensions du mandat de la DSFM sont à planifier et mettre en place.
510 Administration Commission scolaire	79	a) structure politique 18 b) déplacements 5 c) bureaux régionaux 21 d) matériel 1 e) formation 2 f) réunion des 33 <u>5</u> TOTAL 52	27	26	34	
520 Direction générale	85 reclassification (20) 65	a) déplacements <u>4</u> TOTAL 4	61	49	55	

TROISIÈME ÉBAUCHE

3

FONCTION	DÉPENSES RÉELLES - \$	- moins COÛTS ADDITIONNELS - \$	= égale DÉPENSES RÉGULIÈRES - \$	DÉPENSES - \$		NOTES
				4 SEMBLABLES	PROVINCE	
530 Finance	149	a) traduction 3 b) déplacements 1 TOTAL 4	145	95	111	
550 Traitement de donnés	15		15	3	11	
560 Dév. prof. du personnel de soutien	5	a) déplacements 4 TOTAL 4	1	3	3	
<b>TOTAL 5XX</b>	313	64	249	176	214	
610 Programmation	reclassification (9) 76 reclassification (21) reclassification 20 66 75	a) accueil coordination et secrétariat 6 b) culturel (salaire) 7 c) déplacements 4 TOTAL 17	58 49	24	36	
620 Médias pédagogiques biblio.	146	a) biblio- somme livres 16 b) petites écoles - bibliotechniciennes 3 TOTAL 19	127	99	129	
630 Perfectionne- ment professionnel	reclassification 32 reclassification 49 2 34 43	a) phase d'accueil 2 b) déplacements 12 c) hors province 4 d) personnes ressource 1 TOTAL 19	15 24	35	29	
640 Orieurs	152	a) déplacements 1 TOTAL 1	151	111	109	

TROISIÈME ÉBAUCHE

4

FONCTION	DÉPENSES RÉELLES - \$	- moins COÛTS ADDITIONNELS - \$	= égale DÉPENSES RÉGULIÈRES - \$	DÉPENSES - \$		NOTES
				4 SEMBLABLES	PROVINCE	
670 Autres services	7		7	3	12	
<b>TOTAL 6XX</b>	<b>414</b>	<b>56</b>	<b>358</b>	<b>279</b>	<b>329</b>	
700 Transport	369	a) déplacements (admin.) 1 b) allocations - urbaine 22 - rurale 15 c) transport culturel 6 d) transport sportif 5 <b>TOTAL</b> 49	320	280	247	
800 Entretien	690	a) déplacements (admin.) 1 b) déplacements (courrier) 3 c) déplacements - services divisionnaires 5 <b>TOTAL</b> 9	681	617	705	Les premiers baux qui avaient été établis étaient beaucoup plus élevés.
900 Intérêts	144	a) Entente Canada-Manitoba 21 b) Déficit 5 <b>TOTAL</b> 26	118	113	125	

<b>IXX-9XX</b>	<b>6 421</b>	<b>510</b>	<b>5 911</b>	<b>5 534</b>	<b>5 915</b>	
----------------	--------------	------------	--------------	--------------	--------------	--

Revenu total (sauf l'entente) par élève  
Manque à gagner

5 785 \$  
(126)\$

5 538 \$  
4 \$

5 979 \$  
64 \$

juin 1997  
ANNEXE "A"

DOCUMENT SOMMAIRE DEPENSES ADDITIONNELLES  
BUDGET 1996-97 PAR ACTIVITEE

ACTIVITE	FONCTION	MONTANT
=====		
ACCUEIL	(150) enseignement régulier	\$121
	(610) co-ordination	\$6
	(630) perfectionnement prof.	\$2
TOTAL ACCUEIL		\$129
-----		
CULTUREL	(150) enseignement régulier	\$21
	(610) co-ordination	\$7
	(700) transport	\$6
TOTAL CULTUREL		\$34
-----		
PETITES ECOLES	(110) administration scolaire	\$11
	(150) enseignement régulier	\$141
	(620) bibliotheque	\$3
TOTAL PETITES ECOLES		\$155
-----		
DEPLACEMENTS	(110) administration scolaire	\$4
	(2xx,640) service aux élèves	\$9
	(520,30,60) admin. division.	\$9
	(610) programmation	\$4
	(630) perfectionm. prof.	\$12
	(710) transport	\$1
	(8xx) entretien div.	\$9
TOTAL DEPLACEMENTS		\$48
-----		
AUTRES	(510) structure politique	\$52
	(530) traduction	\$3
	(620) bibliotheque	\$16
	(630) perfectionm. prof.	\$5
	(7xx) transport	\$42
	(900) intérêt	\$26
TOTAL AUTRES		\$144
-----		
GRAND TOTAL DE TOUTES LES ACTIVITEES		\$510
=====		

juin 1997  
ANNEXE "B"

ANALYSE FINANCEMENT DIVISIONNAIRE 1996-97  
criteres utilisés pour calcul de couts additionnels

ACTIVITE =====	CRITERES =====
petites écoles	la différence entre le coût par élève des 4 petites écoles et le coût par élève de la dsfm.
déplacements	le pourcentage de kilomètres additionnels pour une visite aller-retour à chaque école de la dsfm par comparaison aux distances les plus élevés pour une des 4 divisions scolaires comparables.
accueil	les dépenses à 100%
culturels	les dépenses à 100%
struct. politique	(a) dépenses régionales à 100% pour allocations, déplacements ect. des 22 élus.es.; le bureau, le secrétariat, et le matériel dans les 4 régions; le fonctionnement des comités scolaires dans les 21 écoles. (b) dépenses des 11 commissaires @ 50% pour déplacement logement pour réunions; formation des commissaires et élus.
traduction	les dépenses à 100%
perfection.prof	dépenses encourrues pour les personnes ressources en français et déplacement du personnel enseignant pour activités hors province.
transport des élèves	coût des allocations aux parents qui sont trop éloignés pour recevoir le service de transport par autobus.
intérêts	le revenue de l'entente est recu de 10 a 12 mois apres que les dépenses ont été ocasionnées.



*hira*

## PLAN QUINQUENNAL DE LA DSFM

### Leur position (à prévoir):

- que l'on considère subvenir à leur manque à gagner (de 10 M\$ approx.)
- que l'on contribue à des projets d'immobilisation (5 M\$ approx.)

### Notre position:

Nous serions intéressées à contribuer aux rubriques telles:

- La phase d'accueil
- Le transport
- La refrancisation des parents
- Et, possiblement, certains éléments des dépenses découlant des normes et critères imposés par la *Loi sur les écoles publique*, laquelle défavorise la communauté minoritaire francophone du Manitoba (i.e. Ouvrir et maintenir de nombreuses petites écoles)

## **SURVOL PLAN QUINQUENNAL DE LA DSFM**

La DSFM a identifié des besoins financiers de l'ordre de **133 552 050 \$**,  
pour les prochains cinq (5) ans.

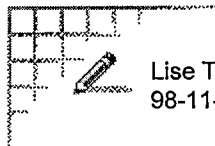
Ces besoins sont regroupés sous douze rubriques:

. Le programme académique	32 545 750 \$
. Les services aux élèves	18 194 000 \$
. Phase d'accueil	4 487 000 \$
. Préscolaire	2 550 000 \$
. École communautaire	9 875 000 \$
. Transport	7 815 000 \$
. Structure de gestion	774 300 \$
. Allocation du personnel	11 300 000 \$
. Refrancisation des parents s	732 000 \$
. Centre de ressources	4 180 000 \$
. Établissements scolaires	29 040 000\$
. Promotion et recrutement	2 059 000 \$
. Financement	10 000 000 \$
<b>Total</b>	<b>133 552 050 \$</b>

- ① Copie complète par Lisa T.
- a) <sup>dat</sup> ~~synthèse~~ ~~synthèse~~ du Plan
  - b) ~~fiche~~ ~~conf~~ SSPM
  - c) ~~renv. Médias~~

- ② Analyse comparative
- 12/ Conseil scolaire anglophone
- (in council 26-11-2006 Score Table  
Fivian. de SSPM)
- sur ces documents
- in faits supplémentaires  
renv.

Score → comparativement aux conseils  
scolaires anglophones - besoin  
de données sur conseil scol. anglo -



Lise Toupin  
98-11-30 11:13

Pour : Diane Leclercq/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Diane Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH  
cc : Pierre Gaudet/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Suzanne Samson@PCH  
Objet : Visite à Winnipeg

Bon lundi!

Pierre et moi tentons de finaliser les derniers préparatifs pour notre voyage à Winnipeg cette semaine. Pour l'instant, voici les grandes lignes :

Arrivée le 3 décembre vers 12 h 15 (AC 119). Pierra a eu gracieusement accès à une voiture. Nous pourrons donc nous rendre directement :

1. soit à votre bureau pour un lunch avec vous

ou

2. à l'hôtel pour déposer nos valises et vous retrouver vers 14 heures à votre bureau pour faire le point sur divers dossiers (Louis, on pourrait aussi faire le point sur certains dossiers des TNO). **Qu'en pensez-vous?**

**Est-ce possible de faire une visite de courtoisie à la SFM en après-midi? Avez-vous d'autres suggestions de ce genre à faire?**

Tel que déjà mentionné aussi, le **groupe ONIRIC** (Maurice Morin et compagnie) souhaitait que je le rencontre lors de ma visite à Winnipeg; quel est à votre avis le meilleur moment?

**PS.** Diane, as-tu réussi à planifier une conférence téléphonique avec le ministère de l'Éducation pour la semaine du 7 décembre?

On se parle plus tard.

15 janvier, 1999  
Ch55

Suzanne.  
sup. classer.  
Merci /  
Lise

M. Lemoine,

M. Léo Robert (204)878-9399, de la division scolaire manitobaine rencontre Madame Copps vendredi le 22 janvier, à 11h00. Il aimerait vous rencontrer avant ou après cette réunion. Il serait disponible jeudi (après midi, ou en soirée) ou vendredi après-midi.

Chaudel  
011  
①

~~Tous pourriez le rencontrer de~~  
~~16h à 16h45 le jeudi 21 à la~~  
~~place de la discussion de~~  
~~H. Cormier?~~ (après le party  
à Paul Émile)

Rencontre Prière  
le jeudi 21/01  
de 17h00 à 17h30

Urgence  
② sur information  
I faudrait quelques  
minutes pour  
une note pour  
Pierre

Pierre  
Jse + Équité  
→

AS

Feuillets de transmission par télécopieur

Post-it™ Fax Note

7671B

Date

3-12-1998

# of pages

Nbre de pages ▶

To / À

Eric Agénais

From / De

Suzanne Sanson

Co./Dept. / Cie/Service

Conseil d'archive

Co. / Cie

AGPALD

Phone # / N° de tél.

(613) 947-7581

Phone # / N° de tél.

287-7589

Fax # / N° de télécopieur

Tel qu'entendu

NNAL DE LA DSFM

## ÉNONCÉ MÉDIA

### Contexte

- La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a soumis à la Ministre du Patrimoine canadien et à la Province du Manitoba un plan quinquennal (1999 à 2004) afin de détailler ses besoins financiers et demander un appui continu aux deux niveaux de gouvernement.
- La DSFM demande que l'entente spéciale, conclue entre le gouvernement du Canada et la Province du Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba et qui arrive à échéance en mars 1999, soit renouvelée.
- La DSFM confirme que l'appui financier continu du gouvernement fédéral est essentiel à la survie du système scolaire francophone au Manitoba étant donné les coûts supplémentaires reliés à la gestion scolaire par les parents. La DSFM maintient que la structure de financement établie par la Province ne tient pas compte des besoins et des particularités de la Division qui sont directement reliés à des obligations constitutionnelles et juridiques.
- Le ministère s'apprête à demander des fonds pour de nouvelles initiatives, telles que la francisation et l'amélioration de la qualité de l'éducation, entre autres. Ces nouveaux fonds seraient consacrés à des programmes ciblés et spécifiques, plutôt qu'à soutenir des structures déjà en place pour la gestion scolaire.

### Énoncés

- Nous avons reçu la planification à long terme (5 ans) de la DSFM et nous devons l'étudier et l'analyser.
- Nous proposons rencontrer la Province du Manitoba pour en discuter.
- Nous n'avons aucun commentaire à faire sur le plan à ce moment-ci.

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 12/03 '98 17:13 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 996 12/03 17:11 TX		9477581	3	3	0	01'29"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.

Billets de transmission par télécopieur		Date	# of pages
Post-it™ Fax Note	7671B	3-12-1998	Nbre de pages
1/2 Dept. / Cie/Service	From / De		
1/2 Dept. / Cie/Service	Co. / Cie		
1/2 Dept. / Cie/Service	Phone # / N° de tél.		
1/2 Dept. / Cie/Service	Fax # / N° du télécopieur		

fic. Agence  
conseil privé  
2(3) 947-7581  
Suzanne Sanson  
DGPALO  
597-7589  
Tilgu. entendu

NNAL DE LA DSFM

ÉNONCÉ MÉDIA

Contexte

- La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a soumis à la Ministre du Patrimoine canadien et à la Province du Manitoba un plan quinquennal (1999 à 2004) afin de détailler ses besoins financiers et demander un appui continu aux deux niveaux de gouvernement.
- La DSFM demande que l'entente spéciale, conclue entre le gouvernement du Canada et la Province du Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba et qui arrive à échéance en mars 1999, soit renouvelée.
- La DSFM confirme que l'appui financier continu du gouvernement fédéral est

**CALENDRIER DE TRAVAIL  
PLAN QUINQUENNAL DE LA  
DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE**

Révision du plan quinquennal par chacun des gouvernements Décembre 1998

- analyse du dossier en fonction des documents fournis par la DSFM

✓ Obtention d'information supplémentaire de la DSFM Janvier 1999

- budget détaillé des revenus et dépenses actuels et anticipés

Discussions (fédéral/provincial) du plan quinquennal Février 1999

- interprétation des chiffres
- définition de "coûts supplémentaires"
- comparaison avec les autres divisions scolaires
- clarification des besoins excédentaires de la DSFM

Bilan de l'entente spéciale signée en 1994 et évaluation des incidences de la conclusion de l'entente Février/Mars 1999

✓ Identification des besoins et des coûts supplémentaires réels Mars 1999

Élaboration d'éléments de solutions Avril 1999

Identification des fonds disponibles par le gouvernement fédéral pour les "coûts supplémentaires" reliés à la gestion scolaire Mai 1999

Discussions des mécanismes (entente bilatérale) pour appuyer la DSFM Juin 1999



BEST AVAILABLE COPY



Lise Toupin  
99-01-07 17:05

Pour : Suzanne Samson@PCH, Hilaire Lemoine@PCH, Pierre Gaudet/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : Division scolaire franco-manitobaine

Pouyr votre information

----- Envoyé par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 99-01-07 17:23 -----



Diane Leclercq

99-01-07 10:37

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Diane  
Dorge/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Suzanne Samson/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : **Division scolaire franco-manitobaine**


Dans le cadre du plan quinquennal de la DSFM, Raymond Genest et moi-même avons convenus **qu'il**  
**fallait des budgets plus détaillés de la DSFM** avant de procéder avec une analyse conjointe. La Province  
n'a pas ce détail.

Raymond Genest et Henri Grimard rencontreront donc Léo Robert et Yolande Dupuis la semaine  
prochaine pour des clarifications concernant leur plan quinquennal. À ce moment-là, ils leur demanderont  
**un budget détaillé comprenant toutes les dépenses et revenus annuels de la DSFM** pour mieux  
comprendre l'ensemble du plan.

*à revoir*  
J'ai donc modifié le calendrier pour refléter une nouvelle rubrique intitulé, "Obtention d'information  
supplémentaire - Budget détaillé des revenus et dépenses actuels et anticipés" et reporté les discussions  
conjointes à février vu que Raymond Genest sera en vacances du 15 janvier au 2 février. Voici le  
calendrier de travail révisé.



Calendrier de travail - DSF



Lise Toupin  
99-01-07 17:05

Pour : Hilaire Lemoine@PCH, Suzanne Samson@PCH, Pierre Gaudet/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
cc :  
Objet : Calendrier de travail - DSFM

Pour votre information.

----- Envoyé par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 99-01-07 17:23 -----



Diane Leclercq 99-01-07 10:39

Envoyé par : Diane Leclercq

Pour : rgenest@edu.gov.mb.ca  
cc : Louis Chagnon/West-Ouest/PCH/CA@PCH, Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH  
Objet : Calendrier de travail - DSFM

En fonction de nos discussions sur le plan quinquennal de la DSFM de ce matin, j'ai modifié l'ébauche de calendrier de travail que je vous avais fourni en décembre. C'était un peu ambitieux alors j'ai reporté les discussions conjointes (féd/prov) à février pour ajouter une rubrique - *Obtention d'information supplémentaire de la DSFM*. Est-ce que ceci vous va?



Calendrier de travail - DSF

À noter que le calendrier est en deux colonnes Corel Wordperfect 7.0.



Pour 4 novembre 1998

## ÉNONCÉ MÉDIA

*Hélène  
suggère  
partager ces  
renseignements  
Ron Duhamel*

### Contexte

- La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a soumis à la Ministre du Patrimoine canadien et à la Province du Manitoba un plan quinquennal (1999 à 2004) afin de détailler ses besoins financiers et demander un appui continu aux deux niveaux de gouvernement.
- La DSFM demande que l'entente spéciale, conclue entre le gouvernement du Canada et la Province du Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba et qui arrive à échéance en mars 1999, soit renouvelée.
- La DSFM confirme que l'appui financier continu du gouvernement fédéral est essentiel à la survie du système scolaire francophone au Manitoba étant donné les coûts supplémentaires reliés à la gestion scolaire par les parents. La DSFM maintient que la structure de financement établie par la Province ne tient pas compte des besoins et des particularités de la Division qui sont directement reliés à des obligations constitutionnelles et juridiques.
- Dans le contexte financier actuel, le ministère ne prévoit pas renouveler l'entente spéciale mais plutôt d'intégrer le financement de la DSFM dans les ententes bilatérales existantes.

### Énoncés

- Nous avons reçu la planification à long terme (5 ans) de la DSFM et nous devons l'étudier et l'analyser.
- Nous proposons rencontrer la Province du Manitoba pour en discuter.
- Nous n'avons aucun commentaire à faire sur le plan à ce moment-ci.

275, avenue Portage  
2e étage  
Winnipeg (Manitoba)  
R3B 2B3

Télécopieur (204) 983-5365

275 Portage Avenue  
2nd Floor  
Winnipeg, Manitoba  
R3B 2B3

Fax.: (204) 983-5365

**TÉLÉCOPIE / FAX TRANSMISSION**  
**PATRIMOINE CANADIEN / CANADIAN HERITAGE**  
**BUREAU DU MANITOBA / MANITOBA OFFICE**

**DATE:**

Le 2 février 1999

**À/TO:**

Hilaire Lemoine  
DGPALO

télécopieur : 953-9353

**DE/FROM:**

Diane Leclercq  
Agente principale  
Identité canadienne

(204) 983-7908

**PAGES:**

1 + 14 pages

**OBJET/SUBJECT:**

FPCP - Contestations judiciaires

**COMMENTAIRES/COMMENTS:**

Tel que demandé, vous trouverez ci-joint la  
déclaration déposée à la COUR DU BANC DE LA  
REINE à Winnipeg hier.

No. CI 99-01- 11495

**COUR DU BANC DE LA REINE  
CENTRE WINNIPEG**

**ENTRE:**

**DONALD GAUTHIER, DIANE DORNEZ-LAXDAL,  
CHRISTIANE RABY, MAURICE ROY  
et LA FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS INC.,**

**demandeurs**

**- et -**

**LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA,**

**défendeur**

**DÉCLARATION**

*Filed Feb 1 / 99  
PC*

**MONK, GOODWIN  
Avocats et Notaires  
800 - 444, avenue St-Mary  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3T1**

**Laurent J. Roy, c.r.  
Michel L. J. Chartier  
Téléphone: (204) 956-1060  
Télécopieur: (204) 957-0423  
N/D: 571.6 L/T**

Post-It® Fax Note		7671E	Date	2 Feb 99	Page	14
To	M. Gauthier		From	L. J. Roy		
Co./Dep.	FPCP		Co.	IN Monk		
Phone #	237-9666		Phone #	956-1060		
Fax #	231-1436		Fax #	957-0423		

**COUR DU BANC DE LA REINE  
CENTRE WINNIPEG****ENTRE:****DONALD GAUTHIER, DIANE DORNEZ-LAXDAL,  
CHRISTIANE RABY, MAURICE ROY  
et LA FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS INC.,****demandeurs****- et -****LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA,****défendeur****DÉCLARATION****AU DÉFENDEUR, LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

**UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par les demandeurs. La demande introduite contre vous est exposée dans les pages suivantes.**

**SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'INSTANCE, vous-même ou un avocat du Manitoba vous représentant devez préparer une défense rédigée selon la formule 18A prescrite par les Règles de la Cour du Banc de la Reine, la signifier à l'avocat des demandeurs ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, la signifier aux demandeurs eux-mêmes, et la déposer à ce greffe, DANS LES VINGT JOURS après que vous avez reçu signification de la présente déclaration, si la signification vous est faite au Manitoba.**

**Si la signification vous est faite dans une autre province ou un territoire du Canada ou aux États-Unis d'Amérique, vous avez 40 jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification vous est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de 60 jours.**

**SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.**

**SI VOUS PAYEZ LA DEMANDE DES DEMANDEURS ainsi que 300 \$ à titre de dépens dans le délai imparti pour la signification et le dépôt de votre défense, vous pouvez demander au tribunal, par voie de motion, de rejeter l'instance. Si vous pensez que le montant demandé à titre de dépens est trop élevé, vous pouvez payer la demande des demandeurs, verser 300 \$ à titre de dépens et demander au tribunal de les liquider.**

**le 1 février 1999****délivré par D. SCHIRWACHER  
député registraire****Adresse de la Cour:  
1er étage - 408, avenue York  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 0P9****Destinataire: Le Gouvernement du Manitoba  
730 - 405 Broadway  
Winnipeg (MB)  
R3C 3L6**

1. L'objet de la demande est le suivant:
  - a. dans la mesure où les dispositions de la *Loi sur les écoles publiques* (la "Loi") sont incompatibles avec l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la "Charte"), une déclaration, en vertu de l'article 24 de la *Charte*, et l'article 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982* à l'effet que ces dispositions sont inconstitutionnelles et invalides;
  - b. une ordonnance permanente en vertu des articles 23 et 24 de la *Charte* exigeant que le défendeur voit à ce que les demandeurs et ceux qu'ils représentent puissent faire instruire leurs enfants en français dans des programmes et des établissements d'enseignement partout au Manitoba, à même les fonds publics;
  - c. une déclaration exécutoire selon laquelle les droits accordés aux demandeurs en vertu de l'article 23 de la *Charte* leur confèrent le droit exclusif de faire instruire leurs enfants en français dans des programmes et établissements d'enseignement partout au Manitoba;
  - d. dommages - intérêts généraux;
  - e. dommages - intérêts spéciaux;
  - f. dommages - intérêts punitifs;
  - g. frais et dépens;
  - h. toutes autres mesures, ordonnances ou déclarations de redressement qui pourraient être jugées à propos de rendre et

- 2 -

que cette honorable Cour pourra juger justes et convenables dans toutes les circonstances.

2. Le demandeur, Donald Gauthier, est un citoyen canadien résidant au village de Saint-Claude, au Manitoba. Sa première langue apprise et encore comprise est le français. Ce demandeur a des enfants d'âge scolaire.

3. La demanderesse, Diane Dornez-Laxdal, est une citoyenne canadienne résidant en la ville de Winnipeg, au Manitoba. Sa première langue apprise et encore comprise est le français. Cette demanderesse a des enfants d'âge scolaire.

4. La demanderesse, Christiane Raby, est une citoyenne canadienne résidant en la ville de Winnipeg, au Manitoba. Sa première langue apprise et encore comprise est le français. Cette demanderesse a des enfants d'âge scolaire.

5. Le demandeur, Maurice Roy, est un citoyen canadien résidant en la ville de Sainte-Anne, au Manitoba. Sa première langue apprise et encore comprise est le français. Ce demandeur a des enfants d'âge scolaire.



- 3 -

6. La demanderesse, La Fédération provinciale des comités de parents Inc. ("FPCP"), est une corporation sans but lucratif constituée sous le régime des lois du Manitoba. Elle oeuvre à l'épanouissement de l'éducation en français langue première à l'échelle de la province. Elle voit aussi au développement des valeurs éducatives et culturelles des parents franco-manitobains en fonction des droits qui leurs sont accordés par l'article 23 de la *Charte*. Les membres de la FPCP sont des parents qui ont le droit de faire instruire leurs enfants en français aux niveaux primaire et secondaire. La FPCP représente les intérêts de ces parents et en conséquence elle a la qualité et l'intérêt nécessaires pour être demanderesse dans la présente affaire.

7. Les demandeurs ont aussi un intérêt immédiat dans la prestation de l'instruction en français et dans la gestion et l'administration d'établissements d'enseignement de langue française, au Manitoba.

8. Les demandeurs ainsi que d'autres personnes ayant le même droit constitutionnel conféré par l'article 23 de la *Charte* sont ci-après désignés "Parents" et leurs enfants sont ci-après désignés "Enfants".

9. Les demandeurs prétendent que l'article 23 de la *Charte* leur donnent à eux et à leurs Enfants droit à une instruction et à des

- 4 -

établissements d'enseignement en langue française partout au Manitoba, à même les fonds publics.

10. De plus, les demandeurs prétendent que l'article 23 de la *Charte* impose les obligations suivantes au défendeur:

- a. l'obligation de légiférer afin de mettre en place un système et des mécanismes précis ayant pour objet d'assurer que les Parents puissent faire instruire leurs Enfants en français dans des programmes et des établissements d'enseignement partout au Manitoba, à même les fonds publics;
- b. l'obligation de faire une offre active, de promouvoir et d'encourager l'utilisation des établissements d'enseignement gérés par la minorité francophone du Manitoba;
- c. l'obligation positive de mettre en place et d'encourager des mesures ayant pour objet ou pour effet de répondre aux besoins de la communauté linguistique francophone du Manitoba.

11. Les demandeurs prétendent que le défendeur a violé et continue de violer ses obligations constitutionnelles.

- 5 -

**A. 1982-1993: Refus absolu de légiférer**

12. Entre le mois d'avril 1982 et le mois de juin 1993, le défendeur a nié aux demandeurs le droit de faire instruire leurs Enfants en français dans des programmes et établissements d'enseignement partout au Manitoba, à même les fonds publics, tel que prévu à l'article 23 de la *Charte*.

13. Plus précisément, le défendeur a nié aux Parents les droits visés à l'article 23 de la *Charte*:

- a. en refusant de légiférer convenablement et constitutionnellement et d'ainsi mettre en place un système législatif et des mécanismes précis susceptibles d'assurer que les Parents puissent faire instruire leurs Enfants en français dans des programmes et des établissements d'enseignement partout au Manitoba, à même les fonds publics;
- b. en refusant de promouvoir et d'encourager l'utilisation des établissements d'enseignement gérés par la minorité francophone du Manitoba;

- 6 -

c. en refusant de faire une offre active des programmes et des établissements d'enseignement et de les rendre accessibles aux Parents.

d. en initiant, encourageant ou tolérant des mesures ayant pour objet ou pour effet de nuire ou de ne pas répondre aux besoins de la communauté linguistique minoritaire du Manitoba.

14. Nonobstant l'enchâssement de la *Charte* en 1982, le défendeur a refusé de légiférer selon ses obligations en vertu de l'article 23. De par son inaction, le défendeur a laissé en place une loi scolaire préjudicielle et qui ne répond pas aux besoins spécifiques de la communauté linguistique francophone du Manitoba.

**B. 1993: Régime législatif défectueux.**

15. Suite à la décision de la Cour Suprême du Canada dans le *Renvoi sur les écoles publiques du Manitoba*, et plus précisément au mois de septembre 1993, le défendeur modifia sa loi scolaire dans une tentative de répondre aux directives imposées par la Cour et introduit ainsi la partie 1.1 de la *Loi*.

16. Les demandeurs prétendent que les dispositions de la *Loi* qui furent ainsi proclamées en vigueur sont incompatibles avec les droits

- 7 -

énoncés à l'article 23 de la *Charte* et sont donc invalides. Les lacunes du régime législatif ainsi en vigueur sont, entre autres, les suivantes:

- a. dans la mesure où la *Loi* accorde une discrétion au ministre de l'Éducation et que le droit de gestion ne peut, conséquemment, être exercé que selon cette discrétion ministérielle, la *Loi* fait obstacle à l'exercice des droits des Parents et elle est donc inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;
- b. dans la mesure où la *Loi* limite, sur le plan géographique, le droit de gestion accordé aux Parents, la *Loi* est aussi incompatible avec l'article 23 de la *Charte*.
- c. dans la mesure où la *Loi* ne confère pas aux Parents le droit exclusif de faire instruire leurs Enfants dans des programmes et des établissements d'enseignement partout au Manitoba, la *Loi* est contraire à l'article 23 de la *Charte*;
- d. dans la mesure où la *Loi* assujettit le droit des Parents à la volonté de la majorité anglophone du Manitoba, cette *Loi* est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;
- e. dans la mesure où la *Loi* ne prévoit aucune formule ou mécanisme susceptible d'assurer la prestation de fonds en

- 8 -

capital nécessaire à la mise en oeuvre des droits constitutionnels des Parents en vertu de l'article 23 de la *Charte*, cette *Loi* est déficiente et donc inconstitutionnelle.

- f. dans la mesure où la *Loi* ne prévoit aucune formule ou mécanisme susceptible d'assurer la prestation de fonds opérationnels nécessaire au fonctionnement des établissements d'enseignement et à l'instruction prévus à l'article 23 de la *Charte*, la *Loi* est déficiente et incapable de rencontrer les objectifs du dit article 23.
- g. dans la mesure où la *Loi* ne reconnaît pas les besoins particuliers et les aspirations de la communauté linguistique francophone dans sa méthode de financement, la *Loi* est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;
- h. dans la mesure où la *Loi* n'accorde pas aux Parents le droit de prélever des impôts de la même façon qu'elle l'accorde aux divisions scolaires cédantes et qu'en contrepartie elle n'accorde aucune autre mesure de financement adéquate ou compensatoire aux Parents pour mettre en oeuvre et gérer leurs programmes et leurs établissements d'enseignement prévus à l'article 23 de la *Charte*, la *Loi* n'accorde pas aux Parents leurs dits droits et elle est donc incompatible avec l'article 23;

- 9 -

- i. dans la mesure où la *Loi* ne prévoit pas de mesures réparatrices dans la mise en oeuvre des droits conférés aux Parents et n'en assure pas le financement, la *Loi* est défectueuse sur le plan constitutionnel et elle est donc invalide;
- j. dans la mesure où la *Loi* n'assure pas aux Parents le transfert proportionnel et équitable des actifs capitaux et opérationnels des divisions scolaires anglophones, dites cédantes par la *Loi*, et qu'en conséquence les Parents ont subi des manques à gagner importants et cela sur plusieurs rapports, la *Loi* est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;
- k. dans la mesure où la *Loi* crée une structure institutionnelle et politique défectueuse qui est incapable en soi de rencontrer les objets du droit de gestion accordé aux Parents, cette *Loi* est contraire à l'article 23 de la *Charte*;
- l. dans la mesure où la *Loi* assujettit le droit de gestion accordé aux Parents par l'article 23 de la *Charte* à la volonté du groupe majoritaire dans la Province en ne prévoyant pas des mécanismes de résolution de conflits ou de règlement de différends entre les Parents et les dites divisions scolaires cédantes, ce droit de gestion n'est pas accordé dans sa

- 10 -

plénitude et en conséquence ces dispositions sont aussi inconciliables avec le dit article 23;

- m. dans la mesure où la *Loi* crée pour les Parents une structure institutionnelle dont les caractéristiques et les retombées sont différentes sur plusieurs rapports à celles qui sont en place pour la majorité mais dans la mesure où la *Loi* n'assure aucunement que cette structure soit fécondée par des mesures et des prestations différentes de celles qui sont assurées pour la majorité, la *Loi* est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;
- n. dans la mesure où la *Loi* n'assure pas aux Enfants partout dans la Province un accès équitable à l'instruction dans la langue de la minorité dans des établissements d'enseignement gérés par les Parents, la *Loi* est incompatible avec l'article 23 de la *Charte*;
- o. de façon générale, et parce que la *Loi* ne représente pas un régime législatif susceptible
  - i. de répondre aux besoins et aux aspirations des Parents, ni



- 11 -

- ii. d'assurer le respect de leurs droits constitutionnels, ni
- iii. d'assurer la réparation des torts qui furent commis à leur endroit avant et depuis l'entrée en vigueur de la *Charte*,

la *Loi* est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*;

- p. dans la mesure où la *Loi* n'assure pas aux Enfants l'accès à des programmes et des établissements d'enseignement aptes à leur fournir des résultats éducatifs équivalents à ceux qui sont réalisés par les élèves de la majorité anglophone, la *Loi* est incompatible avec l'article 23 de la *Charte*.
- q. dans la mesure où la *Loi* prévoit la mise en oeuvre d'un programme d'accueil pour les Enfants mais n'en assure pas le financement, la *Loi* est défectueuse et elle est donc inconciliable avec l'article 23;
- r. dans la mesure où la *Loi* prévoit la création d'une division scolaire dont l'objet préconisé est d'assurer l'enseignement en français dans un territoire prédéterminé de la Province du Manitoba mais n'en assure pas son financement selon l'obligation constitutionnelle, la *Loi* est incompatible avec l'article 23 de la *Charte*;

- 12 -

s. dans la mesure où la *Loi* met en place un régime législatif dans le but évident de se plier à l'exigence constitutionnelle mais n'y affecte pas les ressources financières et matérielles pour en assurer sa viabilité, elle est inconciliable avec l'article 23 de la *Charte*.

17. En refusant de respecter les droits garantis aux Parents en vertu de l'article 23 de la *Charte*, y inclus le droit exclusif de faire instruire leurs Enfants dans des programmes et établissements d'enseignement partout au Manitoba, leurs enfants et l'ensemble de la population francophone du Manitoba ont dû subir un effritement de leur héritage culturel. L'inaction et l'insouciance du défendeur a eu pour effet d'accroître l'assimilation de la minorité vers la majorité linguistique anglophone à un taux plus élevé que si les droits des Parents accordés par l'article 23 de la *Charte* eu été respectés et mis en oeuvre par le défendeur.

le 1 février 1999

Monk, Goodwin  
Avocats et Notaires  
800-444, avenue St-Mary  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3T1

Laurent J. Roy, c.r.  
Michel L. J. Chartier  
Téléphone: (204) 956-1060  
Télécopieur: (204) 957-0423

●  
erre,

du Manitoba

SVP préparer une note de Hilaire à Michel Francoeur lui transmettant le document que la Fédération provinciale des comités de parents a déposé le 1er février en Cour du banc de la Reine (déclaration contre le gouvernement provincial concernant *l'inconstitutionnalité de la Loi sur les écoles publiques*) et lui indiquant que Hilaire souhaite également discuter de ce cas lors de la rencontre prévue le 11 février (pour discuter de l'Île-du-Prince-Édouard).

Merci,

Viviane

Michelle, j'ai parler à Elise, qui  
remplace Pierre.

S.V.P. assurer le suivi, en tant que Lise...

---



---



# NOTE

---

**A l'attention :** Michel Francoeur  
Avocat général  
Services juridiques

**De la part de :** Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Programmes d'appui aux langues officielles

**Objet :** Le document de la *Fédération provinciale  
des comités de parents (FPCP)* du Manitoba

**Date :** 11 février 1999

En prévision de notre rencontre prévue le 11 février prochain, veuillez trouver ci-inclus le document que la *Fédération provinciale des comités de parents (FPCP)* du Manitoba a déposé le 1er février 1999, en Cour du banc de la Reine. Ce document est une déclaration contre le gouvernement manitobain relativement à l'inconstitutionnalité de la Loi sur les écoles publiques.

J'aimerais pouvoir discuter de ce dossier lors de notre rencontre du 11 février, rencontre au cours de laquelle il est aussi prévu que nous discussions de l'Île-du-Prince-Édouard.

Je vous remercie de votre attention.

BEST AVAILABLE COPY

*Version finale  
de la note à  
la ministre. J.S.  
21-01-99*

## NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

### FINANCEMENT CONTINU DE LA GESTION SCOLAIRE AU MANITOBA

Pour votre rencontre le vendredi 22 janvier prochain, à 11h, avec  
la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM).

#### RÉSUMÉ

- ° La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) recherche un appui fédéral continu à la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba.
- ° Étant donné que l'entente spéciale arrive à échéance le 31 mars 1999, la DSFM veut présenter son plan quinquennal et demander que la Ministre renouvelle son engagement au financement de la gestion scolaire au Manitoba.

#### Contexte

- ° La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a soumis le 6 novembre 1998 à la Ministre du Patrimoine canadien et à la Province du Manitoba un plan quinquennal (1999 à 2004) afin de détailler ses besoins financiers et demander un appui continu aux deux niveaux de gouvernement.
- ° La DSFM demande que l'entente spéciale, conclue entre le gouvernement du Canada et la Province du Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba et qui arrive à échéance en mars 1999, soit renouvelée.

- 2 -

- La DSFM confirme que l'appui financier continu du gouvernement fédéral est essentiel à la survie du système scolaire francophone au Manitoba étant donné les coûts supplémentaires reliés à la gestion scolaire par les parents. La DSFM maintient que la structure de financement établie par la Province ne tient pas compte des besoins et des particularités de la Division qui sont directement reliés à des obligations constitutionnelles et juridiques.
- Dans le contexte financier actuel, le ministère ne prévoit pas renouveler l'entente spéciale mais plutôt intégrer le financement de la DSFM dans les ententes bilatérales existantes, et en fonction des ressources financières qui seront mises à la disposition du ministère dans le budget fédéral de février prochain.
- La Direction générale du programme d'appui aux langues officielles et le Bureau du Manitoba étudient présentement le dossier de la Division scolaire franco-manitobaine avec le Bureau de l'éducation française à la Province du Manitoba. (Voir ci-joint la fiche d'information sur le plan quinquennal et le calendrier de travail.)

### **Considérations**

- Les participants à la rencontre seront Mme Yolande Dupuis, présidente, et M. Léo Robert, directeur général de la DSFM ainsi que M. David Dingwall, conseiller embauché par la DSFM. M. Hilaire Lemoine de la Direction générale de la Promotion des langues officielles se joindra à vous pour les discussions.
- Le Bureau du Manitoba a rencontré en décembre dernier la DSFM et étudie présentement le dossier avec la Province puisque le manque à gagner au niveau du financement se chiffre à plus de 10M\$ sur cinq ans. De plus, il y a un projet de construction d'un Centre scolaire/communautaire à Saint-Vital, dans le sud de la ville de Winnipeg, projet qui s'ajoute à la demande financière.
- La Province a rencontré la DSFM la semaine dernière pour obtenir des budgets détaillant les revenus et dépenses réelles et prévues afin de permettre aux deux niveaux de gouvernement de mieux interpréter les budgets de la DSFM et définir les coûts supplémentaires réelles d'une telle division scolaire.

- 3 -

- ° Bien que la Province ait une responsabilité constitutionnelle à l'égard de la gestion scolaire, sans l'appui fédéral, plusieurs mesures entreprises par la DSFM ne seront pas possibles dû aux obligations imposées à la DSFM par la loi scolaire manitobaine. Les parents francophones, par l'entremise de la Fédération provinciale des comités de parents ont entrepris une contestation judiciaire à cet effet. (Voir fiche d'information n° 2 sur ce dossier juridique)

#### **Recommandation/Conclusion**

- ° Vous pourriez confirmer que le Ministère a l'intention de continuer à appuyer l'enseignement en français et la gestion scolaire au Manitoba en supportant, par exemple, des mesures de re francisation, ou l'élaboration de programmes d'enseignement mieux adaptés au contexte minoritaire, de même que l'utilisation de nouvelles technologies. Cet appui pourrait très bien s'intégrer dans l'entente bilatérale existante avec la Province sur les langues officielles dans l'enseignement.
- ° Les décisions se prendront suite au budget fédéral du mois de février.
- ° Vous pourriez encourager la DSFM à poursuivre ses discussions avec la Province et le bureau du Manitoba qui étudient présentement le dossier.

Nicole Senécal

Pièce(s) jointe(s)

J'approuve: \_\_\_\_\_ (au besoin)

cc. Suzanne Hurtubise

Préparé par :

Diane Leclercq, Bureau du Manitoba, (204) 983-7908 en consultation avec Pierre Gaudet de la DGPAO.

SMA/DExR :

Bill Balan, Région des Prairies et des T.N-O. (204) 983-2630

## NOTE D'INFORMATION SUR LE PLAN QUINQUENNAL DE LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

### Contexte:

- La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a soumis à la Ministre du Patrimoine canadien et à la Province du Manitoba un plan quinquennal (1999 à 2004) afin de détailler ses besoins financiers et demander un appui continu aux deux niveaux de gouvernement. Les besoins financiers de la DSFM tels qu'élaborés dans le plan se chiffrent à 133,6M \$ sur cinq ans, soit environ 26,7M \$ par année.
- La DSFM fonctionne présentement avec un budget d'environ 26,5M \$ par année. Ce montant inclut les fonds fédéraux qu'elle reçoit par l'entremise de l'entente bilatérale (environ 1,1M \$ par année) et de l'entente spéciale signée en 1994, au montant de 15M \$ répartis sur une période de cinq (5) ans, dont 1,5M \$ en 1998-1999. La différence provient des budgets provinciaux en éducation et des prélèvements d'impôts municipaux (taux fixés par les autres divisions scolaires qui ont le pouvoir de taxation).
- Dans le plan quinquennal, la DSFM identifie un manque à gagner au niveau du financement d'environ 10M \$, sur cinq (5) ans, ce qui représente des frais supplémentaires directement reliés à ses obligations constitutionnelles et juridiques. Le bien-fondé de ce manque à gagner reste à être confirmé suivant une analyse approfondie du dossier.
- Le plan énumère les obligations propres à la DSFM qui vont au-delà de ce que les autres divisions ont à relever, entre autres: le coût d'opération de sa structure politique formée de trois paliers; le maintien de petites écoles; l'offre d'un programme d'accueil pour les ayants-droits; le développement d'une programmation sensible à la culture francophone; et le transport scolaire sur un territoire étendu. La DSFM maintient que la structure de financement actuelle de la Province ne tient pas compte de ces frais supplémentaires.
- La DSFM demande que l'entente spéciale, conclue entre le gouvernement du Canada et la Province du Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba et qui arrive à échéance en mars 1999, soit renouvelée.
- Le ministère, en collaboration avec la Province, prépare un échéancier/cahier de travail pour ensemble, revoir et faire cheminer ce dossier au courant des prochains mois. La Province nous a informé qu'elle ne sera pas en mesure de réagir avant la nouvelle année financière.

Préparée par: Diane Leclercq (204) 983-7908



## ***Dossier juridique relié à l'inconstitutionnalité de la Partie 1.1 de la loi scolaire***

### **Renseignements**

En avril 1997, en étant créée officiellement, la Commission scolaire franco-manitobaine ne peut pas poursuivre son gouvernement provincial en cour. La Fédération provinciale des comités de parents (FPCP) joue donc le rôle de défenseur des droits constitutionnels des parents franco-manitobains et mène le dossier juridique de "L'inconstitutionnalité de la loi scolaire manitobaine qui englobe le sous-financement de la DSFM".

La cause de l'inconstitutionnalité de la Partie 1.1 de la loi scolaire se formule comme suit : *la loi scolaire manitobaine n'est pas conforme aux principes de l'article 23 de la Charte tels qu'interprétés dans les jugements depuis 1982; et le financement accordé à la DSFM par le gouvernement provincial n'est pas équitable, n'est pas conforme aux principes de l'article 23.*

En vertu de l'article 23 de la Charte des droits et libertés de 1982 et l'article 21 de la loi manitobaine, la DSFM est liée à des responsabilités qui vont au-delà des obligations communes à toutes les divisions scolaires. La DSFM se voit imposée des dépenses pour lesquelles elle ne reçoit pas d'octrois provinciaux puisque les formules de financement de la province ne prévoient pas des octrois pour rencontrer les besoins additionnels de la DSFM, besoins non pas discrétionnaires mais obligatoires en vertu de la loi.

- Après une longue réflexion, la FPCP a décidé de retenir le procès contre le gouvernement concernant l'inconstitutionnalité de la loi scolaire. Elle choisissait de mettre en oeuvre sa stratégie pour inciter le gouvernement à assumer sa responsabilité financière vis-à-vis les coûts élevés reliés au maintien des petites écoles francophones.
- En 1997, la FPCP a fait une présentation de l'étude juridique à la communauté et aux partenaires en éducation. En décembre 1997, elle a rencontré la ministre d'Éducation pour discuter de l'étude. Suite à cette rencontre, de nouvelles dispositions à la loi scolaire ont été proposées par la Fédération.
- Étant donné que la Province n'a indiqué aucune intention d'effectuer des changements à la loi scolaire, la FPCP a décidé d'aller de l'avant, au début avril 1998, avec son projet de poursuivre en justice le gouvernement provincial pour l'inconstitutionnalité de la Loi scolaire. Aucune date n'a encore été fixée pour le présenter à la Cour.

**CALENDRIER DE TRAVAIL  
PLAN QUINQUENNAL DE LA  
DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE**

<i>Révision du plan quinquennal par chacun des gouvernements</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- analyse du dossier en fonction des documents fournis par la DSFM</li></ul>	<i>Décembre 1998</i>
<i>Obtention d'information supplémentaire</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- budget détaillé des revenus et dépenses actuels et anticipés</li></ul>	<i>Janvier 1999</i>
<i>Discussions (fédéral/provincial) du plan quinquennal</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- interprétation des chiffres</li><li>- définition de "coûts supplémentaires"</li><li>- comparaison avec les autres divisions scolaires</li><li>- clarification des besoins excédentaires de la DSFM</li></ul>	<i>Février 1999</i>
<i>Bilan de l'entente spéciale signée en 1994 et évaluation des incidences de la conclusion de l'entente</i>	<i>Février/Mars 1999</i>
<i>Identification des besoins et des coûts supplémentaires réels</i>	<i>Mars 1999</i>
<i>Élaboration d'éléments de solutions</i>	<i>Avril 1999</i>
<i>Identification des fonds disponibles par le gouvernement fédéral pour les "coûts supplémentaires" reliés à la gestion scolaire</i>	<i>Mai 1999</i>
<i>Discussions des mécanismes (entente bilatérale) pour appuyer la DSFM</i>	<i>Juin 1999</i>

*Copie de  
travail*

## ***La Division scolaire franco-manitobaine et l'éducation française au Manitoba***

### ***Sommaire***

---

#### ***Introduction***

Étant donné que l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en œuvre de la gestion des écoles françaises prendra fin en mars 1999 et que des discussions en vue du renouvellement auront lieu cet automne, la Commission scolaire franco-manitobaine a consulté chaque école, chaque région et le bureau divisionnaire afin de relever les besoins et d'établir des priorités.

L'étude avait pour but de permettre à la DSFM d'initier une planification à long terme (cinq ans) à partir des priorités identifiées par nos communautés; et de permettre à la CSFM de revendiquer le financement nécessaire pour rencontrer les besoins et les priorités identifiés par nos communautés.

#### ***Encadrement légal***

Les Franco-manitobains ont le droit de gérer leurs écoles dans lesquelles on retrouve des services et des programmes équivalents à ceux de la majorité. (Tiré de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et des libertés.)

L'article 23 de la Charte a une dimension réparatrice en ce sens qu'elle cherche à réparer les injustices du passé ainsi que les torts causés par l'assimilation.

#### ***Principes directeurs***

Rôle unique : l'école française a une obligation académique et linguistique, et compte tenu du rôle de l'école dans la société, elle a une obligation culturelle et communautaire. Elle sert de centre de vie communautaire.

#### ***Rationnel***

Les octrois accordés aux divisions scolaires sont établis à partir de formules et de ratios établis par le gouvernement provincial. L'avènement de la DSFM a créé des nouvelles réalités et des nouveaux besoins pour lesquels il n'existe pas de financement approprié. Elle doit répondre à ces besoins particuliers en vertu de son mandat légal, de son modèle de gestion, de ses caractéristiques démographiques et géographiques.

#### ***Programmation académique (32 545 750 \$)***

##### Mise en œuvre des programmes d'études (4 655 000)

Perfectionnement professionnel des enseignants, développement de matériel pédagogique et de programmes d'étude.

##### Maternelle à temps plein (3 407 000)

Moyen privilégié pour contrer les effets de l'assimilation et pour assurer le développement des compétences requises en français pour intégrer pleinement le système scolaire dès la première année.

##### Technologies de l'information (5 870 000)

Utilisation des technologies de l'information pour aider l'élève à développer ses habiletés à résoudre des problèmes, à améliorer son rendement personnel et à acquérir des compétences en pensée abstraite et en pensée critique.

##### Enseignement à distance (4 980 000)

Élaboration d'un nouveau mode de livraison des cours à distance. Intention de fournir une nouvelle programmation de cours à distance et de mettre en place des outils permettant de créer un environnement pédagogique riche tout en tenant compte de la communication avec les apprenants et leur encadrement.

##### Programmation culturelle (3 817 500)

Notions de la culture et de la communauté franco-manitobaine au cœur de la vision du programme et des services culturels de la DSFM.

##### Arts (3 200 000)

Éducation musicale, danse, théâtre et arts plastiques. Importance accrue dans nos écoles— excellent véhicule pour rejoindre nos objectifs culturels.

**Sommaire • page 2**

**Éducation physique et programmation sportive (606 250)**

Offre d'un programme de sports qui permet aux élèves des différentes écoles de se rencontrer. Ces rencontres sont très profitables et servent à développer en sentiment d'appartenance à la communauté franco-manitobaine.

**Études professionnelles et technologiques (EPT) (6 010 000)**

Toujours le même dilemme, suivre une programmation académique quasi universitaire en français ou quitter l'école française pour suivre un programme d'EPT en anglais.

**Services aux élèves (18 194 000 \$)**

Toute une gamme d'interventions et de stratégies éducatives, de programmes et de services spécialisés à considérer pour assurer le développement maximal aux niveaux cognitif, académique, moral, émotif, socio-affectif et psychomoteur.

**Phase d'accueil (4 487 000 \$)**

Facilite l'intégration de l'élève qui ne rencontre pas les exigences linguistiques du programme français.

**Préscolaire (2 550 000 \$)**

Années préscolaires parmi les plus importantes dans la vie d'un enfant en ce qui concerne son épanouissement cognitif et langagier.

**École communautaire (9 875 000 \$)**

Représente le dernier vestige de la vie en français. Si nous voulons garder vivante la langue et la culture, on se doit de donner à l'école les outils pour qu'elle puisse remplir cette fonction.

**Transport (7 815 000 \$)**

Ressources insuffisantes pour offrir un système de transport complet et de qualité à tous ses élèves.

**Structure de gestion (774 300 \$)**

Création selon un modèle de gestion différent, avec une structure nouvelle, sans aucun modèle précédent pertinent causant des ambiguïtés au niveau des rôles et un manque de cohésion. Plusieurs zones grises.

**Allocation du personnel (11 300 000 \$)**

Héritage des divisions scolaire cédantes d'ententes collectives avec de grands écarts salariaux, d'une variété de type d'écoles sur un grand territoire et de différences difficiles à réconcilier.

**\* Refrancisation des parents (732 000 \$)**

Éducation en français disponible pour tous les résidents ayant droit tel que défini dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et à l'article 21.5 (1) b) du chapitre 33 de la loi modifiant la Loi sur les écoles publiques du Manitoba.

**Centre de ressources (4 180 000 \$)**

Services professionnels en français inexistant dans la communauté. Un tel centre permettrait à la DSFM d'offrir une gamme de services essentiels (production, multimédia, prêt de matériel professionnel et didactique, perfectionnement professionnel et formation).

**\* Établissements scolaires (29 040 000 \$)**

Constructions, réaménagements ou rénovations afin de mieux rencontrer les besoins des écoles et les demandes de la communauté.

**Promotion et recrutement (2 059 000 \$)**

Besoin de se doter de moyens de promotion auprès de la population francophone et des ayants droit.

**\* Financement (10 000 000 \$)**

Structure de financement établie par le Ministère ne tenant pas compte des besoins et des particularité de la DSFM : obligations constitutionnelles et juridiques, inégalités dans les installations, les établissements et les programmes.

**TOTAL : 133 552 050 \$**

**FINANCEMENT DE LA DSFM  
1997-1998**

**Fonds provenant de l'entente spéciale -  
mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises**

1.	Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion	485 391 \$
2.	Programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français	1 926 665 \$
3.	Programme d'accueil	237 944 \$
	<b>Total</b>	<b>2 650 000 \$</b>

**Fonds provenant de l'Infrastructure** 537 854 \$

**Fonds provenant des fonds supplémentaires** 50 250 \$

**Total** 3 238 104 \$

Préparé par: Suzanne A. Samson  
3 février, 1999

**CALENDRIER DE TRAVAIL  
PLAN QUINQUENNAL DE LA  
DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE**

<i>Révision du plan quinquennal par chacun des gouvernements</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>analyse du dossier en fonction des documents fournis par la DSFM</i></li></ul>	<i>Décembre 1998</i>
<i>Obtention d'information supplémentaire</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>budget détaillé des revenus et dépenses actuels et anticipés</i></li></ul>	<i>Janvier 1999</i>
<i>Discussions (fédéral/provincial) du plan quinquennal</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>interprétation des chiffres</i></li><li>- <i>définition de "coûts supplémentaires"</i></li><li>- <i>comparaison avec les autres divisions scolaires</i></li><li>- <i>clarification des besoins excédentaires de la DSFM</i></li></ul>	<i>Février 1999</i>
<i>Bilan de l'entente spéciale signée en 1994 et évaluation des incidences de la conclusion de l'entente</i>	<i>Février/Mars 1999</i>
<i>Identification des besoins et des coûts supplémentaires réels</i>	<i>Mars 1999</i>
<i>Élaboration d'éléments de solutions</i>	<i>Avril 1999</i>
<i>Identification des fonds disponibles par le gouvernement fédéral pour les "coûts supplémentaires" reliés à la gestion scolaire</i>	<i>Mai 1999</i>
<i>Discussions des mécanismes (entente bilatérale) pour appuyer la DSFM</i>	<i>Juin 1999</i>

Suzanne :

①  
pour faire

sup. puis le point avec Diane Seclercq. (ai image documentaire 11-2-77)

J'ai aussi demandé à Léo de communiquer avec Diane dis son retour au bureau - Il a de la documentation utile à nous fournir pour le travail en cours sur le plan quinquennal.

② En ce qui concerne le détail du 700K (supplément donné par la province) pour ton compte rendu :

① accueil pour un maximum de 500 élèves ou 450 000 \$

② structure de gestion (34 élus)

③ transport.

Suzanne

**Re : Rencontre avec Yvonne Dupuis et Léo Robert (DSFM)**  
**le 4 février de 17h à 19h.**

**Point sur cause juridique :**

- Lundi 1<sup>er</sup> février - dépôt cause - 4 parents (demandeurs).

Donald Gauthier - ouest

Maurice Roy - est

Christiane Raby - urbain

Diane Darney-Laxdal - urbain

- 17 points dont réparation, rerancisation, financement équivalent, transport, etc.
- Diane Leclercq aurait reçu copie de la documentation. En faire la demande au besoin.
- DSFM contente - Bonne collaboration avec les parents.

**Suivis rencontre avec Mme Copps :**

- Voir lettre en annexe.
- DSFM souhaiterait que l'on vérifie la faisabilité de signer une entente avec conseil scolaire plutôt qu'avec les provinces (LOE ou entente spéciale).

Exemple :      entente fédérale-provinciale pour immersion  
                     entente fédérale-conseil scolaire - pour francophone?





Case postale 204 485 chemin Dawson  
Lorette MB R0A 0Y0  
Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

Présidente : Yolande Dupuis

Vice-président : Adrien Caillier

Le 1 février 1999

Madame Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

Chère Madame Copps,

Permettez moi encore une fois de vous remercier d'avoir accepté de nous rencontrer dans vos bureaux le 22 janvier dernier. Nous apprécions toujours votre disponibilité et votre ouverture envers la situation de la minorité francophone du Manitoba et plus spécifiquement envers la situation précaire et difficile dans laquelle se trouve la Division scolaire franco-manitobaine.

Lors de cette rencontre, nous avons discuté de la possibilité (et pour nous, de la nécessité) de renouveler l'entente spéciale en gestion scolaire qui prend fin en mars 1999. Nous vous avons fait part de nos deux grandes inquiétudes concernant un renouvellement éventuel de cette entente soit :

1. être présents à la table de négociations lorsque cette entente sera négociée avec la province et,
2. trouver une façon de s'assurer que la province respecte les engagements entrepris dans l'entente.

Notre discussion a surtout porté sur différents moyens à utiliser afin d'éliminer ou du moins de réduire notre niveau d'inquiétude à ces sujets.

Nous avons aussi discuté de nos besoins dans le domaine de l'éducation française pour francophones au Manitoba ainsi que des coûts supplémentaires qui découlent de nos responsabilités constitutionnelles et légales. Nous estimons ces coûts supplémentaires à un minimum de sept (7) millions de dollars par année pour les prochaines cinq (5) années. Nous vous avons déjà remis un document intitulé « *La Division scolaire franco-manitobaine et l'Éducation française au Manitoba – novembre 1998* » qui résume nos besoins en éducation française. La Commission scolaire franco-manitobaine s'est engagée à en faire une priorisation et a préparé un plan d'action dès que nous connaîtrons le financement supplémentaire pour la gestion scolaire promis dans le prochain budget à M. Paul Martin.

Nous nous sommes finalement engagés à vous garder informée au sujet de nos besoins et de nos plans d'action.

.../2

Madame Sheila Copps  
Le 1 février 1999  
Page 2

Finalement, Mme Copps, acceptez encore une fois nos remerciements non seulement d'avoir accepté de nous rencontrer mais surtout pour l'aide et l'appui que vous avez toujours su fournir à la minorité francophone du Manitoba

Veuillez accepter, chère Madame Copps, l'expression de nos sentiments les plus reconnaissants.

La présidente de la Commission scolaire franco-manitobaine,

*Yolande Dupuis*  
Yolande Dupuis

YD/nf

8134-7-97 (98-99)  
**CANADIAN HERITAGE**  
**GRANTS AND CONTRIBUTIONS**  
**APPROVAL AND PAYMENT FORM**

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information  
**PATRIMOINE CANADIEN**  
**SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS**  
**FORMULAIRE D'APPROBATION & DE PAIEMENT**

Name of Client - Nom du client <b>Provincial Treasurer, Province of Manitoba</b>	Commitment No. - No d'engagement <b>504991/505101</b>	Date <b>le 4 août 1998</b>
Address - Adresse <b>Room 168 Legislative Building Winnipeg, Manitoba R3C 0V8</b>	Planning Element - Élément de planification <b>D.G.P.A.L.O.</b> Planning Element Component - Partie de l'élément de planification <b>L.O.E.</b>	
	Vendor Code - Code fournisseur <b>SAP301675</b> <b>030437</b> <b>GC 003405</b>	

Send cheque to (if different from above) / Envoyer le chèque à l'adresse suivante (si elle diffère de l'adresse ci-haut)

* COMMITMENT - ENGAGEMENT			
	Coding - Codage	Amount	CR-CT
E	1240 2245 201 25008 90164 4142 (505101)	429 960,00	
E	1240 2245 201 25008 90164 4146 (504991)	1 700 000,00	
TOTAL		2 129 960,00	

I certify that funds are available pursuant to section 32 of the Financial Administration Act. J'atteste que les crédits sont disponibles en vertu de l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

*L. Guérin*  
Louise Guérin (signature)

**4/8/98**  
Date

APPROVAL - APPROBATION		PAYMENT - PAIEMENT		Final Payment Paieement final <input type="checkbox"/>
Coding-Codage	Amount-Montant	Coding-Codage	Amount-Montant	CR-CT
1240 2245 201 25008 90164 4142 (505101)	429 960,00	1240-2245-201-25008-90164-4142 (505101)	214 980,00	
1240 2245 201 25008 90164 4146 (504991)	1 700 000,00	1240-2245-201-25008-90164-4146 (504991)	850 000	

**CURRENT YEAR - ANNÉE COURANTE**

1998-1999

Original amount / Montant original **2 129 960,00 \$**

Supplement / Supplément

Total authorized / Total autorisé année current year / courante

**FUTURE YEAR(S) - ANNÉES(S) SUBSÉQUENTE(S)**

199 - 199

Subsequent fiscal / Années financières years / subséquentes

Total authorized / Total autorisé année en cours all fiscal years / et années subséquentes

I approve the grant or contribution  
J'approuve la subvention ou la contribution

Facture: 1900086244 b.

TOTAL **1,064 980,00**

I.P.U. No. - No UC **Payé le 18 SEP. 1998**

I certify that the appropriate terms/conditions have been met  
J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

*Mireille Guitard*  
Mireille Guitard (signature)

**11.9.98**  
Date

Type of funding - Type de financement

Program Programme	Project Projet	Capital Immobilisation
----------------------	-------------------	---------------------------

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From/de	To/à
---------	------

Signature

Date

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

SEP - 2 1998

The Honourable Linda G. McIntosh  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing concerning Canada's contribution to Manitoba under the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I am pleased to inform you that I have approved a contribution of \$2 129 960 for the proposed projects and activities in 1998-99. You will find attached the annual appendix to the Agreement.

In accordance with Section 7.1 of the Agreement, I have authorized a first payment of \$1 064 980 which represents 50% of the approved federal contribution. Arrangements have been made for the cheque to be forwarded to your Department.

The establishment of francophone school governance is a priority for my government. I would like to thank you for your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

**RECOMMANDATION D'APPROBATION À LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN**

*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise  
en oeuvre de la gestion des écoles françaises*

Demande de 1998-1999

Direction générale des Programmes d'appui aux langues officielles

## **CONTEXTE**

Le 5 novembre 1994, les gouvernements du Canada et du Manitoba signaient une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. L'entente a pour but d'améliorer l'accès de la minorité de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français.

Le Canada s'est engagé à contribuer jusqu'à 15 M\$ sur une période de 5 ans envers les dépenses raisonnables encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) pour les initiatives suivantes :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion,
- b) les programmes destinés à l'enseignement en français langue première,
- c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés langagières des élèves, et
- d) les immobilisations d'établissements scolaires.

## **DEMANDE DE FINANCEMENT**

La demande de la province pour l'exercice financier 1998-1999 s'élève à 2 129 960 \$. De ce montant, 481 590 \$ serviront à couvrir les dépenses et activités liées à la mise en oeuvre et au fonctionnement de la structure de gestion, 1 368 247 \$ au financement des programmes destinés à l'enseignement du français et 280 123 \$ au financement des programmes d'accueil en français.

Les projets soumis par le Manitoba correspondent aux objectifs de l'entente et visent à assurer aux francophones un système d'éducation adéquat dans leur langue.

## **RECOMMANDATION**

Conformément aux dispositions de l'entente, nous vous recommandons d'approuver 2 129 960 \$ pour les activités et projets envisagés par la province en matière de gestion scolaire en français.

Nous vous recommandons aussi de déléguer l'approbation des réaffectations relatives aux projets et activités, le cas échéant, au directeur général des Programmes d'appui aux langues officielles, en l'occurrence, M. Hilaire Lemoine.

Si vous êtes d'accord avec la recommandation, nous vous saurions gré de signer la présente note et la lettre ci-jointe à la ministre de l'Éducation.

Date : \_\_\_\_\_

Approuvé : \_\_\_\_\_  
Sheila Copps

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

**APPROVED PROJECTS AND ACTIVITIES IN 1998-1999**

	Federal contribution \$
<b>A) <i>Establishment and operations of the governance structure</i></b>	
Transitional staff	83 985
Divisional structure and Governance	397 605
Subtotal	481 590
<b>B) <i>Programs designed specifically for French first language instruction</i></b>	
Equity in program delivery	792 173
Music equipment	15 000
Technology project	233 830
Cultural activities	209 056
Physical Education and sport	57 338
Writing project	3 750
Library automation	57 100
Subtotal	1 368 247
<b>C) <i>Programme d'accueil</i></b>	
Coordination	9 790
Personnel	105 749
Auxiliary staff	146 976
Training	8 391
Pedagogical material and services	9 217
Subtotal	280 123
<b>TOTAL</b>	<b>2 129 960</b>

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**PROJETS ET ACTIVITÉS APPROUVÉS EN 1998-1999**

Contribution  
fédérale

\$

**A) Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion**

Personnel de transition	83 985
Structure divisionnaire et gestion	397 605
total partiel	481 590

**B) Programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français**

Équité dans l'offre des programmes	792 173
Équipement musical	15 000
Projet technologie	233 830
Activités culturelles	209 056
Éducation physique et sport	57 338
Projet écriture	3 750
Informatisation des bibliothèques	57 100
total partiel	1 368 247

**C) Programme d'accueil**

Coordination	9 790
Personnel professionnel	105 749
Auxiliaires	146 976
Formation	8 391
Service et matériel pédagogique	9 217
total partiel	280 123

**TOTAL 2 129 960**



# Langues officielles dans l'enseignement Manitoba 1998-1999

## Entente bilatérale:

Sous-entente(titre):

## Entente spéciale: X Gestion

Sous-entente (titre):

### AVIS D'ENGAGEMENT

### DEMANDE DE PAIEMENT

#### Entente bilatérale

Infrastructure

a) Transfert du minimum

b) Écoles indépendantes

Total partiel (Infrastructure)

Élaboration et développement de programme

a) Écoles indépendantes/privées (7300)

Formation et perfectionnement des enseignants

Appui aux étudiants

Autres catégories de dépenses de programme

Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)

#### Entente spéciale

Gestion scolaire

Établissements postsecondaires

Centre scolaire-communautaire et  
établissements scolaires

Programmation, bourses

Total (Entente spéciale)

Transfert au Programme des moniteurs

#### Années antérieures

Recouvrement

Montant dû

TOTAL GLOBAL

Code	Montant	Total
6401	0.00	
6401	0.00	
7201	0.00	
	0.00	0.00

Code	Minimum 7000	Fonds supp. 7100	Total
02	0.00	0.00	0.00
01	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
06	0.00	0.00	0.00
	0.00	0.00	0.00
Total (Entente bilatérale)			0.00

Code	Gestion (6900)	Fonds supp. (7107)	Total
01	2 129 960.00	0.00	2 129 960.00
02	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
	2 129 960.00	0.00	2 129 960.00
	1700000	429960	
	Minimum		
	0.00	0.00	0.00

Montant	%	Total
0.00	25	0.00
0.00	25	0.00
	0	0.00

Min. gar.	Fonds supp.	%	Total
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00		0.00
TOTAL			0.00

850000	214980	%	
1 064 980.00	0.00	50	1 064 980.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
1 064 980.00	0.00		1 064 980.00
850000	214980		

Premier paiement

#### REMARQUES:

#### APPROBATION:

*Jeune A. Jeune*  
Agent de programme

16-07-1998  
Date

*Sir Loupin*  
Gestionnaire

16/7/98  
Date

*Dr. [Signature]*  
Administration

7/8/98  
Date



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SEP 22 1998

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'Éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher, pièce 509  
1181, avenue du Portage  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 1 064 980 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1998-1999. Vous trouverez en annexe une liste des projets approuvés.

Le deuxième paiement sera fait conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'entente. À cet égard, je vous saurais gré de me faire parvenir vers le 15 mars 1999 vos états financiers provisoires certifiés pour l'exercice financier en cours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire (p.i.)  
Opérations et coordination  
régionale (Ouest et Territoires)

P.j.

Canada





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

2602-0174655

Pay to

Payez à

18 SEPT/SEP 1998

GOVERNMENT OF MANITOBA  
MINISTRE DE L'EDUCATION  
LEGISLATIVE BUILDING  
ROOM 168  
WINNIPEG MB  
R3C 0V8

00174655

\$\*\*1064980.00

Receiver General    Le receveur  
for Canada        général du Canada

*Alfred H. ...*  
*R. ...*

Deputy            Le sous-receveur  
Receiver General    général  
for Canada        du Canada

⑈00000⑈ 117⑈ 26020174655⑈



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SEP 22 1998

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'Éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher, pièce 509  
1181, avenue du Portage  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 1 064 980 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1998-1999. Vous trouverez en annexe une liste des projets approuvés.

Le deuxième paiement sera fait conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'entente. À cet égard, je vous saurais gré de me faire parvenir vers le 15 mars 1999 vos états financiers provisoires certifiés pour l'exercice financier en cours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire (p.i.)  
Opérations et coordination  
régionale (Ouest et Territoires)


P.j.

Canada



002067

# Manitoba

8134-7-97 

Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifce Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625  
Courrier électronique : bef@minet.gov.mb.ca

Le 18 mars 1998

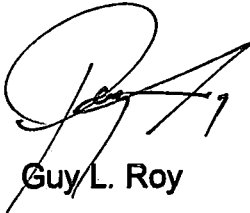
Madame Lise Toupin  
Gestionnaire  
Opérations et coordination régionale  
(Ouest et Territoires)  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
7<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

Madame,

J'accuse réception de votre lettre en date du 11 mars 1998 et du chèque de 1 325 000 \$ représentant le deuxième et dernier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1997-1998 dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Guy L. Roy

JR/jr





8134-3-1-97  
Patrimoine canadien Canadian Heritage

SP97-04646  
Chrono OP  
07/97

Votre référence Your file

Notre référence Our file

JUL - 4 1997

NOTE À L'INTENTION DE MICHEL BRISKIN

**SUITE : ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA  
MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° Comme suite à votre demande, vous trouverez ci-joint une fiche d'information sur deux dossiers d'importance pour la communauté franco-manitobaine : le financement du Collège universitaire de Saint-Boniface et l'entente fédérale-provinciale sur le développement du marché de travail. La présente est complémentaire au dossier SP97-04646 acheminé à votre bureau.

  
Hilaire Lemoine

P.j.

cc. Marie-Geneviève Mounier  
Suzanne Besner



## **FICHE D'INFORMATION : COMMUNAUTÉ FRANCO-MANITOBAINE**

### **1. Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB)**

En avril dernier, la ministre Copps accordait une deuxième fois une contribution identique à celle du gouvernement manitobain au CUSB pour lui permettre de surmonter ses difficultés financières.

Les représentants du programme d'appui aux langues officielles et du ministère de l'éducation du Manitoba se sont rencontrés en juin pour entamer des discussions sur une entente spéciale sur le développement du CUSB afin d'assurer un financement à long terme. Ils ont également rencontré la présidente et le recteur de cet établissement.

Les discussions ont été très positives puisque tout indique que la province est disposée à consentir des fonds nouveaux pour stabiliser la situation du Collège. Au cours de l'été, la province discutera avec le Collège en vue d'étoffer le dossier et préciser le plan d'affaires préparé par le recteur. Ce dernier a offert sa collaboration entière et s'est dit rassuré quant aux sérieux manifestés par les deux gouvernements. Nous sommes confiants que les ministres pourront signer une entente en janvier 1998.

### **2. Entente fédérale-provinciale sur le développement du marché du travail**

En réponse aux préoccupations de la communauté face à l'absence de clauses garantissant le maintien par la province des programmes et services touchant la communauté franco-manitobaine, une clause a été incluse à cet effet dans le protocole d'entente signé par le sous-ministre du Ministère de l'Éducation et de la formation de la main-d'œuvre du Manitoba et le directeur général du Ministère du développement des ressources humaines.

Dans un communiqué de presse émis au lendemain de la signature de l'entente fédérale-provinciale, la Société franco-manitobaine (SFM) se disait satisfaite des garanties contenues dans l'entente quant à la prestation active des programmes et services en français. Elle recommandait néanmoins aux deux gouvernements de voir à la mise sur pied d'un mécanisme pour assurer le respect des dispositions linguistiques de l'entente, faute d'accès à un recours officiel en cas de non respect desdites dispositions.

La proposition a été bien accueillie et un comité devrait être mis sur pied prochainement. La SFM compte suivre le dossier de près.

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Hull, Canada K1A 0M5

JUL 22 1997

The Honourable Linda G. McIntosh, M.L.A.  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing to you about the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I understand that the Agreement must be amended in order to allow some changes in the distribution of Canada's contribution to Manitoba between categories of expenditures.

You will find attached four copies of the amended document which I have already signed. Would you please sign all copies and return two (one in English and one in French) to me.

Thank you for your co-operation in this matter. I look forward to continuing to work with you to enhance official-language education in your province.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

002071



**AMENDMENT TO THE CANADA - MANITOBA SPECIAL AGREEMENT FOR THE  
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

Amendment made on this 22 day of July, 1997.

BETWEEN: **THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **THE GOVERNMENT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the mutual covenants herein agree to amend the Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance executed on November 5, 1994 as follows:

**1. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

Clause 3.1 is deleted and replaced by the following :

**3.1** Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15 000 000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, towards the eligible expenses incurred by Manitoba.

The distribution of Canada's contribution between the following categories will be determined yearly by both parties :

- a) the establishment and operations of the governance structure
- b) the programs
- c) the programme d'accueil
- d) the capital projects

**2. PRECEDENCE**

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Special Agreement dated November 5, 1994.

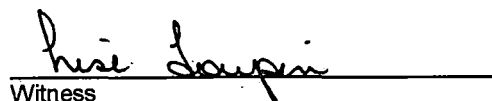
IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF MANITOBA**

  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education and Training

  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA - MANITOBA RELATIVE  
À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

MODIFICATION apportée ce 22<sup>e</sup> jour de juillet 1997

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada», représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba», représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises, conclue le 5 novembre 1994 de la façon suivante :

**1. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

La clause 3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La répartition de la contribution du Canada entre les catégories suivantes sera déterminée annuellement par les deux parties :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b) les programmes;
- c) le programme d'accueil;
- d) les immobilisations.

**2. PRÉSÉANCE**

Toutes les autres clauses de l'entente spéciale demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente spéciale signée le 5 novembre 1994.

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle du Manitoba

  
Témoïn

\_\_\_\_\_  
Témoïn

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION  
OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

THIS SPECIAL AGREEMENT was made this 5<sup>th</sup> day of November 1994.

**BETWEEN:** THE GOVERNMENT OF CANADA, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Communications of Canada, hereinafter referred to as "the Minister",

**AND:** THE GOVERNMENT OF MANITOBA, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**WHEREAS** the Canadian Constitution and in particular the Canadian Charter of Rights and Freedoms as well as the Official Languages Act recognize English and French as the official languages of Canada, and that the Government of Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education, as a provincial jurisdiction, requires that Manitoba determine the objectives, outline the contents, identify the priorities and make the evaluation of its programs in French minority-language education;

**WHEREAS** Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadian citizens belonging to the English- or French-language minority in a province to have their children educated in their own language, where numbers warrant;

**WHEREAS** Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Manitoba has passed the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

**WHEREAS** the Minister of Communications, upon whom were transferred the responsibilities of the Secretary of State, has the mandate, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial governments to offer to members of the official language minority communities education in their own language;

**AND WHEREAS** Canada has approved a series of special measures aimed at enhancing the official language minorities access to school governance and post-secondary education for the French-speaking minorities in this country;

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA  
GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce 5<sup>e</sup> jour de novembre 1994.

**ENTRE :** LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ci-après appelé «Canada», représenté par le ministre des Communications du Canada, ci-après appelé «le ministre»,

**ET :** LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA, ci-après appelé «Manitoba», représenté par le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**ATTENDU QUE** la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le gouvernement du Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation, étant du ressort de la province, le Manitoba doit déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité, et en faire l'évaluation;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

**ATTENDU QUE** la Cour suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) afin de mettre en œuvre la politique de gestion des écoles françaises;

**ATTENDU QUE** le ministre des Communications, qui s'est vu attribuer les responsabilités du Secrétaire d'État, est chargé, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ET ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer l'accès des minorités de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français;

**NOW THEREFORE, this Special Agreement witnesses that the parties hereto mutually agree as follows:**

**1. OBJECTIVE**

- 1.1 The objective of this Special Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the implementation of Francophone Schools governance in accordance with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and in accordance with the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act which was passed in the Manitoba Legislature on July 27, 1993.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to provide a contribution toward the additional expenses incurred by Manitoba, through la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 for the following initiatives on Francophone Schools governance:
- a) the establishment and operations of the governance structure;
  - b) the programs designed specifically for French first language instruction, including the acquisition or development of teaching and reference materials and the enhancement of cultural programming and activities;
  - c) the programme d'accueil designed to improve the French-language skills of pupils whose French-language skills do not meet the language requirements of the Francophone program;
  - d) the capital projects for the construction or the renovation of school facilities.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15,000,000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, toward the eligible expenses incurred by Manitoba.

The contribution will be as follows:

- a) the establishment and operations of the governance structure: \$3,883,000;
- b) the programs : \$5,617,000;
- c) the programme d'accueil: \$2,000,000;
- d) the capital projects: \$3,500,000.

**EN CONSÉQUENCE, la présente entente spéciale atteste que les parties conviennent de ce qui suit :**

**1. BUT**

- 1.1 Le but de la présente entente spéciale est d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue de la mise en oeuvre d'un système de gestion des écoles françaises conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et à la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises), qui fut adoptée à l'Assemblée législative du Manitoba le 27 juillet 1993.

**2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la clause 3.1, de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 pour les initiatives suivantes en matière de gestion des écoles françaises :
- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
  - b) les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première y compris l'acquisition ou l'élaboration de matériel pédagogique et de référence, ainsi que le développement de programmes et activités culturelles;
  - c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés en français des élèves dans le cas où ces habiletés ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français;
  - d) les immobilisations visant la construction ou la rénovation d'établissements scolaires.

**3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La contribution sera répartie comme suit :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion : 3 883 000 \$;
- b) les programmes : 5 617 000 \$;
- c) le programme d'accueil : 2 000 000 \$;
- d) les immobilisations : 3 500 000 \$.

The maximum amount of Canada's contribution approved for each fiscal year for each of the initiatives described above will be detailed in the annual Appendices mentioned in Clause 8 of this Special Agreement.

- 3.3 The terms and conditions governing Canada's contribution concerning, among others, the eligible expenditures and the schedule of payments for the capital projects will be part of an auxiliary agreement between Canada and Manitoba relating to the initiative described in Clause 2.1 d) and will follow prescribed procedures regarding capital facilities in Manitoba.

#### 4. MANITOBA'S CONTRIBUTION

- 4.1 As against Canada's contribution, Manitoba assumed the start-up costs of the Francophone School Board, including costs related to communications, consultations led by the Francophone Schools Governance Implementation Committee, and the elections of regional committee members and school board trustees. Further, Manitoba agrees to contribute, for the duration of the agreement, a sum at least equivalent to Canada's contribution toward the operation of the minority public schools through the Schools Finance Program over and above Canada's and Manitoba's regular contributions pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

#### 5. ELIGIBLE EXPENDITURE CATEGORIES

- 5.1 For the purposes of this Special Agreement, the eligible expenditure categories for each of the initiatives listed in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c) may include, among others,:
- a) when applied to expenditures related to the establishment and the operations of the governance structure: salaries and benefits of the transitional staff, honorarium for board members, professional fees, and costs of regular operations including rental of premises, travels, training, publicity and document printing, and renting or purchasing essential furniture and equipment;
  - b) when applied to projects related to the development and the implementation of programs: salaries and benefits of teaching and auxiliary staff, costs of teaching material, of library resources, of distance education and of cultural programming;

- 3.2 La contribution maximale du Canada approuvée pour chaque exercice financier, pour chacune des initiatives, sera précisée dans les Annexes annuelles prévues à la clause 8 de la présente entente spéciale.

- 3.3 Les modalités de la contribution du Canada en ce qui concerne notamment les dépenses admissibles et le calendrier des versements pour les projets d'immobilisation feront l'objet d'une entente auxiliaire entre le Canada et le Manitoba relative à l'initiative décrite à la clause 2.1 d) et suivant les procédures établies concernant les immobilisations au Manitoba.

#### 4. CONTRIBUTION DU MANITOBA

- 4.1 En contrepartie à la contribution du Canada, le Manitoba a pris à sa charge les sommes requises pour le démarrage de la Commission scolaire de langue française y compris les frais de communications, de consultation du Comité de la mise en oeuvre des écoles franco-manitobaines, et d'élections des membres des comités régionaux et des commissaires. Le Manitoba s'engage en outre à contribuer, au cours de la durée de l'entente, une somme au moins équivalente à la contribution du Canada pour le fonctionnement des écoles publiques de la minorité par le Programme de financement des écoles et ce, en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

#### 5. CATÉGORIES DE DÉPENSES ADMISSIBLES

- 5.1 Aux fins de la présente entente spéciale, les catégories de dépenses admissibles pour chacune des initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pourront comprendre, entre autres, :
- a) lorsqu'il s'agit des dépenses relatives à la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion, les salaires et avantages sociaux du personnel de transition, les honoraires des membres de la Commission scolaire, les honoraires professionnels, les frais de fonctionnement incluant la location de locaux, les coûts de déplacement et de la formation, la publicité et l'impression de documents et la location ou les achats de pièces de mobilier et d'équipement essentiels;
  - b) lorsqu'il s'agit de projets relatifs au développement et à la mise en oeuvre de la programmation, les salaires et avantages sociaux du personnel enseignant et du personnel auxiliaire, les coûts du matériel pédagogique et des ressources pour les bibliothèques, de l'enseignement à distance et de la programmation culturelle;

- c) when applied to projects related to the programme d'accueil: salaries and benefits of specialists, professional fees, costs of renting and/or purchasing essential furniture and equipment, expenditures normally associated with the production and acquisition of pedagogical materials and costs of training.

## 6. TRANSFERS BETWEEN EXPENDITURE CATEGORIES

- 6.1 Manitoba may transfer funds between different expenditure categories approved within each initiative or project. Manitoba may transfer funds between initiatives and projects mentioned in Clause 5.1 of this Special Agreement, and the capital projects which will be part of an auxiliary agreement, with Canada's written consent. Manitoba must submit any such request to Canada before March 1st of the fiscal year in question.

## 7. PAYMENTS

- 7.1 With regard to Canada's contributions to Manitoba for the initiatives described in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c), for each of the five fiscal years of this Special Agreement, payments shall be made to Manitoba as follows:

a first payment, representing one-half (50%) of Canada's contribution approved for the current fiscal year, will be made within sixty days following receipt and acceptance by the Minister of Manitoba's annual budget which,

when applied to the initiative provided in Clause 2.1 a), will submit detailed forecasted expenditures according to expenditure categories listed in Clause 5.1 a); and

when applied to the initiatives described in Clauses 2.1 b) and 2.1 c), will submit the different projects to be funded by this contribution.

a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution approved for the current fiscal year will be made on or about March 31 of the current year, upon receipt and acceptance by the Minister of:

a certified interim statement of expenditures for the current year providing details of actual expenditures incurred by Manitoba for the ten-month period ending January 31 of the current fiscal year as well as forecasts of anticipated expenditures for the two-month period ending March 31 of the current fiscal year; and

certified final statements of expenditures for the fiscal year ending March 31 of the previous year.

- c) lorsqu'il s'agit des projets relatifs au programme d'accueil, les salaires et avantages sociaux du personnel spécialisé, les honoraires professionnels, les dépenses relatives à l'achat et/ou la location d'équipement, celles relatives à l'acquisition et la production de matériel pédagogique et à la formation.

## 6. TRANSFERTS ENTRE CATÉGORIES DE DÉPENSES

- 6.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différentes catégories de dépenses approuvées pour chacune des initiatives ou projets. Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différents projets et différentes initiatives prévus à la clause 5.1 de cette entente spéciale, et les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente spéciale, avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 1<sup>er</sup> mars de l'exercice financier visé.

## 7. PAIEMENTS

- 7.1 En ce qui concerne les contributions du Canada pour les initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pour chacun des cinq exercices financiers visés par la présente entente spéciale, les fonds seront versés au Manitoba de la façon suivante :

un premier versement, représentant la moitié (50 %) de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours, sera effectué dans les soixante jours suivant la réception et l'acceptation par le ministre du budget annuel du Manitoba le quel budget,

lorsqu'il s'applique à l'initiative prévue à la clause 2.1 a), présentera le détail des dépenses prévues selon les catégories de dépenses présentées à la clause 5.1 a); et

lorsqu'il s'applique aux initiatives prévues aux clauses 2.1 b) et 2.1 c), présentera les différents projets que cette contribution a pour objet de financer.

un deuxième versement ne devant excéder le solde de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours sera effectué le ou vers le 31 mars de l'exercice en cours, suite à la réception et l'acceptation par le ministre :

des états financiers provisoires certifiés pour l'exercice en cours présentant le détail des dépenses réelles encourues par le Manitoba pour la période de dix mois se terminant le 31 janvier de l'exercice financier en cours ainsi qu'une prévision des dépenses pour la période de deux mois se terminant le 31 mars de l'exercice en cours; et

des états financiers finaux certifiés des dépenses pour l'exercice financier se terminant le 31 mars de l'année précédente.

The terms and conditions for the payments related to Clause 2.1 d) will be outlined in a separate agreement.

7.2 Les modalités de paiements relatifs à la clause 2.1 d) seront établies dans une entente distincte.

## 8. ANNUAL APPENDICES

8.1 Canada and Manitoba agree that there shall be annual appendices to this Special Agreement, which will be prepared at the end of each fiscal year and which will present Manitoba's forecasted costs and Canada's approved contributions toward these costs within the expenditure categories or projects included in the annual expenditure budget mentioned in Clause 7.1.

## 8. ANNEXES ANNUELLES

8.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'il y aura des annexes annuelles à la présente entente spéciale, lesquelles seront préparées dès la fin de chaque exercice financier et qui identifieront les coûts prévus par le Manitoba et les contributions que le Canada a accepté de faire envers ces coûts dans le cadre des catégories de dépenses ou des projets prévus au budget annuel mentionné à la clause 7.1.

## 9. SURPLUS

9.1 In the event that payments made to Manitoba under this Special Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled in accordance with this Special Agreement, any such surplus is payable forthwith to Canada. Where any surplus payable has not been repaid, an amount equal to the surplus may be retained by Canada from such contribution payments subsequently payable to Manitoba.

## 9. EXCÉDENT

9.1 Si les montants versés au Manitoba en vertu de la présente entente spéciale dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit en vertu de la présente entente spéciale, l'excédent devra être remis au Canada. À défaut de quoi, le Canada pourra déduire un montant équivalent de ses contributions ultérieures au Manitoba.

## 10. MANAGEMENT

10.1 Canada and Manitoba will designate lead officials for purposes of management of this Special Agreement.

## 10. ADMINISTRATION

10.1 Le Canada et le Manitoba désigneront des représentants officiels pour administrer la présente entente spéciale.

## 11. INFORMATION ON COSTS

11.1 Canada and Manitoba agree that they must be in a position to assure Parliament and the provincial legislature and the general public that the financial assistance from Canada to Manitoba is used in accordance with this Special Agreement. To this end, Manitoba agrees to provide annually to Canada, sufficient information to show that Canada's contributions have been utilized for the purpose intended in this Special Agreement.

## 11. RENSEIGNEMENTS SUR LES COÛTS

11.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'ils doivent pouvoir garantir au Parlement et à la législature de la province et au grand public que l'aide financière offerte au Manitoba par le Canada est bien utilisée conformément à la présente entente spéciale. À cette fin, le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des renseignements qui démontreront que les contributions du Canada ont servi dans les buts précisés dans la présente entente spéciale.

## 12. ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

12.1 Manitoba agrees to keep proper accounts and records of the revenues and expenditures for the subject matter of this Special Agreement, including all invoices, receipts and vouchers relating thereto. For the purposes of this Special Agreement, Manitoba shall keep all financial accounts and vouchers and other records for a period of at least three years after the expiry of the Special Agreement.

## 12. COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS

12.1 Le Manitoba accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses relatives à la présente entente spéciale, y compris les factures, reçus et pièces justificatives y afférents. Aux fins de cette entente spéciale, le Manitoba conservera tous les comptes financiers et les pièces justificatives et autres registres pendant au moins trois ans après l'expiration de la présente entente spéciale.

12.2 Manitoba agrees that it shall conduct all financial affairs related to this Special Agreement according to generally accepted accounting principles and practices.

12.2 Le Manitoba accepte de gérer toutes les finances liées à la présente entente spéciale conformément aux principes et pratiques courants de la comptabilité.

12.3 In addition to the financial statements mentioned in Clause 7.1, Manitoba must submit to Canada a final certified statement for 1998-1999 within six months of the end of that fiscal year.

12.3 Outre les états financiers mentionnés à la clause 7.1, le Manitoba devra soumettre au Canada un état financier final certifié pour l'exercice 1998-1999 dans les six mois suivant la fin de cet exercice.

For the purposes of this Special Agreement, the financial statements mentioned in Clause 7.1 and 12.3 refer to statements of expenditures incurred by Manitoba presenting detailed expenditures by expenditure category or approved project in the annual budget of that fiscal year.

- 12.5 For the purposes of this Special Agreement, the statements of expenditures provided by Manitoba to Canada shall be certified by a senior program officer and a senior financial officer so authorized by Manitoba and agreed to by Canada.

### 13. FINANCIAL AUDIT

- 13.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be as determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).

- 13.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit, and to pay to Manitoba as soon as possible after the completion of the audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Canada.

### 14. CONSULTATIONS

- 14.1 Manitoba has undertaken extensive consultation leading to the adoption of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and consultation is ongoing with respect to implementation of the Act and, specifically, to the establishment of la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Manitoba will continue to consult, mainly with the duly elected Francophone School Board, and with interested associations and groups, about its educational programs provided for in this Special Agreement. Canada, within its area of jurisdiction, undertakes to consult with interested associations and groups about the programs provided for in the present Special Agreement.

- 12.4 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés aux clauses 7.1 et 12.3 désignent des états des dépenses engagées par le Manitoba présentant le détail des dépenses selon les catégories de dépenses ou projets approuvés dans le budget annuel de cet exercice.

- 12.5 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers fournis par le Manitoba au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

### 13. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 13.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leur(s) agent(s).

- 13.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

### 14. CONSULTATIONS

- 14.1 Le Manitoba a entrepris une consultation publique approfondie, qui s'est soldée par l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises). Ce processus de consultation se prolonge et porte à présent sur l'application de la Loi et, plus précisément, sur l'établissement de la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Le Manitoba continuera de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.



15. **ACKNOWLEDGEMENT**

15.1 Manitoba agrees to acknowledge Canada's contributions in all of its publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support. For the purposes of this Special Agreement, examples of such publicity include but need not be limited to: official openings; press releases; reports of government departments or agencies; correspondence with educational institutions.

15.2 Manitoba also agrees to take all reasonable measures to have all recipients of Canada's support (e.g. Francophone schools and school board) agree to acknowledge, where appropriate, Canada's contribution in publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support.

15.3 Canada and Manitoba agree that the text of this Special Agreement, including its annual Appendices, shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.

16. **ENVIRONMENTAL ASSESSMENT**

16.1 The capital projects to be part of an auxiliary agreement will be subject to the Canadian Environmental Assessment Process Act and the Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order.

16.2 The terms and conditions of this assessment mentioned in Clause 16.1 shall be specified in the sub-agreement referred to in Clause 3.3 governing Canada's participation in each capital project.

17. **INSURANCES**

17.1 Manitoba shall ensure that the capital projects referred to in this Special Agreement will, as appropriate and at all times, be insured against fire, loss or damage, for whatever reason, for their full replacement value, in accordance with Manitoba's procedures regarding insurances for capital projects.

18. **LIMITATIONS OF THE SPECIAL AGREEMENT**

18.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of establishing a partnership or joint venture and does not create an agency relationship between the Minister and Manitoba.

15. **MENTION DU CONOURS DU CANADA**

15.1 Le Manitoba s'engage à mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de la présente entente spéciale sur la gestion des écoles françaises. Aux fins de la présente entente spéciale, la publicité comprend les exemples suivants sans toutefois s'y limiter nécessairement : ouvertures officielles, communiqués, rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, correspondance adressée à des établissements d'enseignement.

15.2 Le Manitoba s'engage également à prendre toutes les mesures raisonnables pour que les bénéficiaires de l'aide financière du Canada (par exemple, les écoles françaises et la Commission scolaire) conviennent de mentionner les contributions du Canada, là où c'est approprié, dans leur publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de l'entente spéciale sur la gestion des écoles françaises.

15.3 Le Canada et le Manitoba conviennent que le texte de la présente entente spéciale, annexes annuelles comprises, sera mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.

16. **ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

16.1 Les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente auxiliaire seront soumis à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et son décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

16.2 Les modalités de l'évaluation mentionnée à la clause 16.1 seront précisées dans l'entente auxiliaire mentionnée à la clause 3.3 régissant la participation du Canada à chaque projet d'immobilisation.

17. **ASSURANCES**

17.1 Le Manitoba verra à ce que les projets d'immobilisation dont il est question dans la présente entente spéciale soient assurés, de manière appropriée et en tout temps, contre les incendies ainsi que les pertes et dommages, quelles qu'en soient les causes, à leur pleine valeur de remplacement, selon les procédures du Manitoba concernant les assurances pour les projets d'immobilisation.

18. **LIMITES DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

18.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le ministre et le Manitoba.

**19. E. LE PROJECTS**

- 19.1** Projects funded by Canada under the present Special Agreement are in addition to funds otherwise payable pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

**20. DURATION**

- 20.1** This Special Agreement is deemed effective since April 1, 1994 and shall terminate March 31, 1999. Following expiration of the Special Agreement, Canada and Manitoba may collaborate pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education to ensure the viability of the education system of the minority in accordance with the terms and conditions of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

**21. METHOD OF AMENDMENT**

- 21.1** This Special Agreement may be amended with the written consent of both parties or any persons duly authorized to act on their behalf.

**19. PROJETS ADMISSIBLES**

- 19.1** Les projets financés par le Canada en vertu de la présente entente spéciale s'ajoutent à ceux financés en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

**20. DURÉE**

- 20.1** Cette entente spéciale est réputée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 et prendra fin le 31 mars 1999. Après l'expiration de l'entente spéciale, le Canada et le Manitoba pourront collaborer en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français pour assurer la viabilité du système d'enseignement pour la minorité conformément aux dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) et à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

**21. MODALITÉS DE MODIFICATION**

- 21.1** Cette entente spéciale peut être modifiée moyennant le consentement écrit des deux parties ou de leurs représentants autorisés.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed this  
Special Agreement on the date shown on the first page.

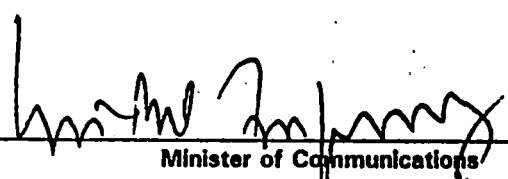
EN FOI DE QUOI, les parties ont validé la présente entente  
spéciale à la date figurant en première page.

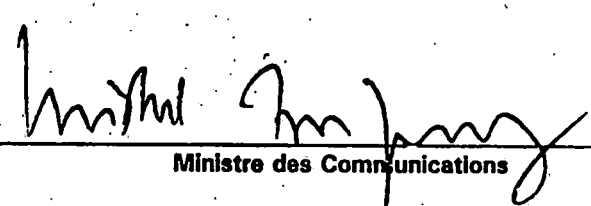
IN THE PRESENCE OF:

EN PRÉSENCE DE :

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

  
Minister of Communications

  
Ministre des Communications

  
Witness

  
Témoïn

IN THE PRESENCE OF:

EN PRÉSENCE DE :

GOVERNMENT OF MANITOBA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

  
Minister of Education and Training

  
Ministère de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle

  
Witness

  
Témoïn





Canadian Heritage  
Financial Management

Patrimoine canadien  
Gestion financière

## MEMORANDUM

## NOTE DE SERVICE

**To/À :** Suzanne Samson  
Agent principal  
Langues Officielles

**From/De :** Hugh Fasken  
Analyste financier  
Subventions et contributions

**Date :** 23 février 1998

**SUBJECT:** Gouvernement du Manitoba - Gestion scolaire

**OBJET :** États financiers finaux certifiés pour 1996-1997  
États financiers provisoires pour 1997-1998

J'ai révisé ces états financiers et je formule les commentaires suivants:

### 1.0 Résumé du financement

L'entente relative à la gestion scolaire prévoit une contribution totale de 15 000 000 \$ pour les initiatives suivantes:

	<u>Sous-entente</u>	<u>Contribution FY94-96</u>	<u>Contribution FY96-97</u>	<u>Contribution cumulative 1993-1997</u>
	\$	\$	\$	\$
Gestion scolaire		1 958 887	753 794	2 712 681
Développement des programmes		3 338 786	2 838 861	6 177 647
Bourses d'études		<u>751 875</u>	<u>577 837</u>	<u>1 329 712</u>
Total	15 000 000	6 049 548	4 170 492	10 220 040

Il n'y a pas de dépenses encore pour l'immobilisation.

### 1.1 Résultats de 1996-1997

	<u>Contribution approuvée</u>	<u>Dépenses réelles</u>	<u>Dépenses admissible</u>
	\$	\$	\$
Gestion scolaire	653 055	753 794	753 794
Développement des programmes	2 880 028	2 838 861	2 838 861
Programme d'accueil	<u>637 409</u>	<u>577 837</u>	<u>577 837</u>
Total	4 170 492 (A)	4 170 492	4 170 492 (B)

-2-

Le moindre de (A) et (B)	4 170 492 \$
Le montant payé	<u>4 170 492</u>
Montant à payer	<u>0</u> \$

## 1.2 Sommaire des paiements

Montants versés 1994/95 à 1996/97	10 220 040 \$
1997/98	
Premier versement	1 325 000 \$

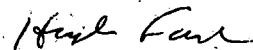
## 2.0 Etats financiers provisoires de 1997-1998

### 2.1 Résultats de 1997-1998

	Contribution <u>approuvée</u> \$	Dépenses prévues, <u>réelles</u> \$	Dépenses <u>admissible</u> \$
Gestion scolaire	485 391	485 391	485 391
Développement des programmes	1 926 665	1 926 665	1 926 665
Programme d'accueil	<u>237 944</u>	<u>237 944</u>	<u>237 944</u>
Total	2 650 000	2 650 000	2 650 000

## 3. Recommandation

- 1- Emettre le deuxième paiement de 1 325 000 \$ pour 1997-1998.

  
Hugh Fasken

# Langues officielles dans l'enseignement Manitoba 1997-1998

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

## Entente bilatérale:

Sous-entente (titre):

## Entente spéciale: X Gestion

Sous-entente (titre):

### AVIS D'ENGAGEMENT

### DEMANDE DE PAIEMENT

#### Entente bilatérale

Infrastructure  
a) Transfert du minimum  
b) Écoles indépendantes  
Total partiel (Infrastructure)

Élaboration et développement de programme  
a) Écoles indépendantes/privées (7300)  
Formation et perfectionnement des enseignants  
Appui aux étudiants  
Autres catégories de dépenses de programme  
Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)

#### Entente spéciale

Gestion scolaire  
Établissements postsecondaires  
Centre scolaire-communautaire et établissements scolaires  
Programmation, bourses  
Total (Entente spéciale)

Transfert au Programme des moniteurs

#### Années antérieures

Recouvrement  
Montant dû

**TOTAL GLOBAL**

Code	Montant	Total
6401	0.00	
6401	0.00	
7201	0.00	
	0.00	0.00

Code	Minimum 7000	Fonds supp. 7100	Total
02	0.00	0.00	0.00
01	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
06	0.00	0.00	0.00
	0.00	0.00	0.00
Total (Entente bilatérale)			0.00

Code	Gestion (6900)	Fonds supp. (7107)	Total
01	1433360 <del>2,650,000.00</del>	1226000 <del>0.00</del>	2,650,000.00
02	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
	2,650,000.00	0.00	2,650,000.00
	Minimum		
	0.00	0.00	0.00

Montant	%	Total
0.00	25	0.00
0.00	25	0.00
	0	0.00

Min. gar.	Fonds supp.	%	Total
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00		0.00
TOTAL			0.00

711680 <del>1,325,000.00</del>	613320 <del>0.00</del>	%	
		50	1,325,000.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
1,325,000.00	0.00		1,325,000.00

2,650,000.00

1,325,000.00

## REMARQUES:

Deuxième paiement

## APPROBATION:

Suzanne A. Samson

Agent de programme

Date

Lise Toupin

Gestionnaire

24/02/98

Date

Administration

Date



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions prévues dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 1 325 000 \$ représentant le deuxième et dernier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1997-1998.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire  
Opérations et coordination régionale  
(Ouest et Territoires)  
Programmes d'appui aux langues officielles

P.j.

Canada





8134-7-1-97



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions prévues dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 1 325 000 \$ représentant le deuxième et dernier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1997-1998.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire  
Opérations et coordination régionale  
(Ouest et Territoires)  
Programmes d'appui aux langues officielles

P.j.

Canada



# Langues officielles dans l'enseignement Manitoba 1997-1998

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Entente bilatérale:

Sous-entente (titre):

Entente spéciale: X Gestion

Sous-entente (titre):

## AVIS D'ENGAGEMENT

## DEMANDE DE PAIEMENT

### Entente bilatérale

Infrastructure  
a) Transfert du minimum  
b) Écoles indépendantes  
Total partiel (Infrastructure)

Code	Montant	Total
6401	0.00	
6401	0.00	
7201	0.00	
	0.00	0.00

Élaboration et développement de programme  
a) Écoles indépendantes/privées (7300)  
Formation et perfectionnement des enseignants  
Appui aux étudiants  
Autres catégories de dépenses de programme  
Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)

Code	Minimum 7000	Fonds supp. 7100	Total
02	0.00	0.00	0.00
01	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
06	0.00	0.00	0.00
	0.00	0.00	0.00
Total (Entente bilatérale)			0.00

### Entente spéciale

Gestion scolaire  
Établissements postsecondaires  
Centre scolaire-communautaire et  
établissements scolaires  
Programmation, bourses  
Total (Entente spéciale)

Code	Gestion (6900)	Fonds supp. (7107)	Total
01	2,650,000.00	0.00	2,650,000.00
02	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
	2,650,000.00	0.00	2,650,000.00

Transfert au Programme des moniteurs

### Années antérieures

Recouvrement  
Montant dû

	Minimum		
	0.00	0.00	0.00
			0.00
			0.00

TOTAL GLOBAL

2,650,000.00

1,325,000.00

REMARQUES:

Deuxième paiement

APPROBATION:

Suzanne A. Samson

Agent de programme

*S. Samson* 24-02-98 /  
Date

Lise Toupin

Gestionnaire

*Lise Toupin*  
Date

24/02/98 /  
Date

Administration

Date

002089



Canadian Heritage  
Financial Management

Patrimoine canadien  
Gestion financière

## MEMORANDUM

## NOTE DE SERVICE

**To/À :** Suzanne Samson  
Agent principal  
Langues Officielles

**From/De :** Hugh Fasken  
Analyste financier  
Subventions et contributions

**Date :** 23 février 1998

**SUBJECT:** Gouvernement du Manitoba - Gestion scolaire  
**OBJET :** États financiers finaux certifiés pour 1996-1997  
États financiers provisoires pour 1997-1998

J'ai révisé ces états financiers et je formule les commentaires suivants:

### 1.0 Résumé du financement

L'entente relative à la gestion scolaire prévoit une contribution totale de 15 000 000 \$ pour les initiatives suivantes:

	<u>Sous-entente</u>	<u>Contribution</u> <u>FY94-96</u>	<u>Contribution</u> <u>FY96-97</u>	<u>Contribution</u> <u>cumulative</u> <u>1993-1997</u>
	\$	\$	\$	\$
Gestion scolaire		1 958 887	753 794	2 712 681
Développement des programmes		3 338 786	2 838 861	6 177 647
Bourses d'études		<u>751 875</u>	<u>577 837</u>	<u>1 329 712</u>
Total	15 000 000	6 049 548	4 170 492	10 220 040

Il n'y a pas de dépenses encore pour l'immobilisation.

### 1.1 Résultats de 1996-1997

	<u>Contribution</u> <u>approuvée</u>	<u>Dépenses</u> <u>réelles</u>	<u>Dépenses</u> <u>admissible</u>
	\$	\$	\$
Gestion scolaire	653 055	753 794	753 794
Développement des programmes	2 880 028	2 838 861	2 838 861
Programme d'accueil	<u>637 409</u>	<u>577 837</u>	<u>577 837</u>
Total	4 170 492 (A)	4 170 492	4 170 492 (B)

-2-

Le moindre de (A) et (B)	4 170 492 \$
Le montant payé	<u>4 170 492</u>
Montant à payer	<u>0</u> \$

## 1.2 Sommaire des paiements

Montants versés 1994/95 à 1996/97	10 220 040	\$
1997/98		
Premier versement	1 325 000	\$

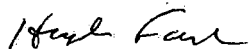
## 2.0 Etats financiers provisoires de 1997-1998

### 2.1 Résultats de 1997-1998

	Contribution <u>approuvée</u> \$	Dépenses prévues, <u>réelles</u> \$	Dépenses <u>admissible</u> \$
Gestion scolaire	485 391	485 391	485 391
Développement des programmes	1 926 665	1 926 665	1 926 665
Programme d'accueil	<u>237 944</u>	<u>237 944</u>	<u>237 944</u>
Total	2 650 000	2 650 000	2 650 000

## 3. Recommandation

- 1- Emettre le deuxième paiement de 1 325 000 \$ pour 1997-1998.

  
Hugh Fasken

# ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES 1997-1998 du 1<sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998

## ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES AU 31 JANVIER 1998	PRÉVISIONS DES DÉPENSES JUSQU'AU 31 MARS 1998	CONTRIBUTION DU CANADA
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	90 153 \$	15 693 \$	198 250 \$
2. structure divisionnaire et gestion	289 377 \$	82 679 \$	273 116 \$
3. location et achats d'équipement	42 638 \$	5 000 \$	14 025 \$
<b>TOTAL</b>	<b>422 168 \$</b>	<b>103 372 \$</b>	<b>485 391 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	1 002 925 \$	429 175 \$	1 625 637 \$
2. équipement musical	61 983 \$	17 700 \$	57 168 \$
3. projet technologie	89 383 \$	25 000 \$	40 600 \$
4. activités culturelles	115 467 \$	32 000 \$	101 811 \$
5. éducation physique et sport	32 406 \$	12 000 \$	61 174 \$
6. projet écriture	5 377 \$	1 500 \$	14 375 \$
7. informatisation des bibliothèques	13 268 \$	0 \$	25 900 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 320 809 \$</b>	<b>517 375 \$</b>	<b>1 926 665 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	7 573 \$	1 099 \$	17 637 \$
2. personnel professionnel	86 282 \$	12 486 \$	134 157 \$
3. auxiliaires	152 195 \$	19 617 \$	80 357 \$
4. formation	3 290 \$	0 \$	1 475 \$
5. service et matériel pédagogique	2 667 \$	1 067 \$	4 318 \$
<b>TOTAL</b>	<b>252 007 \$</b>	<b>34 269 \$</b>	<b>237 944 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>1 994 984 \$</b>	<b>655 016 \$</b>	<b>2 650 000 \$</b>

### Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 541 786 \$\* pour 1997-1998.  
(\*projection)

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Date

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

# Manitoba



Éducation  
et Formation  
professionnelle

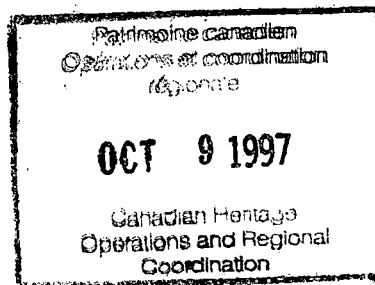
Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 1<sup>er</sup> octobre 1997

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Madame Lise Toupin  
La gestionnaire  
Opérations et coordination régionale  
(Provinces de l'ouest et Territoires)  
Patrimoine canadien  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy, 7<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5



Madame,

J'accuse réception du chèque de 1 325 000 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1997-98, conformément aux dispositions de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,

  
Guy L. Roy

/pl

8134-7-1-97

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

SEP 16 1997

The Honourable Linda G. McIntosh  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing concerning Canada's contribution to Manitoba under the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I am pleased to inform you that I have approved a contribution of \$2,650,000 for the proposed projects and activities in 1997-98. You will find attached the annual appendix to the Agreement.

In accordance with Section 7.1 of the Agreement, I have authorized a first payment of \$1,325,000 which represents 50% of the approved federal contribution. Arrangements have been made for the cheque to be forwarded to your Department.

The establishment of francophone school governance is a priority for my government. I would like to thank you for your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SEP 20 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 1 325 000 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1997-1998. Vous trouverez en annexe une liste des projets approuvés.

Le deuxième paiement sera fait conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'entente. À cet égard, je vous saurais gré de me faire parvenir vers le 15 mars 1998 vos états financiers provisoires certifiés pour l'exercice financier en cours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire (p.i.)  
Opérations et coordination  
régionale (Ouest et Territoires)

P.j.

Canada





**CANADIAN HERITAGE  
GRANTS AND CONTRIBUTIONS  
APPROVAL AND PAYMENT FORM**

**PATRIMOINE CANADIEN  
SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS  
FORMULAIRE D'APPROBATION & DE PAIEMENT**

Name of Client - Nom du client

Trésorier provincial, Province du Manitoba

Address - Adresse

Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher, Pièce 509  
1181, avenue du Portage  
Winnipeg (Manitoba) R3G 0T3

Commitment No. - No d'engagement

61175Q

Date

le 30 juillet 1997

Planning Element - Élément de planification

D.G.P.A.L.O.

Planning Element Component - Partie de l'élément de planification

L.O.E. - Gestion scolaire

Vendor Code - Code fournisseur

GC030437

Send cheque to (if different from above) / Envoyer le chèque  
à l'adresse suivante (si elle diffère de l'adresse ci-haut)

**COMMITMENT - ENGAGEMENT**

*	Coding - Codage	Amount	CR-CT
E	2751 0231 90210 422 6901	1 423 360,00	
E	2751 0231 90210 416 7107	1 226 640,00	
TOTAL		2 650 000,00	

- \*  
E Enter/Entrer  
C Change/Changer  
D Delete/Annuler

Signature  
CL 10000 Farmer  
R. Reopen/Réouvrir

I certify that funds are available  
pursuant to section 32 of the  
Financial Administration Act.

J'atteste que les crédits sont disponibles  
en vertu de l'article 32 de la Loi sur la  
gestion des finances publiques.

Hilaire Lemoine (signature)

Date

**APPROVAL - APPROBATION**

**PAYMENT - PAIEMENT**

No. 1 of/de 2

Final Payment  
 Paiement final ☐

Coding-Codage

Amount-Montant

Coding-Codage

Amount-Montant

CR-CT

2751 0231 90210 422 6901  
2751 0231 90210 416 7107

1 423 360,00  
1 226 640,00

2751 0231 90210 422 6901  
2751 0231 90210 416 7107

711 680,00  
613 320,00

TOTAL

1 325 000,00

**CURRENT YEAR - ANNÉE COURANTE**

1997-1998

Original amount / Montant original

Supplement / Supplément

Total authorized / Total autorisé année  
current year / courante

**FUTURE YEAR(S) - ANNÉES(S) SUBSÉQUENTE(S)**

199 - 199

Subsequent fiscal / Années financières  
years / subséquentes

Total authorized / Total autorisé année en cours  
all fiscal years / et années subséquentes

I approve the grant or contribution  
J'approuve la subvention ou la contribution

I.P.U. No. - No UC

I certify that the appropriate terms/conditions have been met  
J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

Hilaire Lemoine (signature)

Date

Type of funding - Type de financement

Program  
Programme

Project  
Projet

Capital  
Immobilisation

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From/de

To/à

Signature

Date

**RECOMMANDATION D'APPROBATION AU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN**

*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise  
en oeuvre de la gestion des écoles françaises*

Demande de 1997-1998

Direction générale des Programmes d'appui aux langues officielles

## CONTEXTE

Le 5 novembre 1994, les gouvernements du Canada et du Manitoba signaient une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. L'entente a pour but d'améliorer l'accès de la minorité de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français.

Le Canada s'est engagé à contribuer jusqu'à 15 M\$ sur une période de 5 ans envers les dépenses raisonnables encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) pour les initiatives suivantes :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion,
- b) les programmes destinés à l'enseignement en français langue première,
- c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés langagières des élèves, et
- d) les immobilisations d'établissements scolaires.

## DEMANDE DE FINANCEMENT

La demande de la province pour l'exercice financier 1997-1998 s'élève à 2 650 000 \$. De ce montant, 485 391 \$ serviront à couvrir les dépenses et activités liées à la mise en oeuvre et au fonctionnement de la structure de gestion, 1 926 665 \$ au financement des programmes destinés à l'enseignement du français et 237 944 \$ au financement des programmes d'accueil en français.

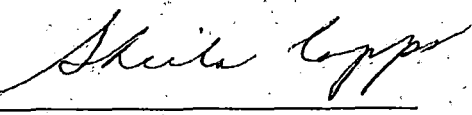
Les projets soumis par le Manitoba correspondent aux objectifs de l'entente et visent à assurer aux francophones un système d'éducation adéquat dans leur langue.

## RECOMMANDATION

Conformément aux dispositions de l'entente, nous vous recommandons d'approuver 2 650 000 \$ pour les activités et projets envisagés par la province en matière de gestion scolaire en français.

Si vous êtes d'accord avec la recommandation, nous vous saurions gré de signer la présente note et la lettre ci-jointe à la ministre de l'Éducation.

Date : SEP 16 1997

Approuvé :   
Sheila Copps

P.j.

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

**APPROVED PROJECTS AND ACTIVITIES IN 1997-1998**

	Federal contribution \$
<b>A) <i>Establishment and operations of the governance structure</i></b>	
Transitional staff	198 250
Divisional structure and Governance	273 116
Equipment rental and purchase	14 025
Subtotal	485 391
<b>B) <i>Programs designed specifically for French first language instruction</i></b>	
Equity in program delivery	1 625 637
Music equipment	57 168
Technology project	40 600
Cultural activities	101 811
Physical Education and sport	61 174
Writing project	14 375
Library automation	25 900
Subtotal	1 926 665
<b>C) <i>Programme d'accueil</i></b>	
Coordination	17 637
Personnel	134 157
Auxiliary staff	80 357
Training	1 475
Pedagogical material and services	4 318
Subtotal	237 944
<b>TOTAL</b>	<b>2 650 000</b>

# Langues officielles dans l'enseignement Manitoba 1997-1998

**Entente bilatérale:**  
Sous-entente(titre):

**Entente spéciale: X Gestion**  
Sous-entente (titre):

## AVIS D'ENGAGEMENT

## DEMANDE DE PAIEMENT

<u>Entente bilatérale</u>								
Infrastructure	Code	Montant	Total	Montant	%	Total		
a) Transfert du minimum	6401	0.00		0.00	25	0.00		
b) Écoles indépendantes	6401	0.00		0.00	25	0.00		
Total partiel (Infrastructure)	7201	0.00						
		0.00	0.00		0	0.00		
Élaboration et développement de programme	Code	Minimum 7000	Fonds supp. 7100	Total	Min. gar.	Fonds supp.	%	Total
a) Écoles indépendantes/privées (7300)	02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Formation et perfectionnement des enseignants	01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Appui aux étudiants	03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Autres catégories de dépenses de programme	04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)	06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00
	Total (Entente bilatérale)			0.00	TOTAL			0.00
<u>Entente spéciale</u>	Code	Gestion (6900)	Fonds supp. (7107)	Total			%	
Gestion scolaire	01	2,650,000.00	1,325,000.00	2,650,000.00	1,325,000.00	0.00	50	1,325,000.00
Établissements postsecondaires	02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Centre scolaire-communautaire et établissements scolaires	03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Programmation, bourses	04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Total (Entente spéciale)		2,650,000.00	0.00	2,650,000.00	1,325,000.00	0.00		1,325,000.00
	Minimum							
Transfert au Programme des moniteurs		0.00	0.00	0.00				
<u>Années antérieures</u>								
Recouvrement				0.00				0.00
Montant dû				0.00				0.00
TOTAL GLOBAL				2,650,000.00	1,325,000.00			

REMARQUES:

Premier paiement

APPROBATION:

M. Blain-Chambers  
Agent de programme

28/07/97  
Date

Rise Lugin  
Gestionnaire

29/07/97  
Date

R. Lugin  
Administration

07 07 30  
Date  
002100



## DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

Case postale 204 485 chemin Dawson

Lorette MB R0A 0Y0

Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

1-800-699-3736

Président : Aurèle Boisvert

Vice-présidente : Carmelle Mulaire

Le 19 août 1997

L'honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

Madame Copps,

Conscient du fait que les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces sont sur le point d'être re-négociées, je viens par la présente répéter notre demande pour vous rencontrer, si possible, avant la fin septembre ou début octobre.

Nous aimerions entre autre vous entretenir au sujet des défis qui nous attendent ainsi que des besoins que nous avons afin de s'assurer que notre minorité francophone puisse avoir accès à une éducation de qualité égale et même supérieure à celle de nos confrères anglophones majoritaires. Nous voudrions aussi discuter de nos besoins relatifs au financement de l'éducation française à court et à long terme.

En attendant une réponse dans un avenir rapproché, je vous prie d'agréer, Madame Copps, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président de la Commission scolaire franco-manitobaine,

Aurèle Boisvert

/nf

cc M. Ronald Duhamel, député de Saint-Boniface

Revisé / Revised : 12 September 1997

DATE	LIEU / LOCATION	ACTIVITÉ OU ÉVÉNEMENT/ ACTIVITY OR EVENT	GROUPES CIBLES TARGET GROUP	CONTACT	PRIORITÉ/ PRIORITY	RECOMMANDATION - COMMENTAIRES/ RECOMMENDATION - COMMENTS
fin septembre ou début octobre	Patrimoine canadien Ottawa	<p>M. Aurèle Boisvert, président de la Commission scolaire franco-manitobaine vous a écrit le 20 juin dernier pour solliciter une rencontre au nom des présidents(es) des commissions scolaires françaises de l'Ouest et du Yukon.</p> <p>M. Briskin lui a écrit et l'a informé qu'il les rencontrerait à votre place. En réponse à cette lettre, M. Boisvert vous a écrit de nouveau le 19 août pour réitérer sa demande de vous rencontrer personnellement.</p> <p>Numéro d'invitation / Invitation Number IN97-03167 (b)</p>	Présidents (es) et directions générales des commissions scolaires françaises de l'Ouest et du Yukon.	Michèle Blais-Chauvin	1	<p><b><u>DESCRIPTION DE L'ORGANISME / DESCRIPTION OF THE ORGANIZATION</u></b></p> <p>Commissions scolaires françaises de l'Ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) et du Yukon responsables de l'enseignement dans la langue de la minorité.</p> <p><b><u>DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT / DESCRIPTION OF THE EVENT</u></b></p> <p>Les représentants des commissions scolaires françaises veulent vous sensibiliser à leur situation depuis la création de leurs différentes commissions scolaires et vous faire part de leurs préoccupations en ce qui a trait à leur financement à long terme, particulièrement lorsque les différentes ententes de gestion scolaire viendront à échéance dans les prochaines années.</p> <p>Ils voudront en savoir davantage sur le renouvellement du Programme des langues officielles dans l'enseignement et plus particulièrement en ce qui concerne les fonds qui assureront l'avenir de la gestion scolaire.</p> <p><b><u>CONTRIBUTION</u></b></p> <p>Financement annuel sous le Programme des langues officielles dans l'enseignement.</p> <p><b><u>PARTICIPATION ANTICIPÉE À L'ÉVÉNEMENT / ANTICIPATED PARTICIPATION AT THE EVENT</u></b></p> <p>Rencontre</p> <p><b><u>JUSTIFICATION</u></b></p> <p>Cette rencontre de consultation s'inscrit dans le cadre de la Relance des programmes des langues officielles qui sera présenté au cabinet cet automne.</p>

*M. Briskin*

**BUREAU OF MINISTERIAL EVENTS  
(BME)**

**BUREAU DES ÉVÉNEMENTS MINISTÉRIELS  
(BEM)**

To:  
À :

*Brigitte Lemaire (RPR)*

Fax :

From: Fernande Martial (819-994-3800) /

Christine Buissière (819-997-3364) /

De : Ministerial Invitations for Honourable Sheila Copps /  
Invitations ministérielles de l'honorable Sheila Copps

Fax : (819) 997-5150

**OBJECT/SUJET:**

Attached is:  
ci-joint :

☐

Daily Report/  
Rapport quotidien

☐

B.F. Report /  
Rapport de suivi

Request for:  
Demande de :

☒

**FICHE.** Please  
return by CCMail. / **FICHE** S.V.P.  
retourner par courrier électronique.

☐

Briefing Note /  
Note d'info

☐

Scenario / Sequence of Events  
Scénario / Séquence d'événements

File number:.....3167.....  
Numéro de dossier:.....

Due date:.....15.9.97.....  
Date d'échéance:.....

97.9.9.

Date

*Christine Buissière*

From/De

43

No. pages



**DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49**

Case postale 204 485 chemin Dawson

Lorette MB R0A 0Y0

Tél : (204) 878-9399 Téléc : (204) 878-9407

1-800-699-3736

**Président : Aurèle Boisvert****Vice-présidents : Carmelle Mulaire**

Le 19 août 1997

L'honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

No. Invitation

3167 (b)

Resp. / Lead

RPR

CC:

CI

07/09/97 14:21/16

Madame Copps,

Conscient du fait que les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces sont sur le point d'être re-négociées, je viens par la présente répéter notre demande pour vous rencontrer, si possible, avant la fin septembre ou début octobre.

Nous aimerions entre autre vous entretenir au sujet des défis qui nous attendent ainsi que des besoins que nous avons afin de s'assurer que notre minorité francophone puisse avoir accès à une éducation de qualité égale et même supérieure à celle de nos confrères anglophones majoritaires. Nous voudrions aussi discuter de nos besoins relatifs au financement de l'éducation française à court et à long terme.

En attendant une réponse dans un avenir rapproché, je vous prie d'agréer, Madame Copps, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président de la Commission scolaire franco-manitobaine,

Aurèle Boisvert

/nf

cc M. Ronald Duhamel, député de Saint-Boniface

**APPRENDRE ET GRANDIR ENSEMBLE**

09/12/97 FRI 08:53 FAX 204 983 5365

CDN ID&amp;DEV-MAN

0004

FILE No. 124 09/09 '97 09:22 ID:BEM/BME

819 997 5150

PAGE 3

**DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49**

Case postale 204 485 chemin Dawson

Lorette MB R0A 0Y0

Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

1-800-699-3736

**Président : Aurèle Boisvert****Vice-présidente : Carmelle Mulaire**

Le 20 juin 1997

No. Invitation

3167

Resp. / Lead

C.T.

CC:

(acc)

L'Honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

Madame Copps,

Je vous écris au nom des président.e.s des commissions scolaires françaises de l'Ouest et du Yukon. Mes collègues m'ont demandé de faire les démarches nécessaires pour que nous puissions vous rencontrer à Ottawa vers la mi-octobre 1997, à un moment qui vous convienne. Je vous prie de nous réserver du temps dans un calendrier qui est sans doute déjà bien occupé.

Nous voulons partager avec vous en premier lieu, les réussites que nous avons vécues depuis la création de nos commissions scolaires respectives. Ensuite nous désirons vous faire part des besoins que nous avons en commun, et ceux que chaque conseil a en particulier, relatifs au financement continu et à long terme de nos commissions scolaires.

En attendant une réponse dans un avenir rapproché, je vous prie d'agréer, Madame Copps, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président de la Commission scolaire franco-manitobaine,

Aurèle Boisvert

/nf

**APPRENDRE ET GRANDIR ENSEMBLE**

**DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49***«Apprendre et grandir ensemble»*

② Copies  
faites  
Yvan

①

**Destinataire :** Monsieur Hilaire Lemoine**Télécopieur :** 819 953-9353**Expéditeur :** Léo Robert**Date :** Le 29 août 1997**Pages :** 8

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionnés et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner à l'expéditeur.trice ou l'opérateur.trice immédiatement par téléphone, au numéro suivant: 878-9399. Merci.

# télécopie

Expéditeur...

Division scolaire franco-manitobaine n° 49  
Case postale 204  
485, chemin Dawson  
Lorette MB R0A 0Y0

(204) 878-9399  
Télécopieur: (204) 878-9407



## DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N°49

Case postale 204 485 chemin Dawson

Lorette MB R0A 0Y0

Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407

1-800-699-3736

<http://www.dsfm.mb.ca>

**Directeur général : Léo Robert**

**Secrétaire-trésorier : André Chaput**

Le 29 août 1997

Monsieur Michel Briskin  
Conseiller politique  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

Je suis désolé du délai de temps requis pour vous faire parvenir une copie des lettres provenant des commissions scolaires francophones de l'ouest. Je vous fais parvenir copies des lettres promises lors de notre discussion téléphonique.

J'attends donc de vos nouvelles afin de connaître les suivis qui y seront apportés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,

Léo Robert

/nf

pièces jointes (5)



# DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

Case postale 204 485 chemin Dawson  
Lorette MB R0A 0Y0  
Tél. : (204) 878-9399 Téléc. : (204) 878-9407  
1-800-699-3736

*Lise / Pierre*

Président : Aurèle Boisvert

Vice-présidente : Carmelle Mulaire

Le 19 août 1997

L'honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull QC K1A 0M5

No. Invitation 3167 (b)  
Resp. / Lead RPR  
CC: CI

1977 AUG 20 PM 2 46  
MIN

Madame Copps,

Conscient du fait que les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces sont sur le point d'être re-négociées, je viens par la présente répéter notre demande pour vous rencontrer, si possible, avant la fin septembre ou début octobre.

Nous aimerions entre autre vous entretenir au sujet des défis qui nous attendent ainsi que des besoins que nous avons afin de s'assurer que notre minorité francophone puisse avoir accès à une éducation de qualité égale et même supérieure à celle de nos confrères anglophones majoritaires. Nous voudrions aussi discuter de nos besoins relatifs au financement de l'éducation française à court et à long terme.

En attendant une réponse dans un avenir rapproché, je vous prie d'agréer, Madame Copps, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président de la Commission scolaire franco-manitobaine,

*Aurèle Boisvert*

Aurèle Boisvert

/nf

cc M. Ronald Duhamel, député de Saint-Boniface



## Conseil général des écoles fransaskoises

3850 rue Hillsdale, bureau 200 Regina (Sask.) S4S 7J5  
Téléphone: (306) 757-7541 Télécopieur: (306) 757-2040 csfsadm@sk.sympatico.ca

le 20 août 1997

TÉLÉCOPIÉ/FAXED

97/08/20

Madame Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien  
15, rue Eddy (12<sup>e</sup> étage)  
Hull (Québec) K1A 0M5

Madame la ministre,

En juin dernier, monsieur Aurèle Boisvert, président de la Division scolaire franco-manitobaine, vous adressait une demande au nom des composantes d'éducation francophone de l'Ouest et du Nord à l'égard d'une rencontre tôt cet automne. Cette rencontre adresserait les besoins financiers à long terme pour assurer le parachèvement de la gestion scolaire francophone et pour maintenir les moyens garantissant l'équivalence des services éducatifs dirigés à la jeunesse francophone et ceux dirigés à la jeunesse de la majorité anglophone.

Lors de la réunion de l'ACELF au début août, monsieur Boisvert nous a saisis de votre réponse. De même que nos homologues des autres provinces de l'Ouest et territoires du Nord, nous trouvons nécessaire de vous rencontrer tôt en septembre. À ce moment, nous vous partagerons notre évaluation des trois premières années de la gestion scolaire francophone en milieu minoritaire et vous dresserons le tableau de nos besoins en vue de palier aux effets néfastes de l'assimilation que nous avons subis pendant près d'un siècle.

Le CMEC se rencontrera à Saskatoon le 23 septembre prochain. Devez-vous y assister? Si tel en était le cas, le Conseil général des écoles fransaskoises se ferait un plaisir et un honneur de participer à l'organisation d'une rencontre entre vous-même et les représentantes et représentants désignés par les autres composantes d'éducation francophone de l'Ouest et du Nord.

Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

  
pour Francine Kenzle  
Présidente, Conseil général des écoles fransaskoises

c.c. Ralph Goodale, Ministre des Ressources naturelles et député de Regina-Wascana

D:\BUREAU\CSF\PATCAN\METROE.VPO

L'éducation fransaskoise... à la portée de la main



le 20 août 1997

*Conseil général des écoles fransaskoises*3850 rue Hillsdale, bureau 200 Regina (Sask.) S4S 7J5  
Téléphone: (306) 757-7541 Télécopieur: (306) 757-2040 csfsadm@sk.sympatico.ca

TÉLÉCOPIÉ / FAXED

97/08/20

Monsieur Ralph Goodale  
Ministre des Ressources naturelles  
Salle 407 - Bureau de la confédération  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le ministre,

Veuillez trouver ci-inclus, copie de la lettre que nous avons adressée à votre collègue, la ministre du Patrimoine canadien, madame Sheila Copps. Comme vous pouvez le constater, les porte-parole des composantes d'éducation francophone de l'Ouest et du Nord souhaitent la rencontrer bientôt pour lui présenter leurs besoins d'aide financière dans les années à venir afin de maintenir l'offre de services éducatifs dispensés aux élèves francophones équivalents à ceux offerts aux élèves de la majorité anglophone.

Nous, de la composante fransaskoise, comptons sur votre grand intérêt à ce dossier ainsi qu'à votre engagement au développement de la communauté fransaskoise pour faire valoir auprès de madame Copps l'importance d'une telle rencontre. En ce temps d'élaboration des priorités politiques et financières du gouvernement fédéral, il est impensable que les conseillers et conseillères élus pour gérer l'éducation francophone dans les territoires du Nord et des provinces de l'Ouest n'aient pas droit à un forum pour présenter eux-mêmes leurs besoins financiers des cinq prochaines années coïncidant avec le renouvellement de l'entente bilatérale en éducation.

De plus, le Conseil général souhaite vous rencontrer, de préférence avant le 23 septembre 1997. Lors de cette rencontre, nous vous dresserons un tableau des trois premières années de la gestion française en Saskatchewan et nous en profiterons pour discuter avec vous des urgences, des priorités et des besoins financiers des cinq prochaines années et des années subséquentes.

Serait-il possible que votre adjointe en Saskatchewan contacte le directeur général du CGEF, Florent Bilodeau, pour coordonner une rencontre de 30 à 40 minutes dans les semaines à venir?

Veuillez, agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

pour Francine Kenzle  
Présidente, CGEF

Pièce jointe: lettre à Madame Sheila Copps

D:\BUREAU\CGEF\PATCAN\BO70020.WPD

*L'éducation fransaskoise... à la portée de la main*

Commission scolaire francophone du Yukon no. 23  
C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6

le 20 août 1997

L'Honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12e étage  
Hull (Québec) K1A 0M5

Madame Copps,

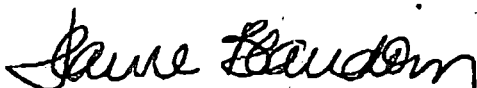
Les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces et territoires sont sur le point d'être renégociées, et nous aimerions avoir l'occasion de vous rencontrer avant la fin septembre ou début d'octobre.

Vous connaissez les nombreux défis que nous avons à relever en tant que francophones vivant en milieu minoritaire. Dans le cas du Yukon, vous savez aussi que nous terminons notre première année comme Commission scolaire. Grâce à votre appui, nous avons enfin pu, l'an dernier, offrir à toute la population franco-yukonnaise des services éducatifs en français dans notre nouvelle école. La coquille est là, mais il nous faut étoffer les services qui assureront une éducation de qualité égale et même supérieure à celle de nos confrères anglophones majoritaires.

Lors du Symposium de la CNPF à Ottawa en octobre 1996, nous avons été fortement impressionnés par votre discours d'appui envers la réalité et la survie francophone au Canada. Nous comptons donc sur votre écoute et votre compréhension : une rencontre au sujet de nos besoins de financement à court et à long terme est des plus importantes pour nous.

Espérant de vos nouvelles sous peu, nous vous prions d'agréer, Madame Copps, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La présidente de la Commission scolaire francophone du Yukon # 23.



Jeanne Beaudoin



03/29/97 VEN 10:17 FAX 204 878 9407  
26-08-97 18:50 De-CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE

DSFM

504-214-9881

E-395 P.01/01 Tray875

006

*Le programme francophone...  
l'éducation en français  
par excellence.*



*Francophone Program...  
the highest standards in  
French education.*

Vancouver, le 21 août 1997

L'honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine Canadien  
Ministère du Patrimoine Canadien  
Édifice Jules Léger  
15, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Hull (Québec)  
K1A 0M5

Post-It™ Fax Note		7671E	Date	# of Pages
To	Lio		From	Raymond
Co./Dept.			Co.	
Phone #	(604) 878-9407		Phone #	
Fax #			Fax #	

Madame Copps,

Je vous écris en tant que présidente du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. Le 28 juillet 1997, le gouvernement provincial accordait au Conseil scolaire francophone le statut légal si longtemps attendu.

Nous sommes conscients que les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces sont sur le point d'être reconduites pour un autre cinq ans et que la signature des ententes spéciales entre le gouvernement fédéral et les provinces se termine en mars 1999.

Nous aimerions cependant pouvoir discuter avec vous de la nécessité d'un financement continu et à long terme pour appuyer l'éducation francophone en Colombie-Britannique. Il est aussi essentiel de discuter d'un plan d'immobilisation qui fait partie de notre plan directeur.

À cet effet, nous vous saurions gré de nous réserver du temps dans votre calendrier qui est sans doute déjà bien chargé.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame Copps, nos respectueuses salutations.

La présidente du Conseil scolaire francophone  
de la Colombie-Britannique

Nicole Hennessey

RO/ha

ha/adm/hancopps210897



Éducation francophone

## Conseil scolaire régional du Centre-Nord N° 4

#301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury (91<sup>e</sup> rue), Edmonton (Alberta) T6C 3N1  
Téléphone (403) 468-6440 Sans frais 1-800-248-6886  
Télécopieur (403) 440-1631

Edmonton, le 19 août 1997

L'Honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien  
Ottawa (Ontario)  
TSJ 4C3

# COPIE

Madame la Ministre,

Au nom du Conseil scolaire régional du Centre-Nord, je tiens à souligner l'importance d'une rencontre avec vous afin de discuter du rôle primordial que Patrimoine canadien a joué dans la mise en oeuvre des conseils scolaires francophones et du rôle que votre Ministère devra continuer à jouer afin d'assurer notre plein développement.

Depuis l'obtention de la gestion scolaire francophone en Alberta en avril 1994, notre Conseil n'a pas tardé d'assurer la bonne gestion des cinq écoles francophones qui lui étaient confiées. Depuis, le Conseil a assumé la gestion de l'école francophone à Lethbridge, a ouvert trois écoles à Saint-Albert, Red Deer et à Edmonton et étudie la possibilité de mettre sur pied un programme français à Whitecourt. Toutes nos neuf écoles sont en plein essor mais le nombre d'élèves ayants droit présentement inscrits n'atteint à peine que les 15% du potentiel des ayants droit. Il reste tellement à faire tant au niveau des inscriptions que de la promotion, du recrutement, de l'expansion des niveaux scolaires, des programmes et des services à la clientèle!

Devant ce nombre considérable de défis, notre plus grande préoccupation est de nous retrouver limités par les contraintes des formules administratives imposées par la province, ce qui pourrait nous empêcher de faire évoluer le projet de l'éducation francophone en Alberta. De plus, advenant la perte d'appui financier de Patrimoine canadien, il nous serait impossible de répondre à notre mandat découlant de la Charte d'offrir une gestion, des écoles, des programmes et des services équitables et équivalents à ceux de la majorité.

En 1994, votre Ministère a signé une entente de cinq ans avec le Gouvernement de l'Alberta pour faciliter la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone. Ce que nous constatons de plus en plus est que sans un maintien continu de fonds supplémentaires du Gouvernement fédéral, notre Conseil ne pourra pas répondre aux besoins de sa clientèle et encore moins répondre aux besoins émergents tels la francisation, l'expansion des programmes, l'ouverture de nouvelles écoles, le maintien de maternelle à temps plein, l'animation des jeunes, la formation et perfectionnement du personnel, la technologie pour l'éducation à distance et l'école virtuelle, la récupération des ayants droit anglo-dominants et enfin, la promotion et le recrutement.

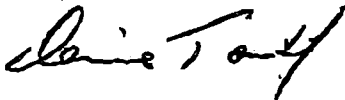
08/29/97 VEN 10:18 FAX 204 878 9407

DSFM  
Conseil du Centre-nord

008  
003

Voilà les préoccupations et les défis majeurs que nous voudrions discuter avec vous lors de votre séjour à Saskatoon en septembre. Il me ferait plaisir de m'y rendre avec mes homologues de l'Ouest pour en discuter davantage. Il est crucial à la survie des conseils et des écoles francophones en Alberta que le Gouvernement fédéral s'engage à la reconduction de Mesures spéciales par le truchement d'une entente visant à appuyer les efforts continus de mise en oeuvre de la gestion scolaire en Alberta.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.



Denis Tardif  
Président du Conseil

cc Michel Briskin

p:\win\hpl\letrc\ooppa2

C10L



Conseil  
de l'école  
nouvelle

C.P. 249, Saint-Paul, AB T0A 3A0  
Téléphone (403) 645-3888 Télécopieur (403) 645-2045

L. Noel

le 19 août 1997

No. Invitation 3393  
Resp. / Lead. RPAC  
CC: CI

SEP 5 1997  
11 23

L'honorable Sheila Copps  
Ministère du Patrimoine canadien  
Édifice Jules-Léger  
15, rue Eddy, 12e étage  
Hull (QC)  
K1A 0M5

Madame Copps,

Conscient du fait que les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec l'Alberta sont sur le point d'être renégociées, je viens, par la présente, vous demander de nous rencontrer le plus tôt que possible.

Nous aimerons vous entretenir sur les défis et les besoins ainsi que les façons d'assurer la continuité de la composante francophone du système scolaire albertain.

En attendant une réponse dans un avenir rapproché, je vous prie d'agréer, Madame Copps, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,

  
Vital Ouellette

8134-7-1-97

Minister  
of Canadian Heritage

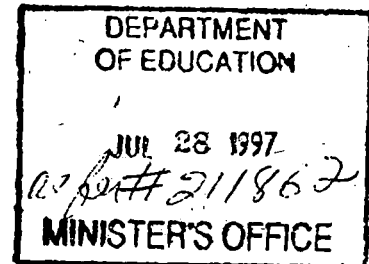


Ministre  
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JUL 22 1997

The Honourable Linda G. McIntosh, M.L.A.  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8



Dear Mrs. McIntosh:

I am writing to you about the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I understand that the Agreement must be amended in order to allow some changes in the distribution of Canada's contribution to Manitoba between categories of expenditures.

You will find attached four copies of the amended document which I have already signed. Would you please sign all copies and return two (one in English and one in French) to me. (attached)

Thank you for your co-operation in this matter. I look forward to continuing to work with you to enhance official-language education in your province.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA - MANITOBA RELATIVE  
À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

MODIFICATION apportée ce 22<sup>e</sup> jour de juillet 1997

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada», représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba», représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises, conclue le 5 novembre 1994 de la façon suivante :

**1. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

La clause 3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La répartition de la contribution du Canada entre les catégories suivantes sera déterminée annuellement par les deux parties :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b) les programmes;
- c) le programme d'accueil;
- d) les immobilisations.

**2. PRÉSÉANCE**

Toutes les autres clauses de l'entente spéciale demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente spéciale signée le 5 novembre 1994.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

  
Ministre du Patrimoine canadien

  
Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba

  
Témoin

  
Témoin

**AMENDMENT TO THE CANADA - MANITOBA SPECIAL AGREEMENT FOR THE  
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

Amendment made on this 22 day of July, 1997.

BETWEEN: **THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **THE GOVERNMENT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the mutual covenants herein agree to amend the Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance executed on November 5, 1994 as follows:

**1. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

Clause 3.1 is deleted and replaced by the following :

- 3.1** Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15 000 000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, towards the eligible expenses incurred by Manitoba.

The distribution of Canada's contribution between the following categories will be determined yearly by both parties :

- a) the establishment and operations of the governance structure
- b) the programs
- c) the programme d'accueil
- d) the capital projects

**2. PRECEDENCE**

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Special Agreement dated November 5, 1994.

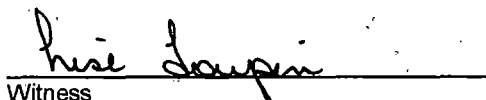
IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

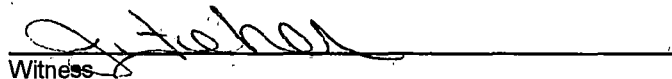
**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF MANITOBA**

  
Minister of Canadian Heritage

  
Minister of Education and Training

  
Witness

  
Witness



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

Notre référence Our file

SP97-04646  
8134-7-1-97  
JUL - 4 1997

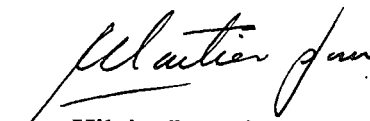
NOTE À L'INTENTION DE MICHEL BRISKIN

SUITE : ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA  
MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° Comme suite à votre demande, vous trouverez ci-joint une fiche d'information sur deux dossiers d'importance pour la communauté franco-manitobaine : le financement du Collège universitaire de Saint-Boniface et l'entente fédérale-provinciale sur le développement du marché de travail. La présente est complémentaire au dossier SP97-04646 acheminé à votre bureau.

  
Hilaire Lemoine

P.j.

cc. Marie-Geneviève Mounier  
Suzanne Besner

Canada





## **FICHE D'INFORMATION : COMMUNAUTÉ FRANCO-MANITOBAINE**

### **1. Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB)**

En avril dernier, la ministre Copps accordait une deuxième fois une contribution identique à celle du gouvernement manitobain au CUSB pour lui permettre de surmonter ses difficultés financières.

Les représentants du programme d'appui aux langues officielles et du ministère de l'éducation du Manitoba se sont rencontrés en juin pour entamer des discussions sur une entente spéciale sur le développement du CUSB afin d'assurer un financement à long terme. Ils ont également rencontré la présidente et le recteur de cet établissement.

Les discussions ont été très positives puisque tout indique que la province est disposée à consentir des fonds nouveaux pour stabiliser la situation du Collège. Au cours de l'été, la province discutera avec le Collège en vue d'étoffer le dossier et préciser le plan d'affaires préparé par le recteur. Ce dernier a offert sa collaboration entière et s'est dit rassuré quant aux sérieux manifestés par les deux gouvernements. Nous sommes confiants que les ministres pourront signer une entente en janvier 1998.

### **2. Entente fédérale-provinciale sur le développement du marché du travail**

En réponse aux préoccupations de la communauté face à l'absence de clauses garantissant le maintien par la province des programmes et services touchant la communauté franco-manitobaine, une clause a été incluse à cet effet dans le protocole d'entente signé par le sous-ministre du Ministère de l'Éducation et de la formation de la main-d'œuvre du Manitoba et le directeur général du Ministère du développement des ressources humaines.

Dans un communiqué de presse émis au lendemain de la signature de l'entente fédérale-provinciale, la Société franco-manitobaine (SFM) se disait satisfaite des garanties contenues dans l'entente quant à la prestation active des programmes et services en français. Elle recommandait néanmoins aux deux gouvernements de voir à la mise sur pied d'un mécanisme pour assurer le respect des dispositions linguistiques de l'entente, faute d'accès à un recours officiel en cas de non respect desdites dispositions.

La proposition a été bien accueillie et un comité devrait être mis sur pied prochainement. La SFM compte suivre le dossier de près.

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Hull, Canada K1A 0M5

JUL 22 1997

The Honourable Linda G. McIntosh, M.L.A.  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing to you about the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I understand that the Agreement must be amended in order to allow some changes in the distribution of Canada's contribution to Manitoba between categories of expenditures.

You will find attached four copies of the amended document which I have already signed. Would you please sign all copies and return two (one in English and one in French) to me.

Thank you for your co-operation in this matter. I look forward to continuing to work with you to enhance official-language education in your province.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

002121

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA - MANITOBA RELATIVE  
À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

MODIFICATION apportée ce 22<sup>e</sup> jour de juillet 1997

ENTRE : **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada», représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba», représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises, conclue le 5 novembre 1994 de la façon suivante :

**1. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

La clause 3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La répartition de la contribution du Canada entre les catégories suivantes sera déterminée annuellement par les deux parties :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b) les programmes;
- c) le programme d'accueil;
- d) les immobilisations.

**2. PRÉSÉANCE**

Toutes les autres clauses de l'entente spéciale demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente spéciale signée le 5 novembre 1994.

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle du Manitoba

  
Témoine

\_\_\_\_\_  
Témoine

**AMENDMENT TO THE CANADA - MANITOBA SPECIAL AGREEMENT FOR THE  
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

Amendment made on this 22 day of July, 1997.

**BETWEEN:** **THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

**AND:** **THE GOVERNMENT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the mutual covenants herein agree to amend the Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance executed on November 5, 1994 as follows:

**1. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

Clause 3.1 is deleted and replaced by the following :

**3.1** Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15 000 000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, towards the eligible expenses incurred by Manitoba.

The distribution of Canada's contribution between the following categories will be determined yearly by both parties :

- a) the establishment and operations of the governance structure
- b) the programs
- c) the programme d'accueil
- d) the capital projects

**2. PRECEDENCE**

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Special Agreement dated November 5, 1994.

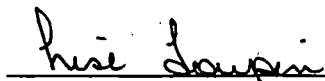
**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF MANITOBA**

  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education and Training

  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)  
K1A 0M5

Hull, Quebec  
K1A 0M5

le 30 juin 1997

**NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS**

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION  
DES ÉCOLES FRANÇAISES**

Pour signature

**RÉSUMÉ**

- ° Les gouvernements du Canada et du Manitoba ont conclu le 5 novembre 1994 une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises (copie ci-jointe).
- ° L'amendement proposé vise à simplifier l'administration de cette entente parce qu'il est plus facile pour le Manitoba de prévoir sur une base annuelle, les besoins d'encaisse par catégorie de dépenses.
- ° Toute modification à l'entente est sujette à votre approbation, de même qu'à celle de votre homologue provinciale. Nous vous soumettons ci-joint pour signature une lettre à la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba l'invitant à signer la modification à l'entente mentionnée ci-dessus.

**Contexte**

- ° Les gouvernements du Canada et du Manitoba ont conclu le 5 novembre 1994 une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.
- ° Les représentants du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba nous ont informés qu'il leur était difficile de prévoir les besoins d'encaisse par catégorie de dépenses pour la durée de l'entente tel que stipulé à la clause 3.1 de l'entente initiale.

.../2

- 2 -

- ° Ils ont indiqué qu'il serait beaucoup plus pratique de pouvoir déterminer la répartition de la contribution du Canada de façon annuelle.

### **Considérations**

- ° La modification vise à donner la flexibilité budgétaire nécessaire à l'utilisation maximale des crédits du Ministère; elle ne touche en rien le montant total de la contribution fédérale approuvée pour le projet.
- ° La modification proposée est conforme aux modalités de l'entente et vise à permettre au Manitoba une répartition mieux appropriée de la contribution fédérale.

### **Recommandation**

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe à la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba et les quatre copies de la Modification à l'entente spéciale.



Suzanne Hurtubise

Préparé par :

Michèle Blais-Chauvin, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-2222

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION  
OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA  
GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

THIS SPECIAL AGREEMENT was made this 5<sup>th</sup> day of November 1994.

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce 5<sup>e</sup> jour de novembre 1994.

**BETWEEN:** THE GOVERNMENT OF CANADA, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Communications of Canada, hereinafter referred to as "the Minister",

**AND:** THE GOVERNMENT OF MANITOBA, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**ENTRE :** LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ci-après appelé «Canada», représenté par le ministre des Communications du Canada, ci-après appelé «le ministre»,

**ET :** LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA, ci-après appelé «Manitoba», représenté par le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**WHEREAS** the Canadian Constitution and in particular the Canadian Charter of Rights and Freedoms as well as the Official Languages Act recognize English and French as the official languages of Canada, and that the Government of Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**ATTENDU QUE** la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le gouvernement du Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**WHEREAS** education, as a provincial jurisdiction, requires that Manitoba determine the objectives, outline the contents, identify the priorities and make the evaluation of its programs in French minority-language education;

**ATTENDU QUE** l'éducation, étant du ressort de la province, le Manitoba doit déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité, et en faire l'évaluation;

**WHEREAS** Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadian citizens belonging to the English- or French-language minority in a province to have their children educated in their own language, where numbers warrant;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**WHEREAS** Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

**ATTENDU QUE** le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**ATTENDU QUE** la Cour suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Manitoba has passed the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) afin de mettre en œuvre la politique de gestion des écoles françaises;

**WHEREAS** the Minister of Communications, upon whom were transferred the responsibilities of the Secretary of State, has the mandate, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial governments to offer to members of the official language minority communities education in their own language;

**ATTENDU QUE** le ministre des Communications, qui s'est vu attribuer les responsabilités du Secrétaire d'État, est chargé, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**AND WHEREAS** Canada has approved a series of special measures aimed at enhancing the official language minorities access to school governance and post-secondary education for the French-speaking minorities in this country;

**ET ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer l'accès des minorités de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français;

**NOW THEREFORE, this Special Agreement witnesses that the parties hereto mutually agree as follows:**

**EN CONSÉQUENCE, la présente entente spéciale atteste que les parties conviennent de ce qui suit :**

**1. OBJECTIVE**

- 1.1** The objective of this Special Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the implementation of Francophone Schools governance in accordance with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and in accordance with the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act which was passed in the Manitoba Legislature on July 27, 1993.

**1. BUT**

- 1.1** Le but de la présente entente spéciale est d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue de la mise en oeuvre d'un système de gestion des écoles françaises conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et à la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises), qui fut adoptée à l'Assemblée législative du Manitoba le 27 juillet 1993.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1** Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to provide a contribution toward the additional expenses incurred by Manitoba, through la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 for the following initiatives on Francophone Schools governance:

- a) the establishment and operations of the governance structure;
- b) the programs designed specifically for French first language instruction, including the acquisition or development of teaching and reference materials and the enhancement of cultural programming and activities;
- c) the programme d'accueil designed to improve the French-language skills of pupils whose French-language skills do not meet the language requirements of the Francophone program;
- d) the capital projects for the construction or the renovation of school facilities.

**2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1** Sous réserve des dispositions de la clause 3.1, de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 pour les initiatives suivantes en matière de gestion des écoles françaises :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b) les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première y compris l'acquisition ou l'élaboration de matériel pédagogique et de référence, ainsi que le développement de programmes et activités culturelles;
- c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés en français des élèves dans le cas où ces habiletés ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français;
- d) les immobilisations visant la construction ou la rénovation d'établissements scolaires.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

- 3.1** Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15,000,000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, toward the eligible expenses incurred by Manitoba.

The contribution will be as follows:

- a) the establishment and operations of the governance structure: \$3,883,000;
- b) the programs : \$5,617,000;
- c) the programme d'accueil: \$2,000,000;
- d) the capital projects: \$3,500,000.

**3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La contribution sera répartie comme suit :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion : 3 883 000 \$;
- b) les programmes : 5 617 000 \$;
- c) le programme d'accueil : 2 000 000 \$;
- d) les immobilisations : 3 500 000 \$.



2. The maximum amount of Canada's contribution approved for each fiscal year for each of the initiatives described above will be detailed in the annual Appendices mentioned in Clause 8 of this Special Agreement.

3.3 The terms and conditions governing Canada's contribution concerning, among others, the eligible expenditures and the schedule of payments for the capital projects will be part of an auxiliary agreement between Canada and Manitoba relating to the initiative described in Clause 2.1 d) and will follow prescribed procedures regarding capital facilities in Manitoba.

#### 4. MANITOBA'S CONTRIBUTION

4.1 As against Canada's contribution, Manitoba assumed the start-up costs of the Francophone School Board, including costs related to communications, consultations led by the Francophone Schools Governance Implementation Committee, and the elections of regional committee members and school board trustees. Further, Manitoba agrees to contribute, for the duration of the agreement, a sum at least equivalent to Canada's contribution toward the operation of the minority public schools through the Schools Finance Program over and above Canada's and Manitoba's regular contributions pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

#### 5. ELIGIBLE EXPENDITURE CATEGORIES

5.1 For the purposes of this Special Agreement, the eligible expenditure categories for each of the initiatives listed in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c) may include, among others,:

- a) when applied to expenditures related to the establishment and the operations of the governance structure: salaries and benefits of the transitional staff, honorarium for board members, professional fees, and costs of regular operations including rental of premises, travels, training, publicity and document printing, and renting or purchasing essential furniture and equipment;
- b) when applied to projects related to the development and the implementation of programs: salaries and benefits of teaching and auxiliary staff, costs of teaching material, of library resources, of distance education and of cultural programming;

3.2 La contribution maximale du Canada approuvée pour chaque exercice financier, pour chacune des initiatives, sera précisée dans les Annexes annuelles prévues à la clause 8 de la présente entente spéciale.

3.3 Les modalités de la contribution du Canada en ce qui concerne notamment les dépenses admissibles et le calendrier des versements pour les projets d'immobilisation feront l'objet d'une entente auxiliaire entre le Canada et le Manitoba relative à l'initiative décrite à la clause 2.1 d) et suivant les procédures établies concernant les immobilisations au Manitoba.

#### 4. CONTRIBUTION DU MANITOBA

4.1 En contrepartie à la contribution du Canada, le Manitoba a pris à sa charge les sommes requises pour le démarrage de la Commission scolaire de langue française y compris les frais de communications, de consultation du Comité de la mise en oeuvre des écoles franco-manitobaines, et d'élections des membres des comités régionaux et des commissaires. Le Manitoba s'engage en outre à contribuer, au cours de la durée de l'entente, une somme au moins équivalente à la contribution du Canada pour le fonctionnement des écoles publiques de la minorité par le Programme de financement des écoles et ce, en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

#### 5. CATÉGORIES DE DÉPENSES ADMISSIBLES

5.1 Aux fins de la présente entente spéciale, les catégories de dépenses admissibles pour chacune des initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pourront comprendre, entre autres, :

- a) lorsqu'il s'agit des dépenses relatives à la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion, les salaires et avantages sociaux du personnel de transition, les honoraires des membres de la Commission scolaire, les honoraires professionnels, les frais de fonctionnement incluant la location de locaux, les coûts de déplacement et de la formation, la publicité et l'impression de documents et la location ou les achats de pièces de mobilier et d'équipement essentiels;
- b) lorsqu'il s'agit de projets relatifs au développement et à la mise en oeuvre de la programmation, les salaires et avantages sociaux du personnel enseignant et du personnel auxiliaire, les coûts du matériel pédagogique et des ressources pour les bibliothèques, de l'enseignement à distance et de la programmation culturelle;

- c) when applied to projects related to the programme d'accueil: salaries and benefits of specialists, professional fees, costs of renting and/or purchasing essential furniture and equipment, expenditures normally associated with the production and acquisition of pedagogical materials and costs of training.

## 6. TRANSFERS BETWEEN EXPENDITURE CATEGORIES

- 6.1 Manitoba may transfer funds between different expenditure categories approved within each initiative or project. Manitoba may transfer funds between initiatives and projects mentioned in Clause 5.1 of this Special Agreement, and the capital projects which will be part of an auxiliary agreement, with Canada's written consent. Manitoba must submit any such request to Canada before March 1st of the fiscal year in question.

## 7. PAYMENTS

- 7.1 With regard to Canada's contributions to Manitoba for the initiatives described in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c), for each of the five fiscal years of this Special Agreement, payments shall be made to Manitoba as follows:

a first payment, representing one-half (50%) of Canada's contribution approved for the current fiscal year, will be made within sixty days following receipt and acceptance by the Minister of Manitoba's annual budget which,

when applied to the initiative provided in Clause 2.1 a), will submit detailed forecasted expenditures according to expenditure categories listed in Clause 5.1 a); and

when applied to the initiatives described in Clauses 2.1 b) and 2.1 c), will submit the different projects to be funded by this contribution.

a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution approved for the current fiscal year will be made on or about March 31 of the current year, upon receipt and acceptance by the Minister of:

a certified interim statement of expenditures for the current year providing details of actual expenditures incurred by Manitoba for the ten-month period ending January 31 of the current fiscal year as well as forecasts of anticipated expenditures for the two-month period ending March 31 of the current fiscal year; and

certified final statements of expenditures for the fiscal year ending March 31 of the previous year.

- c) lorsqu'il s'agit des projets relatifs au programme d'accueil, les salaires et avantages sociaux du personnel spécialisé, les honoraires professionnels, les dépenses relatives à l'achat et/ou la location d'équipement, celles relatives à l'acquisition et la production de matériel pédagogique et à la formation.

## 6. TRANSFERTS ENTRE CATÉGORIES DE DÉPENSES

- 6.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différentes catégories de dépenses approuvées pour chacune des initiatives ou projets. Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différents projets et différentes initiatives prévus à la clause 5.1 de cette entente spéciale, et les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente spéciale, avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 1<sup>er</sup> mars de l'exercice financier visé.

## 7. PAIEMENTS

- 7.1 En ce qui concerne les contributions du Canada pour les initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pour chacun des cinq exercices financiers visés par la présente entente spéciale, les fonds seront versés au Manitoba de la façon suivante :

un premier versement, représentant la moitié (50 %) de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours, sera effectué dans les soixante jours suivant la réception et l'acceptation par le ministre du budget annuel du Manitoba le quel budget,

lorsqu'il s'applique à l'initiative prévue à la clause 2.1 a), présentera le détail des dépenses prévues selon les catégories de dépenses présentées à la clause 5.1 a); et

lorsqu'il s'applique aux initiatives prévues aux clauses 2.1 b) et 2.1 c), présentera les différents projets que cette contribution a pour objet de financer.

un deuxième versement ne devant excéder le solde de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours sera effectué le ou vers le 31 mars de l'exercice en cours, suite à la réception et l'acceptation par le ministre :

des états financiers provisoires certifiés pour l'exercice en cours présentant le détail des dépenses réelles encourues par le Manitoba pour la période de dix mois se terminant le 31 janvier de l'exercice financier en cours ainsi qu'une prévision des dépenses pour la période de deux mois se terminant le 31 mars de l'exercice en cours; et

des états financiers finaux certifiés des dépenses pour l'exercice financier se terminant le 31 mars de l'année précédente.

2. The terms and conditions for the payments related to Clause 2.1 d) will be outlined in a separate agreement.

## 8. ANNUAL APPENDICES

- 8.1 Canada and Manitoba agree that there shall be annual appendices to this Special Agreement, which will be prepared at the end of each fiscal year and which will present Manitoba's forecasted costs and Canada's approved contributions toward these costs within the expenditure categories or projects included in the annual expenditure budget mentioned in Clause 7.1.

## 9. SURPLUS

- 9.1 In the event that payments made to Manitoba under this Special Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled in accordance with this Special Agreement, any such surplus is payable forthwith to Canada. Where any surplus payable has not been repaid, an amount equal to the surplus may be retained by Canada from such contribution payments subsequently payable to Manitoba.

## 10. MANAGEMENT

- 10.1 Canada and Manitoba will designate lead officials for purposes of management of this Special Agreement.

## 11. INFORMATION ON COSTS

- 11.1 Canada and Manitoba agree that they must be in a position to assure Parliament and the provincial legislature and the general public that the financial assistance from Canada to Manitoba is used in accordance with this Special Agreement. To this end, Manitoba agrees to provide annually to Canada, sufficient information to show that Canada's contributions have been utilized for the purpose intended in this Special Agreement.

## 12. ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

- 12.1 Manitoba agrees to keep proper accounts and records of the revenues and expenditures for the subject matter of this Special Agreement, including all invoices, receipts and vouchers relating thereto. For the purposes of this Special Agreement, Manitoba shall keep all financial accounts and vouchers and other records for a period of at least three years after the expiry of the Special Agreement.
- 12.2 Manitoba agrees that it shall conduct all financial affairs related to this Special Agreement according to generally accepted accounting principles and practices.
- 12.3 In addition to the financial statements mentioned in Clause 7.1, Manitoba must submit to Canada a final certified statement for 1998-1999 within six months of the end of that fiscal year.

- 7.2 Les modalités de paiements relatifs à la clause 2.1 d) seront établies dans une entente distincte.

## 8. ANNEXES ANNUELLES

- 8.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'il y aura des annexes annuelles à la présente entente spéciale, lesquelles seront préparées dès la fin de chaque exercice financier et qui identifieront les coûts prévus par le Manitoba et les contributions que le Canada a accepté de faire envers ces coûts dans le cadre des catégories de dépenses ou des projets prévus au budget annuel mentionné à la clause 7.1.

## 9. EXCÉDENT

- 9.1 Si les montants versés au Manitoba en vertu de la présente entente spéciale dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit en vertu de la présente entente spéciale, l'excédent devra être remis au Canada. À défaut de quoi, le Canada pourra déduire un montant équivalent de ses contributions ultérieures au Manitoba.

## 10. ADMINISTRATION

- 10.1 Le Canada et le Manitoba désigneront des représentants officiels pour administrer la présente entente spéciale.

## 11. RENSEIGNEMENTS SUR LES COÛTS

- 11.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'ils doivent pouvoir garantir au Parlement et à la législature de la province et au grand public que l'aide financière offerte au Manitoba par le Canada est bien utilisée conformément à la présente entente spéciale. À cette fin, le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des renseignements qui démontreront que les contributions du Canada ont servi dans les buts précisés dans la présente entente spéciale.

## 12. COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS

- 12.1 Le Manitoba accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses relatives à la présente entente spéciale, y compris les factures, reçus et pièces justificatives y afférents. Aux fins de cette entente spéciale, le Manitoba conservera tous les comptes financiers et les pièces justificatives et autres registres pendant au moins trois ans après l'expiration de la présente entente spéciale.
- 12.2 Le Manitoba accepte de gérer toutes les finances reliées à la présente entente spéciale conformément aux principes et pratiques courants de la comptabilité.
- 12.3 Outre les états financiers mentionnés à la clause 7.1, le Manitoba devra soumettre au Canada un état financier final certifié pour l'exercice 1998-1999 dans les six mois suivant la fin de cet exercice.

12.4 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements mentioned in Clause 7.1 and 12.3 refer to statements of expenditures incurred by Manitoba presenting detailed expenditures by expenditure category or approved project in the annual budget of that fiscal year.

12.5 For the purposes of this Special Agreement, the statements of expenditures provided by Manitoba to Canada shall be certified by a senior program officer and a senior financial officer so authorized by Manitoba and agreed to by Canada.

### 13. FINANCIAL AUDIT

13.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be as determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).

13.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit, and to pay to Manitoba as soon as possible after the completion of the audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Canada.

### 14. CONSULTATIONS

14.1 Manitoba has undertaken extensive consultation leading to the adoption of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and consultation is ongoing with respect to implementation of the Act and, specifically, to the establishment of la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Manitoba will continue to consult, mainly with the duly elected Francophone School Board, and with interested associations and groups, about its educational programs provided for in this Special Agreement. Canada, within its area of jurisdiction, undertakes to consult with interested associations and groups about the programs provided for in the present Special Agreement.

12.4 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés aux clauses 7.1 et 12.3 désignent des états des dépenses engagées par le Manitoba présentant le détail des dépenses selon les catégories de dépenses ou projets approuvés dans le budget annuel de cet exercice.

12.5 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers fournis par le Manitoba au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

### 13. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

13.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leur(s) agent(s).

13.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

### 14. CONSULTATIONS

14.1 Le Manitoba a entrepris une consultation publique approfondie, qui s'est soldée par l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises). Ce processus de consultation se prolonge et porte à présent sur l'application de la Loi et, plus précisément, sur l'établissement de la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Le Manitoba continuera de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

**15. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT**

**15.1** Manitoba agrees to acknowledge Canada's contributions in all of its publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support. For the purposes of this Special Agreement, examples of such publicity include but need not be limited to: official openings; press releases; reports of government departments or agencies; correspondence with educational institutions.

**15.2** Manitoba also agrees to take all reasonable measures to have all recipients of Canada's support (e.g. Francophone schools and school board) agree to acknowledge, where appropriate, Canada's contribution in publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support.

**15.3** Canada and Manitoba agree that the text of this Special Agreement, including its annual Appendices, shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.

**16. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT**

**16.1** The capital projects to be part of an auxiliary agreement will be subject to the Canadian Environmental Assessment Process Act and the Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order.

**16.2** The terms and conditions of this assessment mentioned in Clause 16.1 shall be specified in the sub-agreement referred to in Clause 3.3 governing Canada's participation in each capital project.

**17. INSURANCES**

**17.1** Manitoba shall ensure that the capital projects referred to in this Special Agreement will, as appropriate and at all times, be insured against fire, loss or damage, for whatever reason, for their full replacement value, in accordance with Manitoba's procedures regarding insurances for capital projects.

**18. LIMITATIONS OF THE SPECIAL AGREEMENT**

**18.1** The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of establishing a partnership or joint venture and does not create an agency relationship between the Minister and Manitoba.

**15. MENTION DU CONCOURS DU CANADA**

**15.1** Le Manitoba s'engage à mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de la présente entente spéciale sur la gestion des écoles françaises. Aux fins de la présente entente spéciale, la publicité comprend les exemples suivants sans toutefois s'y limiter nécessairement : ouvertures officielles, communiqués, rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, correspondance adressée à des établissements d'enseignement.

**15.2** Le Manitoba s'engage également à prendre toutes les mesures raisonnables pour que les bénéficiaires de l'aide financière du Canada (par exemple, les écoles françaises et la Commission scolaire) conviennent de mentionner les contributions du Canada, là où c'est approprié, dans leur publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de l'entente spéciale sur la gestion des écoles françaises.

**15.3** Le Canada et le Manitoba conviennent que le texte de la présente entente spéciale, annexes annuelles comprises, sera mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.

**16. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

**16.1** Les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente auxiliaire seront soumis à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et son décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

**16.2** Les modalités de l'évaluation mentionnée à la clause 16.1 seront précisées dans l'entente auxiliaire mentionnée à la clause 3.3 régissant la participation du Canada à chaque projet d'immobilisation.

**17. ASSURANCES**

**17.1** Le Manitoba verra à ce que les projets d'immobilisation dont il est question dans la présente entente spéciale soient assurés, de manière appropriée et en tout temps, contre les incendies ainsi que les pertes et dommages, quelles qu'en soient les causes, à leur pleine valeur de remplacement, selon les procédures du Manitoba concernant les assurances pour les projets d'immobilisation.

**18. LIMITES DE L'ENTENTE SPÉCIALE**

**18.1** Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le ministre et le Manitoba.

**19. ADMISSIBLE PROJECTS**

- 19.1** Projects funded by Canada under the present Special Agreement are in addition to funds otherwise payable pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

**20. DURATION**

- 20.1** This Special Agreement is deemed effective since April 1, 1994 and shall terminate March 31, 1999. Following expiration of the Special Agreement, Canada and Manitoba may collaborate pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education to ensure the viability of the education system of the minority in accordance with the terms and conditions of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

**21. METHOD OF AMENDMENT**

- 21.1** This Special Agreement may be amended with the written consent of both parties or any persons duly authorized to act on their behalf.

**19. PROJETS ADMISSIBLES**

- 19.1** Les projets financés par le Canada en vertu de la présente entente spéciale s'ajoutent à ceux financés en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

**20. DURÉE**

- 20.1** Cette entente spéciale est réputée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 et prendra fin le 31 mars 1999. Après l'expiration de l'entente spéciale, le Canada et le Manitoba pourront collaborer en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Manitoba au titre de l'enseignement en français pour assurer la viabilité du système d'enseignement pour la minorité conformément aux dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) et à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

**21. MODALITÉS DE MODIFICATION**

- 21.1** Cette entente spéciale peut être modifiée moyennant le consentement écrit des deux parties ou de leurs représentants autorisés.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed this  
Special Agreement on the date shown on the first page.

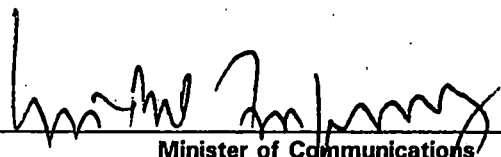
EN FOI DE QUOI, les parties ont validé la présente entente  
spéciale à la date figurant en première page.

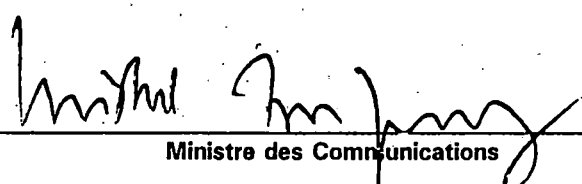
IN THE PRESENCE OF:


EN PRÉSENCE DE :


GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

  
Minister of Communications

  
Ministre des Communications

  
Witness

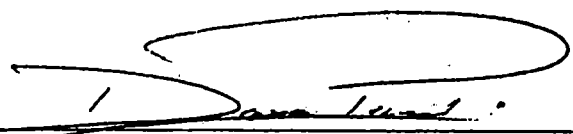
  
Témoïn

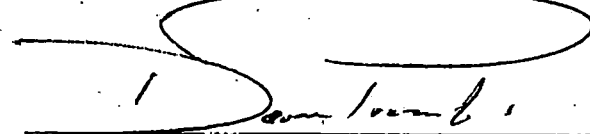
IN THE PRESENCE OF:

EN PRÉSENCE DE :

GOVERNMENT OF MANITOBA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

  
Minister of Education and Training  
B. K.

  
Ministère de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle  
B. K.

  
Witness

  
Témoïn

CH97-22662  
485280

8134-7-1-97 ✓



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

Notre référence Our file

JUL - 4 1997

NOTE À L'INTENTION DE MICHEL BRISKIN

**SUITE : ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA  
MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° Comme suite à votre demande, vous trouverez ci-joint une fiche d'information sur deux dossiers d'importance pour la communauté franco-manitobaine : le financement du Collège universitaire de Saint-Boniface et l'entente fédérale-provinciale sur le développement du marché de travail. La présente est complémentaire au dossier SP97-04646 acheminé à votre bureau.

  
Hilaire Lemoine

P.j.

cc. Marie-Geneviève Mounier  
~~Suzanne Besner~~

Canada





## **FICHE D'INFORMATION : COMMUNAUTÉ FRANCO-MANITOBAINE**

### **1. Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB)**

En avril dernier, la ministre Copps accordait une deuxième fois une contribution identique à celle du gouvernement manitobain au CUSB pour lui permettre de surmonter ses difficultés financières.

Les représentants du programme d'appui aux langues officielles et du ministère de l'éducation du Manitoba se sont rencontrés en juin pour entamer des discussions sur une entente spéciale sur le développement du CUSB afin d'assurer un financement à long terme. Ils ont également rencontré la présidente et le recteur de cet établissement.

Les discussions ont été très positives puisque tout indique que la province est disposée à consentir des fonds nouveaux pour stabiliser la situation du Collège. Au cours de l'été, la province discutera avec le Collège en vue d'étoffer le dossier et préciser le plan d'affaires préparé par le recteur. Ce dernier a offert sa collaboration entière et s'est dit rassuré quant aux sérieux manifestés par les deux gouvernements. Nous sommes confiants que les ministres pourront signer une entente en janvier 1998.

### **2. Entente fédérale-provinciale sur le développement du marché du travail**

En réponse aux préoccupations de la communauté face à l'absence de clauses garantissant le maintien par la province des programmes et services touchant la communauté franco-manitobaine, une clause a été incluse à cet effet dans le protocole d'entente signé par le sous-ministre du Ministère de l'Éducation et de la formation de la main-d'oeuvre du Manitoba et le directeur général du Ministère du développement des ressources humaines.

Dans un communiqué de presse émis au lendemain de la signature de l'entente fédérale-provinciale, la Société franco-manitobaine (SFM) se disait satisfaite des garanties contenues dans l'entente quant à la prestation active des programmes et services en français. Elle recommandait néanmoins aux deux gouvernements de voir à la mise sur pied d'un mécanisme pour assurer le respect des dispositions linguistiques de l'entente, faute d'accès à un recours officiel en cas de non respect desdites dispositions.

La proposition a été bien accueillie et un comité devrait être mis sur pied prochainement. La SFM compte suivre le dossier de près.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)  
K1A 0M5

Hull, Quebec  
K1A 0M5

SP97-04646  
8/34-2-1-97

le 30 juin 1997

**NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS**

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION  
DES ÉCOLES FRANÇAISES**

Pour signature

**RÉSUMÉ**

- ° Les gouvernements du Canada et du Manitoba ont conclu le 5 novembre 1994 une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises (copie ci-jointe).
- ° L'amendement proposé vise à simplifier l'administration de cette entente parce qu'il est plus facile pour le Manitoba de prévoir sur une base annuelle, les besoins d'encaisse par catégorie de dépenses.
- ° Toute modification à l'entente est sujette à votre approbation, de même qu'à celle de votre homologue provinciale. Nous vous soumettons ci-joint pour signature une lettre à la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba l'invitant à signer la modification à l'entente mentionnée ci-dessus.

**Contexte**

- ° Les gouvernements du Canada et du Manitoba ont conclu le 5 novembre 1994 une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.
- ° Les représentants du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba nous ont informés qu'il leur était difficile de prévoir les besoins d'encaisse par catégorie de dépenses pour la durée de l'entente tel que stipulé à la clause 3.1 de l'entente initiale.

.../2

**Canada**

- 2 -


- ° Ils ont indiqué qu'il serait beaucoup plus pratique de pouvoir déterminer la répartition de la contribution du Canada de façon annuelle.

### **Considérations**

- ° La modification vise à donner la flexibilité budgétaire nécessaire à l'utilisation maximale des crédits du Ministère; elle ne touche en rien le montant total de la contribution fédérale approuvée pour le projet.
- ° La modification proposée est conforme aux modalités de l'entente et vise à permettre au Manitoba une répartition mieux appropriée de la contribution fédérale.

### **Recommandation**

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe à la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba et les quatre copies de la Modification à l'entente spéciale.



Suzanne Hurtubise

Préparé par :

Michèle Blais-Chauvin, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-2222

Minister  
of Canadian Heritage



Ministre  
du Patrimoine canadien

Hull, Canada K1A 0M5

The Honourable Linda G. McIntosh, M.L.A.  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing to you about the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I understand that the Agreement must be amended in order to allow some changes in the distribution of Canada's contribution to Manitoba between categories of expenditures.

You will find attached four copies of the amended document which I have already signed. Would you please sign all copies and return two (one in English and one in French) to me.

Thank you for your co-operation in this matter. I look forward to continuing to work with you to enhance official-language education in your province.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA - MANITOBA RELATIVE  
À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**MODIFICATION** apportée ce \_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 1997

**ENTRE :**       **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada», représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

**ET :**           **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba», représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises, conclue le 5 novembre 1994 de la façon suivante :

**1.       MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

La clause 3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

- 3.1**       Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La répartition de la contribution du Canada entre les catégories suivantes sera déterminée annuellement par les deux parties :

- a)       la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b)       les programmes;
- c)       le programme d'accueil;
- d)       les immobilisations.

**2.       PRÉSEANCE**

Toutes les autres clauses de l'entente spéciale demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente spéciale signée le 5 novembre 1994.

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle du Manitoba

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

**MODIFICATION À L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA - MANITOBA RELATIVE  
À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**MODIFICATION** apportée ce \_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_, 1997

**ENTRE :**       **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada», représenté par la ministre du Patrimoine canadien,

**ET :**           **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba», représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE** que les parties, en considération des engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises, conclue le 5 novembre 1994 de la façon suivante :

**1.       MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

La clause 3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

**3.1**       Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La répartition de la contribution du Canada entre les catégories suivantes sera déterminée annuellement par les deux parties :

- a)       la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b)       les programmes;
- c)       le programme d'accueil;
- d)       les immobilisations.

**2.       PRÉSÉANCE**

Toutes les autres clauses de l'entente spéciale demeurent les mêmes et, en cas de contradiction, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente spéciale signée le 5 novembre 1994.

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente à la date indiquée ci-dessus.

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

**GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle du Manitoba

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

**AMENDMENT TO THE CANADA - MANITOBA SPECIAL AGREEMENT FOR THE  
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

Amendment made on this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 1997.

**BETWEEN:**     **THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the  
Minister of Canadian Heritage,

**AND:**           **THE GOVERNMENT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the  
Minister of Education and Training of Manitoba.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the mutual covenants herein agree to amend the Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance executed on November 5, 1994 as follows:

**1.     MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

Clause 3.1 is deleted and replaced by the following :

**3.1**     Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15 000 000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, towards the eligible expenses incurred by Manitoba.

The distribution of Canada's contribution between the following categories will be determined yearly by both parties :

- a)     the establishment and operations of the governance structure
- b)     the programs
- c)     the programme d'accueil
- d)     the capital projects

**2.     PRECEDENCE**

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Special Agreement dated November 5, 1994.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF MANITOBA**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education and Training

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness

**AMENDMENT TO THE CANADA - MANITOBA SPECIAL AGREEMENT FOR THE  
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

Amendment made on this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 1997.

**BETWEEN:**     **THE GOVERNMENT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the  
Minister of Canadian Heritage,

**AND:**           **THE GOVERNMENT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the  
Minister of Education and Training of Manitoba.

**THE PRESENT AMENDMENT WITNESSES** that the parties, in consideration of the mutual covenants herein agree to amend the Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance executed on November 5, 1994 as follows:

**1.       MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

Clause 3.1 is deleted and replaced by the following :

**3.1**     Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15 000 000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, towards the eligible expenses incurred by Manitoba.

The distribution of Canada's contribution between the following categories will be determined yearly by both parties :

- a)     the establishment and operations of the governance structure
- b)     the programs
- c)     the programme d'accueil
- d)     the capital projects

**2.       PRECEDENCE**

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Special Agreement dated November 5, 1994.

**IN WITNESS WHEREOF**, the parties have signed this Amendment to the Sub-agreement on the date indicated above.

**GOVERNMENT OF CANADA**

**GOVERNMENT OF MANITOBA**

\_\_\_\_\_  
Minister of Canadian Heritage

\_\_\_\_\_  
Minister of Education and Training

\_\_\_\_\_  
Witness

\_\_\_\_\_  
Witness



**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION  
OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

THIS SPECIAL AGREEMENT was made this 5<sup>th</sup> day of November 1994.

**BETWEEN:** THE GOVERNMENT OF CANADA, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Communications of Canada, hereinafter referred to as "the Minister",

**AND:** THE GOVERNMENT OF MANITOBA, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education and Training of Manitoba.

**WHEREAS** the Canadian Constitution and in particular the Canadian Charter of Rights and Freedoms as well as the Official Languages Act recognize English and French as the official languages of Canada, and that the Government of Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

**WHEREAS** education, as a provincial jurisdiction, requires that Manitoba determine the objectives, outline the contents, identify the priorities and make the evaluation of its programs in French minority-language education;

**WHEREAS** Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes the right of Canadian citizens belonging to the English- or French-language minority in a province to have their children educated in their own language, where numbers warrant;

**WHEREAS** Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

**WHEREAS** the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

**WHEREAS** the Legislative Assembly of Manitoba has passed the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

**WHEREAS** the Minister of Communications, upon whom were transferred the responsibilities of the Secretary of State, has the mandate, in accordance with the Official Languages Act, to encourage and assist provincial governments to offer to members of the official language minority communities education in their own language;

**AND WHEREAS** Canada has approved a series of special measures aimed at enhancing the official language minorities access to school governance and post-secondary education for the French-speaking minorities in this country;

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA  
GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce 5<sup>e</sup> jour de novembre 1994.

**ENTRE :** LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ci-après appelé «Canada», représenté par le ministre des Communications du Canada, ci-après appelé «le ministre»,

**ET :** LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA, ci-après appelé «Manitoba», représenté par le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba.

**ATTENDU QUE** la Constitution du Canada et plus particulièrement la Charte canadienne des droits et libertés ainsi que la Loi sur les langues officielles reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le gouvernement du Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

**ATTENDU QUE** l'éducation, étant du ressort de la province, le Manitoba doit déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité, et en faire l'évaluation;

**ATTENDU QUE** l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît le droit des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

**ATTENDU QUE** la Cour suprême du Canada a statué que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

**ATTENDU QUE** l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) afin de mettre en œuvre la politique de gestion des écoles françaises;

**ATTENDU QUE** le ministre des Communications, qui s'est vu attribuer les responsabilités du Secrétaire d'État, est chargé, conformément à la Loi sur les langues officielles, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

**ET ATTENDU QUE** le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer l'accès des minorités de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français;

**NOW THEREFORE, this Special Agreement witnesses that the parties hereto mutually agree as follows:**

**EN CONSÉQUENCE, la présente entente spéciale atteste que les parties conviennent de ce qui suit :**

**1. OBJECTIVE**

- 1.1** The objective of this Special Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the implementation of Francophone Schools governance in accordance with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and in accordance with the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act which was passed in the Manitoba Legislature on July 27, 1993.

**1. BUT**

- 1.1** Le but de la présente entente spéciale est d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue de la mise en oeuvre d'un système de gestion des écoles françaises conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et à la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises), qui fut adoptée à l'Assemblée législative du Manitoba le 27 juillet 1993.

**2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION**

- 2.1** Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Special Agreement, Canada agrees to provide a contribution toward the additional expenses incurred by Manitoba, through la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 for the following initiatives on Francophone Schools governance:

- a) the establishment and operations of the governance structure;
- b) the programs designed specifically for French first language instruction, including the acquisition or development of teaching and reference materials and the enhancement of cultural programming and activities;
- c) the programme d'accueil designed to improve the French-language skills of pupils whose French-language skills do not meet the language requirements of the Francophone program;
- d) the capital projects for the construction or the renovation of school facilities.

**2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1** Sous réserve des dispositions de la clause 3.1, de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine N° 49 pour les initiatives suivantes en matière de gestion des écoles françaises :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion;
- b) les programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français langue première y compris l'acquisition ou l'élaboration de matériel pédagogique et de référence, ainsi que le développement de programmes et activités culturelles;
- c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés en français des élèves dans le cas où ces habiletés ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français;
- d) les immobilisations visant la construction ou la rénovation d'établissements scolaires.

**3. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION**

- 3.1** Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and to the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed fifteen million dollars (\$15,000,000) over a five-year period from the year 1994-95 to the year 1998-99, toward the eligible expenses incurred by Manitoba.

The contribution will be as follows:

- a) the establishment and operations of the governance structure: \$3,883,000;
- b) the programs : \$5,617,000;
- c) the programme d'accueil: \$2,000,000;
- d) the capital projects: \$3,500,000.

**3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder quinze millions de dollars (15 000 000 \$), sur une période de cinq ans allant de l'année 1994-1995 à l'année 1998-1999, envers les dépenses raisonnables engagées par le Manitoba.

La contribution sera répartie comme suit :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion : 3 883 000 \$;
- b) les programmes : 5 617 000 \$;
- c) le programme d'accueil : 2 000 000 \$;
- d) les immobilisations : 3 500 000 \$.

The maximum amount of Canada's contribution approved for each fiscal year for each of the initiatives described above will be detailed in the annual Appendices mentioned in Clause 8 of this Special Agreement.

- 3.3 The terms and conditions governing Canada's contribution concerning, among others, the eligible expenditures and the schedule of payments for the capital projects will be part of an auxiliary agreement between Canada and Manitoba relating to the initiative described in Clause 2.1 d) and will follow prescribed procedures regarding capital facilities in Manitoba.

#### 4. MANITOBA'S CONTRIBUTION

- 4.1 As against Canada's contribution, Manitoba assumed the start-up costs of the Francophone School Board, including costs related to communications, consultations led by the Francophone Schools Governance Implementation Committee, and the elections of regional committee members and school board trustees. Further, Manitoba agrees to contribute, for the duration of the agreement, a sum at least equivalent to Canada's contribution toward the operation of the minority public schools through the Schools Finance Program over and above Canada's and Manitoba's regular contributions pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

#### 5. ELIGIBLE EXPENDITURE CATEGORIES

- 5.1 For the purposes of this Special Agreement, the eligible expenditure categories for each of the initiatives listed in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c) may include, among others,:
- a) when applied to expenditures related to the establishment and the operations of the governance structure: salaries and benefits of the transitional staff, honorarium for board members, professional fees, and costs of regular operations including rental of premises, travels, training, publicity and document printing, and renting or purchasing essential furniture and equipment;
  - b) when applied to projects related to the development and the implementation of programs: salaries and benefits of teaching and auxiliary staff, costs of teaching material, of library resources, of distance education and of cultural programming;

- 3.2 La contribution maximale du Canada approuvée pour chaque exercice financier, pour chacune des initiatives, sera précisée dans les Annexes annuelles prévues à la clause 8 de la présente entente spéciale.

- 3.3 Les modalités de la contribution du Canada en ce qui concerne notamment les dépenses admissibles et le calendrier des versements pour les projets d'immobilisation feront l'objet d'une entente auxiliaire entre le Canada et le Manitoba relative à l'initiative décrite à la clause 2.1 d) et suivant les procédures établies concernant les immobilisations au Manitoba.

#### 4. CONTRIBUTION DU MANITOBA

- 4.1 En contrepartie à la contribution du Canada, le Manitoba a pris à sa charge les sommes requises pour le démarrage de la Commission scolaire de langue française y compris les frais de communications, de consultation du Comité de la mise en oeuvre des écoles franco-manitobaines, et d'élections des membres des comités régionaux et des commissaires. Le Manitoba s'engage en outre à contribuer, au cours de la durée de l'entente, une somme au moins équivalente à la contribution du Canada pour le fonctionnement des écoles publiques de la minorité par le Programme de financement des écoles et ce, en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

#### 5. CATÉGORIES DE DÉPENSES ADMISSIBLES

- 5.1 Aux fins de la présente entente spéciale, les catégories de dépenses admissibles pour chacune des initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pourront comprendre, entre autres, :
- a) lorsqu'il s'agit des dépenses relatives à la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion, les salaires et avantages sociaux du personnel de transition, les honoraires des membres de la Commission scolaire, les honoraires professionnels, les frais de fonctionnement incluant la location de locaux, les coûts de déplacement et de la formation, la publicité et l'impression de documents et la location ou les achats de pièces de mobilier et d'équipement essentiels;
  - b) lorsqu'il s'agit de projets relatifs au développement et à la mise en oeuvre de la programmation, les salaires et avantages sociaux du personnel enseignant et du personnel auxiliaire, les coûts du matériel pédagogique et des ressources pour les bibliothèques, de l'enseignement à distance et de la programmation culturelle;

- c) when applied to projects related to the programme d'accueil: salaries and benefits of specialists, professional fees, costs of renting and/or purchasing essential furniture and equipment, expenditures normally associated with the production and acquisition of pedagogical materials and costs of training.

## 6. TRANSFERS BETWEEN EXPENDITURE CATEGORIES

- 6.1 Manitoba may transfer funds between different expenditure categories approved within each initiative or project. Manitoba may transfer funds between initiatives and projects mentioned in Clause 5.1 of this Special Agreement, and the capital projects which will be part of an auxiliary agreement, with Canada's written consent. Manitoba must submit any such request to Canada before March 1st of the fiscal year in question.

## 7. PAYMENTS

- 7.1 With regard to Canada's contributions to Manitoba for the initiatives described in Clauses 2.1 a), 2.1 b) and 2.1 c), for each of the five fiscal years of this Special Agreement, payments shall be made to Manitoba as follows:

a first payment, representing one-half (50%) of Canada's contribution approved for the current fiscal year, will be made within sixty days following receipt and acceptance by the Minister of Manitoba's annual budget which,

when applied to the initiative provided in Clause 2.1 a), will submit detailed forecasted expenditures according to expenditure categories listed in Clause 5.1 a); and

when applied to the initiatives described in Clauses 2.1 b) and 2.1 c), will submit the different projects to be funded by this contribution.

a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution approved for the current fiscal year will be made on or about March 31 of the current year, upon receipt and acceptance by the Minister of:

a certified interim statement of expenditures for the current year providing details of actual expenditures incurred by Manitoba for the ten-month period ending January 31 of the current fiscal year as well as forecasts of anticipated expenditures for the two-month period ending March 31 of the current fiscal year; and

certified final statements of expenditures for the fiscal year ending March 31 of the previous year.

- c) lorsqu'il s'agit des projets relatifs au programme d'accueil, les salaires et avantages sociaux du personnel spécialisé, les honoraires professionnels, les dépenses relatives à l'achat et/ou la location d'équipement, celles relatives à l'acquisition et la production de matériel pédagogique et à la formation.

## 6. TRANSFERTS ENTRE CATÉGORIES DE DÉPENSES

- 6.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différentes catégories de dépenses approuvées pour chacune des initiatives ou projets. Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les différents projets et différentes initiatives prévus à la clause 5.1 de cette entente spéciale, et les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente spéciale, avec l'autorisation écrite du Canada. Le Manitoba devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 1<sup>er</sup> mars de l'exercice financier visé.

## 7. PAIEMENTS

- 7.1 En ce qui concerne les contributions du Canada pour les initiatives mentionnées aux clauses 2.1 a), 2.1 b) et 2.1 c) pour chacun des cinq exercices financiers visés par la présente entente spéciale, les fonds seront versés au Manitoba de la façon suivante :

un premier versement, représentant la moitié (50 %) de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours, sera effectué dans les soixante jours suivant la réception et l'acceptation par le ministre du budget annuel du Manitoba lequel budget,

lorsqu'il s'applique à l'initiative prévue à la clause 2.1 a), présentera le détail des dépenses prévues selon les catégories de dépenses présentées à la clause 5.1 a); et

lorsqu'il s'applique aux initiatives prévues aux clauses 2.1 b) et 2.1 c), présentera les différents projets que cette contribution a pour objet de financer.

un deuxième versement ne devant excéder le solde de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice financier en cours sera effectué le ou vers le 31 mars de l'exercice en cours, suite à la réception et l'acceptation par le ministre :

des états financiers provisoires certifiés pour l'exercice en cours présentant le détail des dépenses réelles encourues par le Manitoba pour la période de dix mois se terminant le 31 janvier de l'exercice financier en cours ainsi qu'une prévision des dépenses pour la période de deux mois se terminant le 31 mars de l'exercice en cours; et

des états financiers finaux certifiés des dépenses pour l'exercice financier se terminant le 31 mars de l'année précédente.

The terms and conditions for the payments related to Clause 2.1 d) will be outlined in a separate agreement.

7.2 Les modalités de paiements relatifs à la clause 2.1 d) seront établies dans une entente distincte.

## 8. ANNUAL APPENDICES

8.1 Canada and Manitoba agree that there shall be annual appendices to this Special Agreement, which will be prepared at the end of each fiscal year and which will present Manitoba's forecasted costs and Canada's approved contributions toward these costs within the expenditure categories or projects included in the annual expenditure budget mentioned in Clause 7.1.

## 8. ANNEXES ANNUELLES

8.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'il y aura des annexes annuelles à la présente entente spéciale, lesquelles seront préparées dès la fin de chaque exercice financier et qui identifieront les coûts prévus par le Manitoba et les contributions que le Canada a accepté de faire envers ces coûts dans le cadre des catégories de dépenses ou des projets prévus au budget annuel mentionné à la clause 7.1.

## 9. SURPLUS

9.1 In the event that payments made to Manitoba under this Special Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled in accordance with this Special Agreement, any such surplus is payable forthwith to Canada. Where any surplus payable has not been repaid, an amount equal to the surplus may be retained by Canada from such contribution payments subsequently payable to Manitoba.

## 9. EXCÉDENT

9.1 Si les montants versés au Manitoba en vertu de la présente entente spéciale dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit en vertu de la présente entente spéciale, l'excédent devra être remis au Canada. À défaut de quoi, le Canada pourra déduire un montant équivalent de ses contributions ultérieures au Manitoba.

## 10. MANAGEMENT

10.1 Canada and Manitoba will designate lead officials for purposes of management of this Special Agreement.

## 10. ADMINISTRATION

10.1 Le Canada et le Manitoba désigneront des représentants officiels pour administrer la présente entente spéciale.

## 11. INFORMATION ON COSTS

11.1 Canada and Manitoba agree that they must be in a position to assure Parliament and the provincial legislature and the general public that the financial assistance from Canada to Manitoba is used in accordance with this Special Agreement. To this end, Manitoba agrees to provide annually to Canada, sufficient information to show that Canada's contributions have been utilized for the purpose intended in this Special Agreement.

## 11. RENSEIGNEMENTS SUR LES COÛTS

11.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'ils doivent pouvoir garantir au Parlement et à la législature de la province et au grand public que l'aide financière offerte au Manitoba par le Canada est bien utilisée conformément à la présente entente spéciale. À cette fin, le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des renseignements qui démontreront que les contributions du Canada ont servi dans les buts précisés dans la présente entente spéciale.

## 12. ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

12.1 Manitoba agrees to keep proper accounts and records of the revenues and expenditures for the subject matter of this Special Agreement, including all invoices, receipts and vouchers relating thereto. For the purposes of this Special Agreement, Manitoba shall keep all financial accounts and vouchers and other records for a period of at least three years after the expiry of the Special Agreement.

## 12. COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS

12.1 Le Manitoba accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses relatives à la présente entente spéciale, y compris les factures, reçus et pièces justificatives y afférents. Aux fins de cette entente spéciale, le Manitoba conservera tous les comptes financiers et les pièces justificatives et autres registres pendant au moins trois ans après l'expiration de la présente entente spéciale.

12.2 Manitoba agrees that it shall conduct all financial affairs related to this Special Agreement according to generally accepted accounting principles and practices.

12.2 Le Manitoba accepte de gérer toutes les finances reliées à la présente entente spéciale conformément aux principes et pratiques courants de la comptabilité.

12.3 In addition to the financial statements mentioned in Clause 7.1, Manitoba must submit to Canada a final certified statement for 1998-1999 within six months of the end of that fiscal year.

12.3 Outre les états financiers mentionnés à la clause 7.1, le Manitoba devra soumettre au Canada un état financier final certifié pour l'exercice 1998-1999 dans les six mois suivant la fin de cet exercice.

4 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements mentioned in Clause 7.1 and 12.3 refer to statements of expenditures incurred by Manitoba presenting detailed expenditures by expenditure category or approved project in the annual budget of that fiscal year.

12.5 For the purposes of this Special Agreement, the statements of expenditures provided by Manitoba to Canada shall be certified by a senior program officer and a senior financial officer so authorized by Manitoba and agreed to by Canada.

### 13. FINANCIAL AUDIT

13.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be as determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).

13.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit, and to pay to Manitoba as soon as possible after the completion of the audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Canada.

### 14. CONSULTATIONS

14.1 Manitoba has undertaken extensive consultation leading to the adoption of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and consultation is ongoing with respect to implementation of the Act and, specifically, to the establishment of la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Manitoba will continue to consult, mainly with the duly elected Francophone School Board, and with interested associations and groups, about its educational programs provided for in this Special Agreement. Canada, within its area of jurisdiction, undertakes to consult with interested associations and groups about the programs provided for in the present Special Agreement.

12.4 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés aux clauses 7.1 et 12.3 désignent des états des dépenses engagées par le Manitoba présentant le détail des dépenses selon les catégories de dépenses ou projets approuvés dans le budget annuel de cet exercice.

12.5 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers fournis par le Manitoba au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

### 13. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

13.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leur(s) agent(s).

13.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

### 14. CONSULTATIONS

14.1 Le Manitoba a entrepris une consultation publique approfondie, qui s'est soldée par l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises). Ce processus de consultation se prolonge et porte à présent sur l'application de la Loi et, plus précisément, sur l'établissement de la Division scolaire franco-manitobaine N° 49. Le Manitoba continuera de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par la présente entente spéciale. Le Canada dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

15. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT

15.1 Manitoba agrees to acknowledge Canada's contributions in all of its publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support. For the purposes of this Special Agreement, examples of such publicity include but need not be limited to: official openings; press releases; reports of government departments or agencies; correspondence with educational institutions.

15.2 Manitoba also agrees to take all reasonable measures to have all recipients of Canada's support (e.g. Francophone schools and school board) agree to acknowledge, where appropriate, Canada's contribution in publicity pertaining to Francophone Schools governance programs and activities benefitting from Canada's support.

15.3 Canada and Manitoba agree that the text of this Special Agreement, including its annual Appendices, shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.

16. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT

16.1 The capital projects to be part of an auxiliary agreement will be subject to the Canadian Environmental Assessment Process Act and the Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order.

16.2 The terms and conditions of this assessment mentioned in Clause 16.1 shall be specified in the sub-agreement referred to in Clause 3.3 governing Canada's participation in each capital project.

17. INSURANCES

17.1 Manitoba shall ensure that the capital projects referred to in this Special Agreement will, as appropriate and at all times, be insured against fire, loss or damage, for whatever reason, for their full replacement value, in accordance with Manitoba's procedures regarding insurances for capital projects.

18. LIMITATIONS OF THE SPECIAL AGREEMENT

18.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of establishing a partnership or joint venture and does not create an agency relationship between the Minister and Manitoba.

15. MENTION DU CONCOURS DU CANADA

15.1 Le Manitoba s'engage à mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de la présente entente spéciale sur la gestion des écoles françaises. Aux fins de la présente entente spéciale, la publicité comprend les exemples suivants sans toutefois s'y limiter nécessairement : ouvertures officielles, communiqués, rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, correspondance adressée à des établissements d'enseignement.

15.2 Le Manitoba s'engage également à prendre toutes les mesures raisonnables pour que les bénéficiaires de l'aide financière du Canada (par exemple, les écoles françaises et la Commission scolaire) conviennent de mentionner les contributions du Canada, là où c'est approprié, dans leur publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de l'entente spéciale sur la gestion des écoles françaises.

15.3 Le Canada et le Manitoba conviennent que le texte de la présente entente spéciale, annexes annuelles comprises, sera mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.

16. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

16.1 Les projets d'immobilisation qui feront l'objet d'une entente auxiliaire seront soumis à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et son décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

16.2 Les modalités de l'évaluation mentionnée à la clause 16.1 seront précisées dans l'entente auxiliaire mentionnée à la clause 3.3 régissant la participation du Canada à chaque projet d'immobilisation.

17. ASSURANCES

17.1 Le Manitoba verra à ce que les projets d'immobilisation dont il est question dans la présente entente spéciale soient assurés, de manière appropriée et en tout temps, contre les incendies ainsi que les pertes et dommages, quelles qu'en soient les causes, à leur pleine valeur de remplacement, selon les procédures du Manitoba concernant les assurances pour les projets d'immobilisation.

18. LIMITES DE L'ENTENTE SPÉCIALE

18.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former une société ou co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le ministre et le Manitoba.

**19. ELIGIBLE PROJECTS**

- 19.1 Projects funded by Canada under the present Special Agreement are in addition to funds otherwise payable pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other agreement between Canada and Manitoba for French-language education.

**20. DURATION**

- 20.1 This Special Agreement is deemed effective since April 1, 1994 and shall terminate March 31, 1999. Following expiration of the Special Agreement, Canada and Manitoba may collaborate pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Manitoba for French-language education to ensure the viability of the education system of the minority in accordance with the terms and conditions of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

**21. METHOD OF AMENDMENT**

- 21.1 This Special Agreement may be amended with the written consent of both parties or any persons duly authorized to act on their behalf.

**19. PROJETS ADMISSIBLES**

- 19.1 Les projets financés par le Canada en vertu de la présente entente spéciale s'ajoutent à ceux financés en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français.

**20. DURÉE**

- 20.1 Cette entente spéciale est réputée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 et prendra fin le 31 mars 1999. Après l'expiration de l'entente spéciale, le Canada et le Manitoba pourront collaborer en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et la Manitoba au titre de l'enseignement en français pour assurer la viabilité du système d'enseignement pour la minorité conformément aux dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) et à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

**21. MODALITÉS DE MODIFICATION**

- 21.1 Cette entente spéciale peut être modifiée moyennant le consentement écrit des deux parties ou de leurs représentants autorisés.



IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed this  
Special Agreement on the date shown on the first page.

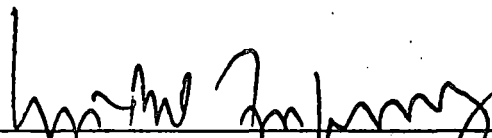
EN FOI DE QUOI, les parties ont validé la présente entente  
spéciale à la date figurant en première page.

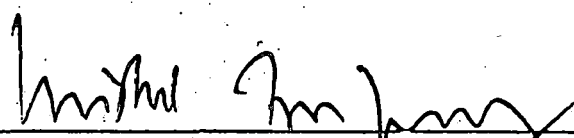
IN THE PRESENCE OF:

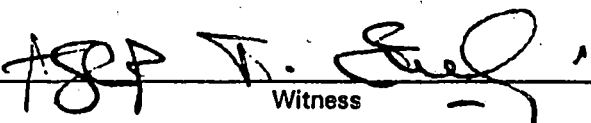
EN PRÉSENCE DE :

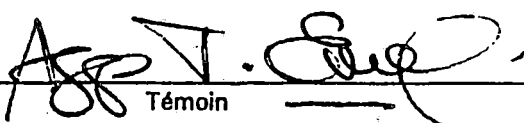
GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

  
Minister of Communications

  
Ministre des Communications

  
Witness

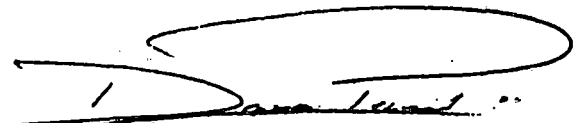
  
Témoin

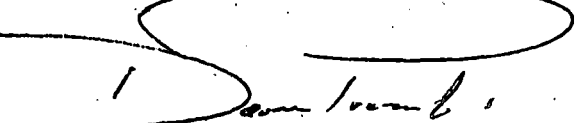
IN THE PRESENCE OF:

EN PRÉSENCE DE :

GOVERNMENT OF MANITOBA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

  
Minister of Education and Training  
DTC

  
Ministère de l'Éducation et de la Formation  
professionnelle  
DTC.

  
Witness

  
Témoin

8134-7-1-97



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Chano op  
06197

MAY 23 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Léo Robert  
Directeur général  
Division scolaire franco-manitobaine n° 49  
Case postale 204  
Lorette (Manitoba)  
R0A 0Y0

Monsieur, *Cher Léo*

C'est avec plaisir que j'ai appris votre nomination récente à titre de Directeur général de la Division scolaire franco-manitobaine.

Je tiens à vous féliciter pour cette nomination qui représente un gain certain pour la DSFM mais une lourde perte pour l'École Louis Riel. Les défis seront de taille et je peux vous assurer de mon entière collaboration dans ce dossier de l'éducation en français si cher à la communauté franco-manitobaine.

En vous souhaitant le meilleur des succès dans vos nouvelles fonctions, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux  
langues officielles

*Hilaire Lemoine*

Hilaire Lemoine

*Mille fois bravo et  
bon succès, Léo.*



Patrimoine canadien · Canadian Heritage

SP71-04498  
Chenon ap

05197

MAY - 8 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur, *Cher Guy,*

Je vous écris en réponse à votre lettre du 29 avril dernier concernant votre demande d'amendement à l'*Entente Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Nous avons entamé les démarches nécessaires pour amender le texte de l'entente afin de tenir compte des nouvelles priorités de votre ministère et de la DSFM dans le cadre de cette entente.

Il est certain qu'avec cet amendement, tout projet d'immobilisation représentera un défi d'autant plus grand pour les divers intervenants concernés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux  
langues officielles

*Hilaire Lemoine*

Hilaire Lemoine

Canada





Patrimoine canadien Canadian Heritage

SP17-04157  
Chano op  
05/97

Votre référence Your file

Notre référence Our file

MAY - 7 1997

Monsieur René Piché  
Chef de projet  
La Société des Communications  
du Manitoba Inc.  
340 boulevard Provencher  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0G7

Monsieur,

Je vous remercie de votre invitation à participer à une rencontre avec les Directeurs des programmes en français des ministères de l'Éducation de l'Ouest lors du Forum de l'ACELF en août prochain.

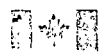
Je me ferai un plaisir d'assister à cette rencontre et j'en profiterai alors pour discuter plus en détails de l'appui juridique que pourrait apporter Patrimoine canadien à M<sup>re</sup> Johanne Daniel.

Je vous invite à me contacter au besoin d'ici là au (819) 994-3507.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Lise Toupin  
Gestionnaire  
Opérations et coordination  
régionale (Ouest et Territoires)





Patrimoine canadien Canadian Heritage

Cheney  
05197

MAY 29 1997

Voire référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Éducation et Formation professionnelle  
Édifice Robert Fletcher  
1181 avenue Portage  
Winnipeg MB  
R3G 0T3

Cheney  
Monsieur Roy,

Tel qu'entendu, j'inclus sous ce pli l'ébauche d'une entente possible entre le gouvernement du Canada et celui du Manitoba visant à appuyer le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface. Ce texte vous est proposé dans l'espoir qu'il facilitera les discussions que nous aurons le 6 juin prochain sur les principes et les modalités d'un appui conjoint qui permettrait à cette institution d'améliorer sa situation financière.

Comme vous le verrez, nous suggérons la conclusion d'une entente auxiliaire de cinq ans en marge de l'entente Canada-Manitoba relative aux langues officielles dans l'enseignement. Il s'agit là d'une formule d'appui qui a déjà été utilisée à bon escient dans des situations semblables. Les contributions des deux gouvernements seraient en sus des contributions actuelles; cela supposerait donc l'identification de fonds nouveaux. Elles seraient accordées pour permettre au CUSB de réaliser un plan de développement axé sur une forte augmentation de ses inscriptions rendue possible par l'amélioration de ses programmes. Les activités que les deux gouvernements appuyeraient sont décrites sommairement dans notre ébauche et sont tirées en gros du Plan d'affaires de novembre 1996 du Collège universitaire. Bien entendu, elles devront être précisées en collaboration avec ses dirigeants si l'approche proposée est retenue.

L'entente serait évaluée après trois ans pour voir dans quelle mesure les objectifs ont été atteints et pour y apporter les ajustements nécessaires, au besoin. Les parties se réuniraient chaque année pour faire le point. Elles pourraient inviter les représentants du Collège.

Notre rencontre nous permettra de discuter de tous ces éléments ainsi que d'autres questions, comme les enveloppes budgétaires, et de nous entendre sur un plan de travail et un échéancier. J'inclus sous ce pli un projet d'échéancier. Une version anglaise de l'ébauche d'entente sera disponible au plus tard le 6 juin.

Canada



-2-

Je suis heureux que vous ayez organisé une rencontre en après-midi avec les représentants du Collège pour une session d'information dont nous pourrions fixer les paramètres lors de notre rencontre. Cette rencontre nous permettra de rassurer l'institution quant au sérieux de la démarche des deux gouvernements.

Au plaisir de vous rencontrer pour entamer nos discussions sur ce dossier important.

Veuillez agréer, Monsieur Roy, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux langues officielles



Hilaire Lemoine

p.j.

c.c.: Louis Chagnon  
Directeur provincial

## **ÉCHÉANCIER PROPOSÉ**

### **Entente Manitoba-Canada sur le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface**

- le 6 juin 1997      Rencontre fédérale/provinciale de discussion à Winnipeg : discussion sur l'approche générale et de l'échéancier des négociations, discussion d'une ébauche d'entente avec annexe à être complétée par/avec la province.
- Session d'information avec les représentants du Collège universitaire de Saint-Boniface.
- Fin juin 1997      Discussions de la province avec les représentants du Collège universitaire de Saint-Boniface : situation financière, Plan d'affaires, approche privilégiée par les deux niveaux de gouvernement, identification des domaines d'activités prioritaires de développement/projets spécifiques à inclure dans l'entente.
- Septembre à  
Octobre 1997      Finalisation d'un texte d'entente.
- Novembre 1997      Signature de l'entente.

**Ébauche 1**  
**le 28 mai 1997**

**ENTENTE AUXILIAIRE CANADA - MANITOBA  
SUR LE DÉVELOPPEMENT DU  
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE**



**Ébauche 1**  
**le 28 mai 1997**

**ENTENTE AUXILIAIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT DU  
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE  
CONCLUE AUX TERMES DE L'ENTENTE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE AUX LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT**

**LA PRÉSENTE ENTENTE AUXILIAIRE** a été conclue ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_  
1997.

**ENTRE:**           **LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, ci-après appelé «le Canada»,  
représenté par la vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, ci-  
après appelé «la Ministre»

**ET:**               **LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA**, ci-après appelé «le Manitoba»,  
représenté par la ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du  
Manitoba et le Conseil de l'enseignement post-secondaire.

**ATTENDU QUE** le Canada reconnaît dans la Constitution, la Charte canadienne des droits et libertés et la Loi sur les langues officielles que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Canada s'est engagé à favoriser l'épanouissement des minorités de langue officielle du Canada et à appuyer leur développement;

**ATTENDU QUE** le Canada et le Manitoba appuient l'élaboration de programmes et de services d'enseignement novateurs dans la langue de la minorité ainsi que la mise en place de mesures qui permettent d'élargir l'accès aux niveaux collégial et universitaire pour les minorités;

**ATTENDU QUE** le Canada et le Manitoba reconnaissent le rôle important que joue le Collège universitaire de Saint-Boniface dans le développement de la minorité francophone au Manitoba et dans l'Ouest canadien;

**ATTENDU QUE** le Canada et le Manitoba, sous réserve des dispositions de la présente Entente auxiliaire, sont disposés à allouer des fonds afin de poursuivre le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface et à contribuer à la stabilisation de sa situation financière;

**ATTENDU QUE** le financement des institutions postsecondaires est de compétence provinciale;

**ATTENDU QUE** le Manitoba poursuit à l'égard de ses institutions postsecondaires une politique de financement équitable;

**ATTENDU QUE** que le Manitoba reconnaît que la notion de «coûts supplémentaires» constitue l'un des principes de base sur lesquels le gouvernement du Canada se fonde pour offrir un appui financier au Manitoba

**EN CONSÉQUENCE**, la présente Entente auxiliaire atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

**1. OBJET DE L'ENTENTE**

- 1.1** Fournir un cadre au Canada et au Manitoba pour aider le Collège Universitaire à réaliser un plan de développement

**2. OBJET DE LA CONTRIBUTION**

- 2.1** Le Manitoba s'engage à poursuivre le développement du Collège universitaire de Saint-Boniface.

- 2.2** Le Collège universitaire de Saint-Boniface veut se développer dans les prochaines années en prenant entre autres les mesures suivantes :

- (i) recrutement et promotion
- (ii) développement des programmes offerts de manière à permettre aux étudiants de compléter l'ensemble des programmes choisis au Collège;
- (iii) développement de nouveaux programmes;
- (iv) développement d'une stratégie de rayonnement et de collaboration à l'extérieur du Manitoba; et
- (v) amélioration des installations physiques et des équipements.

- 2.3** Ces mesures sont des activités de développement qui, tout en étant complémentaires, sont distinctes des activités du CUSB financées dans le cadre des programmes réguliers du Manitoba et du Canada.

### **3. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION**

- 3.1** Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement jusqu'au 31 mars 1998, du renouvellement du Programme à compter du 1<sup>er</sup> avril 1998 et des modalités de la présente Entente auxiliaire, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses raisonnables faites par le Manitoba aux fins décrites à la clause 2, le moindre de xxx de dollars ( \$ ) et 50 p. 100 du total des dépenses admissibles faites par le Manitoba pour les activités financées dans le cadre de la présente Entente auxiliaire.
- 3.2** Le montant mentionné à la clause 3.1 sera réparti ainsi :
- 1997-1998 :  
1998-1999 :  
1999-2000 :  
2000-2001 :  
2001-2002 :
- 3.3** L'aide financière prévue dans la présente entente auxiliaire, conformément à la clause 2.3, est en sus des contributions du Manitoba en vertu de tout programme touchant le postsecondaire et en sus des contributions du Canada et du Manitoba en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba au titre de l'enseignement en français visant le Collège universitaire de Saint-Boniface.
- 3.4** Les modalités de la contribution du Canada en ce qui concerne, notamment les dépenses admissibles et le calendrier des versements pour tout projet d'immobilisation relatif à l'initiative décrite à la clause 2.2 (v) feront l'objet d'une entente spécifique entre le Canada et le Manitoba.
- 3.5** Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada sous l'Entente auxiliaire se trouvent à l'Annexe 3 de la présente Entente auxiliaire.

**4. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS**

- 4.1** Le Manitoba convient que la contribution mentionnée à la clause 3.1 sera affectée uniquement aux activités décrites à l'Annexe 1 et à la ventilation budgétaire telle que décrite à l'Annexe 2 de la présente Entente auxiliaire.

**5. MENTION DU CONCOURS DE L'ÉTAT**

- 5.1** Le Manitoba s'assurera que la contribution du Canada est clairement identifiée dans les rapports annuels du Collège.
- 5.2** Tout programme de promotion ou de publicité concernant les activités financées dans le cadre de la présente Entente auxiliaire doit faire mention de la participation du ministère du Patrimoine canadien d'une manière reflétant la contribution du Canada.

**6. DURÉE**

- 6.1** La clause 1 de la présente Entente auxiliaire lie le Manitoba pour la période commençant le 1<sup>er</sup> avril 1997 et se terminant le 31 mars 2002, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les présentes dispositions ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période.

**7. MODIFICATION**

- 7.1** Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente Entente auxiliaire pendant la durée de celle-ci.

**8. ÉVALUATION**

- 8.1** Le Manitoba convient de fournir au ministère un rapport sur l'évaluation des activités réalisées avec l'aide du Canada, dans les six mois suivant l'expiration de la présente Entente auxiliaire.

**9. PARTENARIAT**

- 9.1** Les parties reconnaissent que la présente Entente auxiliaire ne constitue pas une association en vue de former une société ou une coentreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.
- 9.2** Chaque année, les différentes parties se rencontreront pour discuter de l'état des activités menées dans le cadre de la présente Entente auxiliaire et pourront convenir d'inviter le Collège universitaire de Saint-Boniface à participer à cette rencontre.
- 9.3** Les différentes parties s'entendent pour évaluer les activités réalisées avec l'aide du Canada, deux ans avant l'expiration de l'Entente auxiliaire, et ce, en vue d'évaluer l'atteinte des objectifs et, le cas échéant, d'y apporter les modifications nécessaires.

**10. ANNEXES**

- 10.1** L'Annexe 1 intitulée «Description des activités du projet», l'Annexe 2 intitulée «Ventilation budgétaire» et l'Annexe 3 intitulé «Modalités administratives», ci-jointes, font partie intégrante de la présente Entente auxiliaire.

**Ébauche 1**  
**le 28 mai 1997**

**EN FOI DE QUOI**, les parties aux présentes ont donné leur accord à la présente Entente auxiliaire à la date inscrite à la première page.

GOUVERNEMENT DU CANADA

GOUVERNEMENT DU  
MANITOBA

\_\_\_\_\_  
Ministre du Patrimoine canadien

\_\_\_\_\_  
Ministre de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Président du Conseil de  
l'enseignement postsecondaire

EN PRÉSENCE DE:

\_\_\_\_\_  
Témoin

**Ébauche 1  
le 28 mai 1997**

**ANNEXE 1**

## **ENTENTE AUXILIAIRE CANADA - MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE**

### **DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DU PROJET**

#### Promotion/Recrutement

- Production de matériel promotionnel
- Élaboration d'une stratégie de recrutement pan-canadienne et internationale
- Participation à différentes activités de recrutement

#### Développement de programmes existants (universitaires et collégiales)

- Développement du curriculum de deuxième/troisième année pour l'obtention d'un B.A en a, b, c.....
- Élaboration de matériel didactique
- Recrutement de professeurs

#### Développement de nouveaux programmes (universitaires et collégiales)

- Développement du curriculum pour l'obtention d'un B.A (ex.: Sciences sociales, Sciences humaines, Administration des Affaires)
- Développement du curriculum pour l'obtention d'un M.A (ex.: études canadiennes)
- Élaboration de matériel didactique
- Recrutement de professeurs

Collaboration interprovinciale

- Participation à des ententes de coopération
- Participation à l'élaboration de matériel didactique pour l'enseignement à distance et la livraison de programmes par le biais de l'Internet.

Installations physiques et équipements

- Amélioration d'installations existantes
- Achat d'équipements pour la livraison des programmes a, b, c,
- Construction d'un Centre étudiant



**Ébauche 1**  
**le 28 mai 1997**

**ANNEXE 2**

**VENTILATION BUDGÉTAIRE**  
**Coûts totaux**

<b>ACTIVITÉS ADMISSIBLES</b>	<b>1997-1998 Année I</b>	<b>1998-1999 Année II</b>	<b>1999-2000 Année III</b>	<b>2000-2001 Année IV</b>	<b>2001-2002 Année V</b>	<b>Total</b>
<u>Promotion/Recrutement</u>						
<u>Développement de programmes existants</u> - -						
<u>Développement de nouveaux programmes</u> - -						
<u>Collaboration interprovinciale</u> - -						
<u>Installations physiques et équipements</u>						
<b>TOTAL</b>						

**ANNEXE 3**

**ENTENTE AUXILIAIRE CANADA - MANITOBA SUR LE DÉVELOPPEMENT DU  
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE**

**MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

**1. PAIEMENT**

**1.1** Le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à la clause 3 de la présente Entente auxiliaire de la façon suivante :

a) pendant l'exercice financier se terminant le 31 mars 1998 :

- un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada prévue à la clause 3.2, après la réception et l'approbation par le ministère d'une description détaillée des activités à être réalisées dans l'année dans le cadre de la présente Entente auxiliaire;
- un second paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, le ou vers le 15 mars 1998 après la réception et l'approbation par le ministère :
  - (i) d'états financiers provisoires certifiés démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier 1998 et les dépenses prévues au 31 mars 1998; et
  - (ii) d'un rapport décrivant les activités réalisées durant la période se terminant le 31 janvier 1998.

b) pendant chacun des quatre exercices financiers se terminant respectivement les 31 mars 1999, 2000 et 2001 et 2002 :

- un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada prévue à la clause 3.2, après la réception et l'approbation par le ministère :
  - (i) d'une version révisée de l'Annexe 3 : «Ventilation budgétaire»; et

(ii) d'une description détaillée des activités à être réalisées durant l'exercice dans le cadre de la présente Entente auxiliaire.

- un deuxième paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice le ou vers le 15 mars après la réception et l'approbation par le Ministère :

(i) d'états financiers provisoires certifiés démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier et les dépenses prévues au 31 mars, ainsi que les dépenses réelles faites au 31 mars de l'exercice financier précédent; et

(ii) d'un rapport décrivant les activités réalisées durant la période se terminant le 31 janvier.

**1.2** En plus des états financiers mentionnés à la clause 1.1, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2002 devra être soumis au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier.

**1.3** Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente Entente auxiliaire le seront dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents mentionnés à la clause 1.1, à la condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente Entente auxiliaire et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

## **2. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS**

**2.1** Aux fins de la présente Entente auxiliaire, les états financiers fournis par le Manitoba au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

**2.2** Aux fins de la présente Entente auxiliaire, les états financiers mentionnés à la clause 1 sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente Entente auxiliaire. Lesdits états financiers mentionneront les mêmes postes de dépenses que ceux qui sont identifiés dans l'Annexe 2 de la présente Entente auxiliaire.

- 2.3** Les rapports d'activités mentionnés à la clause 1.1 doivent contenir une description détaillée des activités mentionnées à l'Annexe 1 et inclure les éléments suivants : la liste des nouveaux programmes et cours élaborés, la liste des documents pédagogiques élaborés, une description des activités de partenariat, le nombre d'étudiants inscrits au Collège, le nombre d'enseignants.  
**(à compléter)**

### **3. PAIEMENT EXCÉDENTAIRE**

- 3.1** Si les paiements versés au Manitoba en conformité avec la présente Entente auxiliaire dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit conformément à la présente Entente auxiliaire, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada déduira un montant équivalent de ses contributions ultérieures au Manitoba.

8134-7-1-97

# **ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES** **Répartition des dépenses selon les catégories de l'entente**

Catégories	Paiements à ce jour			Demande 1997-1998	TOTAL	Maximum (entente)	Écart		Écart
	1994-1995	1995-1996	1996-1997				entente actuelle	Nouvelle répartition	
Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion	1,165,625	635,048	653,055	485,391	2,939,119	3,883,000	943,881		
Programmes	1,251,524	2,146,288	2,880,028	1,926,665	8,204,505	5,617,000	(2,587,505)		
Programme d'accueil	376,251	474,812	637,409	237,944	1,726,416	2,000,000	273,584		
Immobilisations	0	0	0	0	0	3,500,000	3,500,000		
<b>TOTAL</b>	<b>2,793,400</b>	<b>3,256,148</b>	<b>4,170,492</b>	<b>2,650,000</b>	<b>12,870,040</b>	<b>15,000,000</b>	<b>2,129,960</b>	<b>15,000,000</b>	

I:\subv\_ctr\paiement\97-98\man-spec.wk4



Department of Justice  
Canada  
Canadian Heritage

Ministère de la Justice  
Canada  
Patrimoine Canadien

MBC  
dossier  
Finance

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

Security Classification — Cote de sécurité
Protégé: secret professionnel de l'avocat
File number — Numéro de dossier
PCH-6270-83
Date
Le 8 mai 1997
Telephone/FAX — Téléphone/Télécopieur
997-2151/997-2801

TO/DEST.: Michèle Blais-Chauvin, Appui aux langues officielles, Patrimoine canadien

FROM/ORIG.: Avocate, Services juridiques, Patrimoine canadien

SUBJECT/OBJET: *Modifications proposées à l'entente Canada/Manitoba relativement à la gestion scolaire*

Comments/Remarques

Tel que nous en avons discuté au téléphone, j'aimerais confirmer la nécessité de modifier formellement l'entente mentionnée en rubrique afin de refléter la suppression des projets d'immobilisation des objets de l'entente. Par conséquent, toutes les références faites au texte de l'entente aux projets d'immobilisation devraient également être retirées du texte de l'entente.

Pour ce qui est de la personne habilitée au ministère à signer ces modifications, le texte de l'entente réfère aux deux parties...ou à leurs représentants autorisés. Étant donné qu'il n'est pas précisé à la clause 21 que l'autorisation est accordée "pour les fins de l'entente", je crois qu'un représentant de la ministre autorisé en vertu de la charte générale de délégation du ministère pourrait signer les modifications.

Cependant, étant donné l'importance de la modification et le fait que la ministre signe habituellement toujours personnellement ces dossiers, vous auriez avantage à vous assurer qu'elle soit informée des modifications apportées à l'entente.

Pour votre information, je vous fais également parvenir copie d'une note récemment envoyée à Guy Aubin sur un sujet semblable.

Thérèse Laberge

c.c. B.J. Wilton

Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SP97-04498

MAY - 8 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur, *Cher Guy,*

Je vous écris en réponse à votre lettre du 29 avril dernier concernant votre demande d'amendement à l'*Entente Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Nous avons entamé les démarches nécessaires pour amender le texte de l'entente afin de tenir compte des nouvelles priorités de votre ministère et de la DSFM dans le cadre de cette entente.

Il est certain qu'avec cet amendement, tout projet d'immobilisation représentera un défi d'autant plus grand pour les divers intervenants concernés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux  
langues officielles

*Hilaire Lemoine*

Hilaire Lemoine

Canada



# Manitoba



Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 29 avril 1997

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

M. Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Patrimoine canadien  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
Hull PQ K1A 0M5

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 8 courant relative à votre souhait pour une réunion tripartite impliquant des représentants de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM), du Patrimoine canadien et du Bureau de l'éducation française pour discuter de l'impact de l'amendement demandé à l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Permettez-moi d'apporter à votre attention le fait que tout récemment la DSFM a soumis le budget pour la prochaine année financière dans le cadre de l'Entente spéciale. Par la suite, le Manitoba a fait parvenir à votre ministère ce document incluant une brochette de projets et/ou d'activités sous les trois rubriques suivantes: a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion, b) les programmes et, c) le programme d'accueil tels que décrits dans l'article 2.1 de l'Entente. C'est ainsi qu'en date du 22 avril 1997 et selon les dispositions à cet égard, le ministère du Patrimoine canadien a reçu le budget 1997-1998 pour la somme totale de 2 650 000\$.

Je tiens également à souligner que le budget mentionné ci-haut est conforme au plan de redressement financier préparé et soumis par la DSFM au Manitoba en 1996. Par le fait même, la DSFM s'engageait de son propre chef à diriger les fonds fédéraux disponibles envers des coûts d'opérations identifiés à l'intérieur des trois mêmes rubriques de l'Entente. De plus, la DSFM a confirmé par écrit sa décision de ne pas inclure des projets d'immobilisations dans le cadre de l'Entente spéciale. En prenant cette même décision, il faut bien croire que la DSFM était pleinement consciente des ramifications subséquentes sur l'Entente spéciale. Je m'empresse donc de réitérer que le Manitoba a informé le Canada de ce développement par notre missive du 30 août 1996.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,

Guy L. Roy

.pl



# Manitoba



**Éducation  
et Formation  
professionnelle**

Bureau de l'éducation française

Édifce Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 29 avril 1997

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

M. Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Patrimoine canadien  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
Hull PQ K1A 0M5

*AC*  
*Luis*  
*Tel que décrit, précédant à la modification à l'entente.*  
*Merci, mhl*  
*cc P-Emil*  
Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 8 courant relative à votre souhait pour une réunion tripartite impliquant des représentants de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM), du Patrimoine canadien et du Bureau de l'éducation française pour discuter de l'impact de l'amendement demandé à l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Permettez-moi d'apporter à votre attention le fait que tout récemment la DSFM a soumis le budget pour la prochaine année financière dans le cadre de l'Entente spéciale. Par la suite, le Manitoba a fait parvenir à votre ministère ce document incluant une brochette de projets et/ou d'activités sous les trois rubriques suivantes: a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion, b) les programmes et, c) le programme d'accueil tels que décrits dans l'article 2.1 de l'Entente. C'est ainsi qu'en date du 22 avril 1997 et selon les dispositions à cet égard, le ministère du Patrimoine canadien a reçu le budget 1997-1998 pour la somme totale de 2 650 000\$.

Je tiens également à souligner que le budget mentionné ci-haut est conforme au plan de redressement financier préparé et soumis par la DSFM au Manitoba en 1996. Par le fait même, la DSFM s'engageait de son propre chef à diriger les fonds fédéraux disponibles envers des coûts d'opérations identifiés à l'intérieur des trois mêmes rubriques de l'Entente. De plus, la DSFM a confirmé par écrit sa décision de ne pas inclure des projets d'immobilisations dans le cadre de l'Entente spéciale. En prenant cette même décision, il faut bien croire que la DSFM était pleinement consciente des ramifications subséquentes sur l'Entente spéciale. Je m'empresse donc de réitérer que le Manitoba a informé le Canada de ce développement par notre missive du 30 août 1996.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,

Guy L. Roy

/pl

Author: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL  
Date: 97-04-22 15:59  
Priority: Normal  
Receipt Requested  
TO: Hilaire Lemoine  
Subject: Entente spéciale gestion scolaire - Proposition 1997-1998

*HL*  
*La ré. Paul. Lemoine*  
*m'a en parler 5-11.*

Commentaires de Diane.

Forward Header

Subject: Entente spéciale gestion scolaire - Proposition 1997-1998  
Author: Diane Leclercq at WINNIPEG-PARKS  
Date: 22/04/97 14:23

Il va falloir qu'Hilaire Lemoine insiste pour une rencontre sans quoi ri va se régler et la correspondance entre les deux niveaux de gouvernement la DSFM va tout simplement compliquer les affaires et finir avec une solution au détriment de l'un ou de l'autre. On risque d'être embarrassé par la DSFM et la Province dans les médias.

Je recommande que la rencontre avec la DSFM et la Province ait lieu la semaine prochaine ou du moins au retour d'Hilaire.

Si on approuve seulement 1,2M\$ sans avoir la réunion tripartite, la DSFM nous en vouloir pour ne pas les avoir informé de l'arrangement avec la province au temps de la négociation de l'entente du 3,5M\$ pour l'immobilisation qui avait été inclut en fonction, entre autres, d'un fu Centre scolaire et communautaire à Saint-Vital. De plus, la DSFM va se retrouver avec un déficit de 1,45M\$ qui sera l'annonce médiatique du moi A ce moment-ci, la DSFM s'imagine toujours que le 3,5M\$ peut être utilis comme bon leur semble et que l'immobilisation sera financée d'une autre source de Patrimoine canadien malgré le fait que nous leur avons déjà di le contraire. Il faut que le message vienne d'Hilaire Lemoine et que la Province ainsi que la DSFM soient présentes à cette réunion.

Et si on approuve le plein montant, c.-à-d. 2,65M\$ pour 1997-1998 sans avoir la réunion tripartite, la DSFM qui nous demande des fonds pour son projet de Centre scolaire/communautaire se retrouvera sans argent et ell en voudra au fédéral de ne pas les avoir bien informé des incidences d'utiliser les fonds réservés à l'immobilisation pour payer leur déficit

Si le tout va au média, c'est le fédéral qui sera en tard dans les deux cas.

La province veut probablement éviter d'avoir une réunion car pour elle, c'est un problème fédéral. De plus, vu que la Ministre provinciale a dé pris une décision unilatérale auprès de la DSFM sans le fédéral, la Province veut probablement éviter que la DSFM change d'idée et décide de demander à la Province (fonds provinciaux) de la compenser pour son déficit et que les fonds réservés à l'immobilisation soient utilisés pou le Centre scolaire-communautaire. Il faut se rappeler que la Province n'était pas chaude à l'idée, au temps de la négociation de l'entente, d'avoir des fonds d'immobilisation réservés pour un Centre scolaire et communautaire à Saint-Vital.

Je recommande donc que la réunion soit organisée pour la semaine prochain et que les cartes soient mises sur la table pour que la DSFM et la Provi décident ensembles en connaissance de cause.

Reply Separator

Subject: Entente gestion - Proposition 1997-1998

Author: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL

Date: 97-04-22 12:38

M. Grimard vient de m'informer qu'il va nous envoyer aujourd'hui la proposition de la province au montant de 2 650 000 \$. Comme tu le sais, sans amendement à l'entente, la ministre ne peut approuver plus de 1,2 M\$. Quelle sera notre stratégie? Est-ce qu'on va approuver 1,2 M\$ dans un premier temps (45%) du montant demandé ou si on va attendre que Guy Roy initie une rencontre avec la DSFM tel que suggéré par Hilaire dans sa dernière lettre.

Je peux prédire que le Manitoba va très rapidement faire des pressions pour avoir une réponse puisque ces \$ doivent permettre le redressement financier de la DSFM. Et si on tarde à donner une réponse, c'est le gouvernement fédéral qui sera blâmé pour le manque à gagner de la DSFM. Tout ça en période électorale!

8134-7-1-97



# Manitoba

Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625  
Courriel : bef@minet.gov.mb.ca

Le 22 avril 1997



Madame Michèle Blais-Chauvin  
Agente - région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5

Madame,

Vous trouverez ci-joint le budget 1997-98 pour le montant total de 2 650 000 \$ selon les termes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. Compte tenu des dispositions prévues à cet effet, c'est notre souhait qu'un premier versement de 1 325 000 \$ soit fait dans les meilleurs délais et ce avant la fin juin 1997.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations cordiales.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/pl

pièce jointe

**BUDGET 1997-1998**  
**1<sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA**  
**RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

PROJETS OU ACTIVITÉS	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>	
1. personnel de transition	198 250 \$
2. structure divisionnaire et gestion	273 116 \$
3. location et achats d'équipement	14 025 \$
<b>TOTAL</b>	<b>485 391 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>	
1. équité dans l'offre des programmes	1 625 637 \$
2. équipement musical	57 168 \$
3. projet technologie	40 600 \$
4. activités culturelles	101 811 \$
5. éducation physique et sport	61 174 \$
6. projet écriture	14 375 \$
7. informatisation des bibliothèques	25 900 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 926 665 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>	
1. coordination	17 637 \$
2. personnel professionnel	134 157 \$
3. auxiliaires	80 357 \$
4. formation	1 475 \$
5. service et matériel pédagogique	4 318 \$
<b>TOTAL</b>	<b>237 944 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 650 000 \$</b>

**Contribution du Manitoba**

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 541 786 \$\* pour 1997-1998.  
(\*projection)



Patrimoine canadien Canadian Heritage

8134-7-1-87

SP14-04372

Cheney  
970608

APR - 8 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Chen Guy  
Monsieur,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 26 mars dernier concernant une demande d'amendement à l'Entente Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Nous avons entre-temps reçu une lettre de la Division scolaire franco-manitobaine sollicitant notre participation financière à la construction de la partie communautaire du projet de centre scolaire et communautaire de Saint-Vital.

Dans les circonstances, je crois qu'il serait important de discuter de l'impact d'un amendement au volet «Immobilisations» de l'Entente sur l'avenir du projet de Saint-Vital. Nous apprécierions grandement si votre bureau convoquait une rencontre avec les représentants de la DSFM, à laquelle nous pourrions participer, pour aborder cette question et convenir d'une approche concertée pour la réalisation de ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux  
langues officielles

Hilaire Lemoine

Hilaire Lemoine

c.c. M. Belaineh Deguefé

Canada

